

MARS 2013



MERKUR

DE LËTZEBUERGER MERKUR
BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

www.cc.lu



Nouveau service de la Chambre de Commerce:
www.corporatenews.lu



■ DOSSIER

2030.lu: lancement réussi du grand débat citoyen sur l'avenir du Luxembourg



■ FORMATION

Première édition des LSC Spring Awards: les champions de la formation initiale et continue à l'honneur

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES! SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair* et tous les autres partenaires Miles & More!



MASTERCARD MILES & MORE LUXAIR

- 1 Mile de prime pour chaque euro dépensé avec la carte
- jusqu'à 5 000 Miles de prime comme bonus de bienvenue
- services d'assurance attrayants
- et bien plus encore**

MASTERCARD BUSINESS MILES & MORE LUXAIR

- réservée aux voyageurs d'affaires
- 1,5 Mile de prime par euro dépensé avec la carte
- 10 000 Miles de prime comme bonus de bienvenue
- services d'assurance exclusifs
- et bien plus encore**

Souscrivez dès maintenant et bénéficiez d'avantages attrayants!

Infos sur www.miles.lu, souscription dans votre agence BCEE

Décision rapide récompensée : jusqu'à 250€ de remise sur votre prochain vol Luxair*



SPUERKEESS

Äert Liewen. Är Bank.

Toute l'actualité des entreprises luxembourgeoises sur corporatenews.lu

La Chambre de Commerce met désormais à disposition des entreprises luxembourgeoises, un nouveau site d'information sur la vie des sociétés opérant au Grand-Duché de Luxembourg: «Merkur Corporate News». Avec cette nouvelle plateforme d'information, la Chambre de Commerce poursuit les efforts d'optimisation de sa politique de communication et entend fournir, à ses membres et au grand public, un nouveau service à valeur ajoutée.

Accessible via les urls www.corporatenews.lu et www.merkur.lu, le nouveau portail se conçoit comme une plateforme de diffusion de l'intégralité des informations et communiqués de presse envoyés par les entreprises luxembourgeoises à la rédaction du mensuel Merkur. Fonctionnant comme un site d'agrégation des informations diffusées directement par les entreprises, le portail «Merkur Corporate News» publie ces informations sur la vie des sociétés sous la responsabilité de leurs auteurs, c'est-à-dire ces entreprises dont elles émanent.

Afin de faciliter la diffusion des informations reprises sur «Merkur Corporate News», toutes les news disposent d'une fonction de partage immédiat via les grands médias sociaux: facebook, twitter et google+. Si l'entreprise diffuse ses informations en plusieurs langues, alors toutes les versions linguistiques sont automatiquement proposées sur le site et l'utilisateur peut choisir sa langue préférée.

Actuellement, le portail «Merkur Corporate News» reprend toutes les informations sur la vie des sociétés diffusées depuis le 1^{er} janvier 2013. Le nombre d'informations publiées chaque jour par les entreprises luxembourgeoises étant notable, un outil de recherche permet aux utilisateurs de retrouver rapidement une information en leur proposant plusieurs critères de recherche, tels que le nom de la société, le secteur d'activité ou le type d'information. Lorsque l'utilisateur choisit de lire une information sur une entreprise, le site propose automatiquement toutes les informations récentes sur l'entreprise choisie.

De plus, grâce au «responsive web design» l'affichage du portail s'adapte automatiquement à toutes les tailles d'écran et garantit une navigation optimale sur PC, tablettes et smartphones. Chaque mois, la dernière édition de Merkur est également mise à disposition gratuitement sur le portail «Merkur Corporate News». Enfin, une newsletter hebdomadaire permet aux abonnés de rester informés sur la vie des sociétés.

Après le lancement de son nouveau site Internet www.cc.lu, du blog économique www.carlothelen.lu et de la chaîne de vidéos sur Internet, www.cc-tv.lu, le portail «Merkur Corporate News» vient compléter la gamme d'outils dont dispose la Chambre de Commerce pour communiquer avec le public et accroître encore sa présence et sa visibilité sur les médias sociaux. ■





DOSSIER

4 2030.lu – Ambition pour le futur: lancement réussi du grand débat citoyen sur l'avenir du Luxembourg

DOSSIER

- 4 2030.lu: lancement réussi du grand débat citoyen sur l'avenir du Luxembourg

FLASH

- 12 La Chambre de Commerce présente sa stratégie 2020
 14 Berlin-Brandenburg trifft Luxemburg
 14 Visite de S.E. Stefano Maria Cacciaguerra Ranghieri, nouvel ambassadeur d'Italie
 15 Visite de S.E. M. Guy Yelda, nouvel ambassadeur de France
 16 Créer du changement positif
 16 La Chine fête l'année du serpent à la Chambre de Commerce
 17 Speak for success at the Chamber of Commerce
 18 2^e édition de la Cérémonie de Remise des trophées

INTERNATIONAL

- 20 European Chamber survey: Chinese investors bullish on European future, but show concern about operating environment
 20 Calendrier avril – juillet 2013
 21 Les missions économiques organisées par la Chambre de Commerce en 2013
 22 Le Luxembourg s'affiche sur la scène du MIPIM à Cannes!

- 24 Meet the Russian transport market: visit the TransRussia trade fair
 24 Participez aux salons Project Qatar et Project Lebanon spécialisés dans le secteur de la construction
 28 Mission officielle en Scandinavie
 30 BOA – Bourse d'Opportunités d'Affaires
 32 Textes européens publiés du 19 janvier au 27 février 2013

FORMATION

- 34 Première édition des LSC Spring Awards: les champions de la formation initiale et continue à l'honneur
 38 Die Handelskammer setzt sich für die dualen Ausbildungsmodelle ein
 39 The LSC strengthens its training offer in English language
 40 Luxembourg's economy explained in a new training course
 42 Les entreprises investissent moins dans la formation de leurs salariés
 43 Le répertoire des offreurs de formation 2013: guide incontournable pour l'achat de formation

INNOVATION

- 44 «La start-up doit-elle s'occuper de gouvernance?»
 48 Associés pour le meilleur ...
 50 Création d'un «Pôle Conseil en Formation»

- 50 La Chambre de Commerce reçoit la direction générale Entreprises et Industrie
 51 L'ILNAS rend les normes européennes et internationales accessibles à tous!
 52 EU Projekt PROUD: Innovationen schaffen durch Co-Design
 54 Les candidatures sont ouvertes!
 54 Surfaces commerciales: protéger la nature et le milieu aquatique – éviter les pesticides

ECONOMIE

- 56 Economistes, entrepreneurs et représentants des pouvoirs publics réunis pour la 7^e édition des Journées de l'Economie
 59 La zone euro s'enfonce dans la récession
 60 Blog économique: un an après
 62 Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise
 68 Logistique: Citylogistics: le challenge de demain?

LEGISLATION & AVIS

- 72 Projets soumis pour avis à la Chambre de Commerce
 74 Votre signature peut vous coûter cher!
 76 guichet.lu fait peau neuve!

FEDERATIONS/U.E.L.

- 78 Les deux-roues motorisés: comment réduire les risques d'accidents



ECONOMIE

56 6 et 7 février 2013: Journées de l'Economie

LEGISLATION & AVIS

74 Mois de la Prévention de l'Arnaque: votre signature peut vous coûter cher

- 79 La Commission vient au secours du commerce luxembourgeois
- 80 La fédération des femmes cheffes d'entreprise a élu son nouveau conseil d'administration
- 82 Les différences, sources d'innovation

GRAND ENTRETIEN

- 84 "I agree very much with Viviane Reding's statement, – I don't like quotas, but I like what they do – "

INFO ENTREPRISES

- 86 Le meilleur de la création publicitaire
- 86 En bref
- 88 CSR Performance, accompagner les clients dans leur démarche RSE
- 90 EuroCloud Europe: new headquarters in Luxembourg
- 90 Enovos Luxembourg et City Mov' lancent le premier service luxembourgeois de car-sharing

- 91 Belle performance pour ING Luxembourg
- 92 Editus obtient la labellisation SuperDrecksKëscht

Tourisme

- 94 L'ONT au diapason: les actions de sensibilisation pour 2013

LES 100 VISAGES DE LA CDC 96

Editeur:
Chambre de Commerce
du Grand-Duché de Luxembourg
7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg
Tél.: 42 39 39-1
Fax: 43 83 26
E-mail: merkur@cc.lu
homepage: www.cc.lu

Paraît 10 fois par an
Tirage: 35.000 exemplaires
Reproduction autorisée
avec mention de la source.
Copie à l'éditeur
Rédaction:
Patrick Ernzer, rédacteur en chef
Marie-Hélène Trouilleux
Corinne Briault, Edouard Lehr

Mise en page et impression:
Imprimerie Centrale S.A.
Conception graphique:
rose de claire, design.
Couverture:
lola
Crédit photographique:
MEV Verlag, EU, SIP,
ONT Luxembourg, M-H. Trouilleux

Publicité:
Imprimerie Centrale
Service Régie, Bureaux:
15, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg
Tél.: (+352) 40 36 10-1
Fax: (+352) 40 36 10-228
E-mail: regie@ic.lu
www.ic.lu

Les articles publiés et signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion de la Chambre de Commerce, qui ne peut donner aucune garantie expresse ou implicite sur l'exactitude, l'exhaustivité, la véracité, l'actualité, la pertinence ou la fiabilité des informations figurant dans le Merkur.



Près de 450 personnes ont répondu à l'invitation de l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur» et se sont déplacées au «Forum Geesseknäppchen» pour suivre dans le grand auditoire le premier grand débat sur l'avenir du Grand-Duché de Luxembourg

2030.lu – Ambition pour le futur

2030.lu: lancement réussi du grand débat citoyen sur l'avenir du Luxembourg

Près de 450 personnes ont répondu à l'invitation de l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur» et se sont déplacées le mercredi 20 mars au «Forum Geesseknäppchen» pour suivre dans le grand auditoire le premier grand débat sur l'avenir du Grand-Duché de Luxembourg. Devant un public intéressé et hétéroclite, cinq orateurs ont présenté leur vision personnelle de l'avenir du pays et ont été confrontés aux questions et réactions d'un panel de jeunes, premiers concernés par l'avenir du pays.

Le modèle social luxembourgeois est-il en danger? Est-ce que le Luxembourg va réussir à surmonter la crise économique? Le pays restera-t-il toujours aussi prospère qu'il l'est aujourd'hui? Dans quelle société avons-nous envie de vivre dans 20 ans? Beaucoup de questions sur l'avenir du Grand-Duché restent actuellement sans réponse. Pourtant de nombreuses idées et des propositions existent pour préparer l'avenir du Luxembourg.

Présentée officiellement le 4 mars dernier, l'initiative «2030.lu – Ambition pour le futur», a pour objectif

de contribuer à apporter une réponse aux grandes interrogations de notre époque, en rassemblant avec l'aide du grand public des pistes de solution pour relever les principaux défis d'avenir du pays. Pour ce faire, l'initiative organise de mars à juin 2013 une série de conférences et ateliers publics et met à disposition un portail de discussion et de documentation à l'adresse www.2030.lu. Le succès de l'initiative dépend largement de la participation du public, qui est invité à soumettre ses idées et propositions, soit directement par e-mail (info@2030.lu), soit dans les forums de discussion

en ligne (www.2030.lu), soit en participant aux conférences et ateliers. Toutes les idées reçues seront rassemblées dans un recueil qui sera publié en automne.

■ Salle comble et discussions animées à la conférence de lancement

La soirée de lancement de l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur» a commencé par un échange entre le modérateur, Gabriel Boisanté et Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce, qui a expliqué le rôle de la Chambre de Commerce dans l'initiative «2030.lu Ambi-

tion pour le futur» en rappelant que celui-ci se limitait à la mise en place des plateformes nécessaires pour permettre au grand public de mener un débat sur l'avenir du pays. M. Gramegna a ensuite partagé son point de vue sur l'avenir du Luxembourg en a notamment souhaité qu'en 2030 le pays «soit toujours l'un des plus sûrs du monde», qu'il dispose d'un fonds souverain et d'une stratégie à long terme. Il a ensuite invité le public à participer à l'initiative en utilisant les différents moyens mis à leur disposition pour proposer leurs solutions et idées pour relever les défis actuels et futurs du Luxembourg.

Par la suite, cinq orateurs confirmés sont montés sur scène pour présenter leur vision personnelle de l'avenir et des défis du Luxembourg. Un panel de jeunes, issu du Parlement des Jeunes du Luxembourg et de l'Association des Cercles d'étudiant luxembourgeois (ACEL), a répondu présent pour assister à un débat intergénérationnel, qui leur a permis d'exprimer leurs opinions, leurs ambitions, mais aussi leurs inquiétudes sur les possibles scénarios d'avenir du Luxembourg.



Prof. Dr. Rolf Tarrach, recteur de l'Université du Luxembourg et premier intervenant de la soirée, a saisi l'invitation des organisateurs pour encourager les jeunes à oser davantage, à avoir le courage de sortir des sentiers battus et à quitter leur zone de confort. La formation des jeunes n'étant, selon M. Tarrach, pas apte à préparer les jeunes suffisamment pour le marché de travail de demain, il les a invités à réaliser leurs propres expériences en acceptant de relever les défis que l'avenir leur réserve. Il s'est par ailleurs inquiété du faible niveau d'intensité de la recherche au Luxembourg et du «return on invest» déficitaire des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation. *«J'ai aussi l'impression qu'un des problèmes est justement que de*

nombreux jeunes luxembourgeois n'ont jamais rencontré de véritables difficultés dans leur vie». C'est avec ces mots controversés que le Professeur a invité les jeunes à faire face à l'inconnu, à explorer leur créativité et à approfondir leurs connaissances. Les jeunes n'ont pas accepté cette critique et ont répondu – sous les applaudissements du public – que leur génération a hérité de suffisamment de difficultés de la génération de leurs parents.



Marie-Christine Mariani, chef d'entreprise et «Woman Business Manager of the Year 2012», s'est inquiétée de l'évolution des finances publiques, mais a encouragé en même temps le Luxembourg à renforcer ses atouts, tels le cadre fiscal compétitif, la stabilité économique ou les bons services administratifs. Se rappelant ses débuts de cheffe d'entreprise, Mme Mariani a souligné que l'aventure entrepreneuriale demandait beaucoup de volonté et d'efforts pour se motiver *«à se lever tous les matins pour affron-*

ter les obstacles inhérents à tout projet d'entreprise». Elle a fait appel au gouvernement d'agir comme toute autre entreprise en «bon père de famille» et de pérenniser les finances publiques. L'oratrice a été confrontée par un jeune, qui a fait allusion à la situation critique au sud de l'Europe, en demandant si *«l'austérité est le bon chemin à suivre»*, ou bien, s'il valait *«mieux stimuler la croissance économique par l'expansion fiscale et monétaire?»*. La cheffe d'entreprise a répondu qu'il ne fallait pas diaboliser l'austérité, et que celle-ci devait être comprise dans le sens de réaliser des économies d'une façon réfléchie sans pour autant juguler la croissance.



Jean Lamesch, docteur en chimie-physique, a ouvert son intervention en expliquant au public que le Luxembourg est actuellement – et de loin – le champion mondial incontesté de la consommation d'énergie. Il a rappelé que la protection de l'environnement n'est pas seulement une science exacte



Le portail www.2030.lu est la plateforme centrale pour l'échange d'idées sur l'avenir du Luxembourg. Elle offre aux internautes des vidéos, des publications, des résultats de sondages menés spécialement pour 2030.lu et des forums de discussion thématiques. Depuis son lancement, plus de 6.000 personnes se sont informées sur le portail sur les défis d'avenir du Luxembourg



Bob Biver, Joëlle Piffaferri, Céline Reichel, Pierre Schumann de l'ACEL et Lisa Kersch, Magda Orlander, Philippe Roukoz, Patrick Weymerskirch, Michel Wirth, Jean Wivenes du Parlement des Jeunes ont exprimé avec verve et engagement leurs opinions, leurs ambitions, mais aussi leurs inquiétudes sur les possibles scénarios d'avenir du Luxembourg

dépendant de la progression technologique, mais, qu'au contraire, le comportement des êtres humains est bel et bien le facteur le plus important et décisif dans la lutte contre la pollution et la surconsommation énergétique. Le scientifique a évoqué le concept de la «tragedy of the commons» pour expliquer que la compétition pour l'accès à une ressource limitée menait invariablement à un conflit entre intérêt individuel et bien commun, conflit qui à son tour menait tout aussi invariablement à une situation perdant-perdant. Il a illustré ce concept en citant d'exemple de l'énergie nucléaire, «*qui accapare des dépôts géologiques communs à toute l'humanité, pour y déposer des déchets radioactifs qui perdureront pendant 3.000 générations; et cela pour produire de l'énergie dont profite une seule génération*». M. Lamesch a finalement souligné que la base de l'écologie se trouve dans la tête des consommateurs et que seule la réflexion et le raisonnement personnels, liés à l'éducation, permettront de changer durablement les mentalités en la matière.

Nico Steinmetz, architecte associé de Steinmetz-De Meyer, s'est inquiété de l'évolution des prix de l'immobilier, des démarches administratives très lentes, et de l'utilisation inefficace des ressources dans la construction. Une jeune du panel s'est interrogée s'il était permis aussi à leur génération de continuer à rêver le rêve d'une maison

unifamiliale entourée d'un beau jardin verdoyant. L'architecte a répondu que ce rêve était tout à fait compréhensible, mais qu'il était irresponsable et inefficace d'un point de vue énergétique et budgétaire. Il s'est fait l'avocat d'une vie urbaine moderne, qui permet de faire des économies d'échelle importantes, tant au niveau écologique qu'économique. Il a également souligné le rôle important que la vie urbaine peut jouer dans le renforcement de la cohésion sociale. Le défi serait maintenant de rendre la vie urbaine plus attrayante pour les résidents.



Nathalie Oberweis, politologue, journaliste indépendante et activiste, a tenu un discours engagé sur un sujet particulièrement cher aux Luxembourgeois, à savoir l'intégration et l'inclusion sociales. L'oratrice a mis en évidence le risque des constructions mentales dichotomiques menant à des réflexes protecteurs et à la stigmatisation des étrangers. Mme Oberweis a regretté que le Luxembourg ait récemment plutôt eu

tendance à s'ériger en société d'exclusion que d'inclusion, notamment dans le domaine de l'éducation, dans l'administration publique ou encore dans son système électoral, qui connaîtrait un véritable déficit démocratique. Concernant l'importance de la langue luxembourgeoise, Madame Oberweis a souhaité que le luxembourgeois ne soit pas – comme cela serait encore trop souvent le cas – utilisé comme un critère d'exclusion, mais plutôt comme un outil pour construire des ponts entre les nationalités. L'oratrice a conclu son intervention en estimant que la nationalité et la citoyenneté ne devaient pas forcément être liées et qu'il devait suffire qu'une personne travaille, vit et habite au Luxembourg pour accéder au droit de vote, c'est-à-dire pour exercer ses droits de citoyen.

Après les interventions des cinq orateurs, Gabriel Boisanté a ouvert le débat libre entre les jeunes et les intervenants de la soirée. Un représentant du parlement des jeunes du Luxembourg a regretté que le trilinguisme soit toujours considéré au Luxembourg quasiment comme la «Sainte Trinité» et a souhaité que les langues soient davantage considérées comme simple outil de communication permettant aux jeunes de s'épanouir. Dans le débat subséquent, mené de manière souvent très vive, plusieurs sujets exposés par les orateurs dans leurs présentations ont pu être approfondis, sans qu'une



L'AVENIR DU LUXEMBOURG
NOUS CONCERNE TOUS
ALORS DISCUTONS-EN!

2030.LU
AMBITION POUR LE FUTUR

»»» Discussions, inscriptions et informations sur www.2030.lu

ENERGIE,
ENVIRONNEMENT,
ÉCONOMIE VERTE

INFRASTRUCTURE,
LOGEMENT

EDUCATION,
INNOVATION,
ENTREPRENEURIAT

INTÉGRATION,
SOLIDARITÉ

INDÉPENDANCE
FINANCIÈRE,
PRODUCTIVITÉ,
CRÉATION DE
RICHESSE

POSITION
INTERNATIONALE
ET EUROPÉENNE
DU LUXEMBOURG



Les orateurs de la soirée, Mme Nathalie Oberweis, M. Nico Steinmetz, Mme Marie-Christine Mariani, M. Jean Lamesch et M. Rolf Tarrach (de gauche à droite), se sont engagés dans un dialogue intergénérationnel devant ...



... un public attentif qui applaudissait les échanges parfois très animés



Le public avait pu découvrir l'animateur de la soirée, Gabriel Boisanté, dans les clips de la campagne de promotion de l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur»

réponse définitive n'ait pu être apportée à la question des solutions des problématiques discutées.

Ce sera justement l'objet des trois ateliers thématiques qui seront organisés dans le cadre de l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur» et dont le premier, portant sur les thèmes de l'éducation, de l'innovation, de l'entrepreneuriat, de l'intégration et de la solidarité, est prévu le samedi, 13 avril 2013 au Cercle Cité à Luxembourg-Ville. Informations, inscriptions et discussions sur www.2030.lu. Un enregistrement vidéo du débat de lancement sera disponible sur le portail 2030.lu lundi prochain au plus tard.



Comment participer à l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur»?

Toute personne se sentant concernée par l'avenir du Grand-Duché peut participer à l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur». Plusieurs possibilités de participation sont à la disposition des personnes qui veulent s'engager. Elles peuvent:

- Parler de l'initiative «2030.lu Ambition pour le futur» à leurs proches et amis
- Visionner, partager et commenter les vidéos sur le portail www.2030.lu
- Partager des idées et opinions dans les forums de discussion sur www.2030.lu
- Soumettre des contributions écrites à l'adresse info@2030.lu
- Participer aux conférences publiques et ateliers thématiques

Prochaines manifestations

- «Une société ouverte et tournée vers l'avenir».

Samedi, 13 avril 2013, de 9h30-12h30

Atelier thématique abordant les axes éducation, innovation, entrepreneuriat, intégration et solidarité. L'atelier se déroulera sous forme de hearing, avec l'intervention de différents experts. Le débat et les échanges avec le public seront animés par Gabriel Boisanté.

- «Un territoire pensé pour les générations futures»

Samedi, 11 mai 2013, de 9h30-12h30: Atelier thématique abordant les axes énergie, environnement, économie verte, infrastructures et logement.

- «Une économie soutenable au service du pays et de ces habitants»

Samedi, 15 juin 2013, de 9h30-12h30 – thème: atelier thématique abordant les axes: Indépendance financière, productivité, création de richesse.

Tous les workshops se tiendront au Cercle Cité au Centre-Ville. Une traduction simultanée sera proposée dans les langues française, allemande et luxembourgeoise. La participation est gratuite mais l'inscription est obligatoire sur www.2030.lu.



LA DERNIERE LIGNE DROITE A une idée de dernière minute au sport, envoie l'invitation à la vidéoconférence + Synchronise le PowerPoint avec ses collègues + Ouvre un document sur son téléphone, s'entraîne à donner une présentation dans le train + Vidéoconférence en équipe dans les bureaux du client + Félicite l'équipe sur le fil d'actualités de l'entreprise

100 % Fabrice



TOUT VOTRE TRAVAIL DANS LE CLOUD

Vidéoconférence HD / Messagerie professionnelle / Gestion IT simplifiée / Chat entre collègues / Accès à vos documents partout / Office au complet

Office 365 va révolutionner le travail. Découvrez-le sur Office365.be

 Office 365



Scannez le code-barres pour découvrir toutes les possibilités d'Office 365.

Téléchargez gratuitement l'application sur <http://gettag.mobi>

La Chambre de Commerce présente sa stratégie 2020



Comment la Chambre de Commerce voit-elle son rôle dans la société et dans l'économie? Comment veut-elle être perçue par ses ressortissants, par les autorités, par ses partenaires et par le public? Pour quelles valeurs s'engage-t-elle? Quelles sont ses aspirations et ambitions? Quelles sont ses priorités pour les années à venir?

Dans son Assemblée Plénière du 13 novembre 2012, la direction de la Chambre de Commerce a présenté une vision stratégique pour le développement de ses activités à l'horizon 2020. Cette vision stratégique, qui a été adoptée par l'Assemblée Plénière, approfondit et précise la manière dont la Chambre de Commerce pourra effectuer à l'horizon 2020 les missions qui lui sont conférées par le législateur et définit plus exactement encore son périmètre d'action.

Rappelons que le rôle et la mission de la Chambre de Commerce sont définis par la loi du 26 octobre 2010, qui retient comme objet princi-

pal de l'établissement public «l'articulation, la sauvegarde et la défense des intérêts de ses ressortissants», tout en précisant que ses avis, ses propositions et ses initiatives peuvent se limiter à la prise en considération d'intérêts sectoriels, sous condition que ceux-ci ne soient pas préjudiciables à ceux de l'ensemble de ses ressortissants. En fait, la Chambre de Commerce tente de comprendre et de refléter l'intérêt économique général du pays, ce qui constitue le fil directeur de son action.

Cette mission centrale trouve sa légitimation, d'une part, dans le fait que les entreprises affiliées à la Chambre de Commerce représentent aujourd'hui 80 % du produit intérieur brut (PIB) et occupent 75 % du total de l'emploi salarié et, d'autre part, dans le constat que la part prédominante de la création de richesse d'un pays passe par les entreprises et ses salariés, et que par conséquent, la prospérité d'un pays se mesure aussi à l'état de santé et à la compétitivité de ses entreprises.

■ La vision 2020 de la Chambre de Commerce

La stratégie 2020 retient que la mission centrale de la poursuite de l'intérêt économique général sera mise en œuvre à travers les six piliers d'action suivants, qui sur le terrain se concrétiseront par le renforcement des services rendus à l'ensemble des ressortissants, services qui restent le dénominateur commun de l'action de la CC:

1. la définition et l'élaboration d'un cadre optimal pour le développement durable du Luxembourg;
2. la promotion de l'esprit d'entreprise et le soutien à la création et au développement des entreprises;
3. l'intervention dans la procédure législative;
4. la promotion des relations économiques et commerciales avec l'étranger;
5. la promotion d'une éducation et d'une offre de formation adaptées aux défis stratégiques de notre pays et aux besoins des entreprises;

6. l'information du public et l'animation du débat public et politique en tant que porte-parole indépendant de l'économie du marché et de l'intérêt économique général.

Chacun de ces piliers, qui sont autant de domaines d'activité stratégique, se concrétise, d'une part, par la prestation d'une série de services aux entreprises, aux créateurs d'entreprises et au public, et, d'autre part, par un travail de réflexion en profondeur (à l'image du projet 2030.lu) et de lobbying.

Les missions opérationnelles ou piliers d'action décrits ci-dessus parlent d'eux-mêmes, mais il est peut-être essentiel d'insister sur l'aspect de la durabilité que la Chambre de Commerce veut faire ressortir davantage. Il en découle que le premier point cité, à savoir la définition et l'élaboration d'un cadre optimal pour le développement durable du Luxembourg, prend un relief tout particulier. L'ensemble des discussions qui sont menées actuellement sur le modèle luxembourgeois indiquent en effet combien il est

difficile de maintenir l'équilibre des finances publiques et une compétitivité de premier rang avec une croissance faible. Ceci oblige la Chambre de Commerce de soumettre toutes ses propositions et actions au triple test de l'aspect économique (ou compétitivité), social et environnemental dans la perspective de défendre des positions et des mesures législatives qui seront valables dans le long terme. La vision 2020 se caractérise dès lors par une approche qui est cohérente avec des objectifs de long terme et de développement durable, garants de la prospérité des entreprises et de l'économie en général.

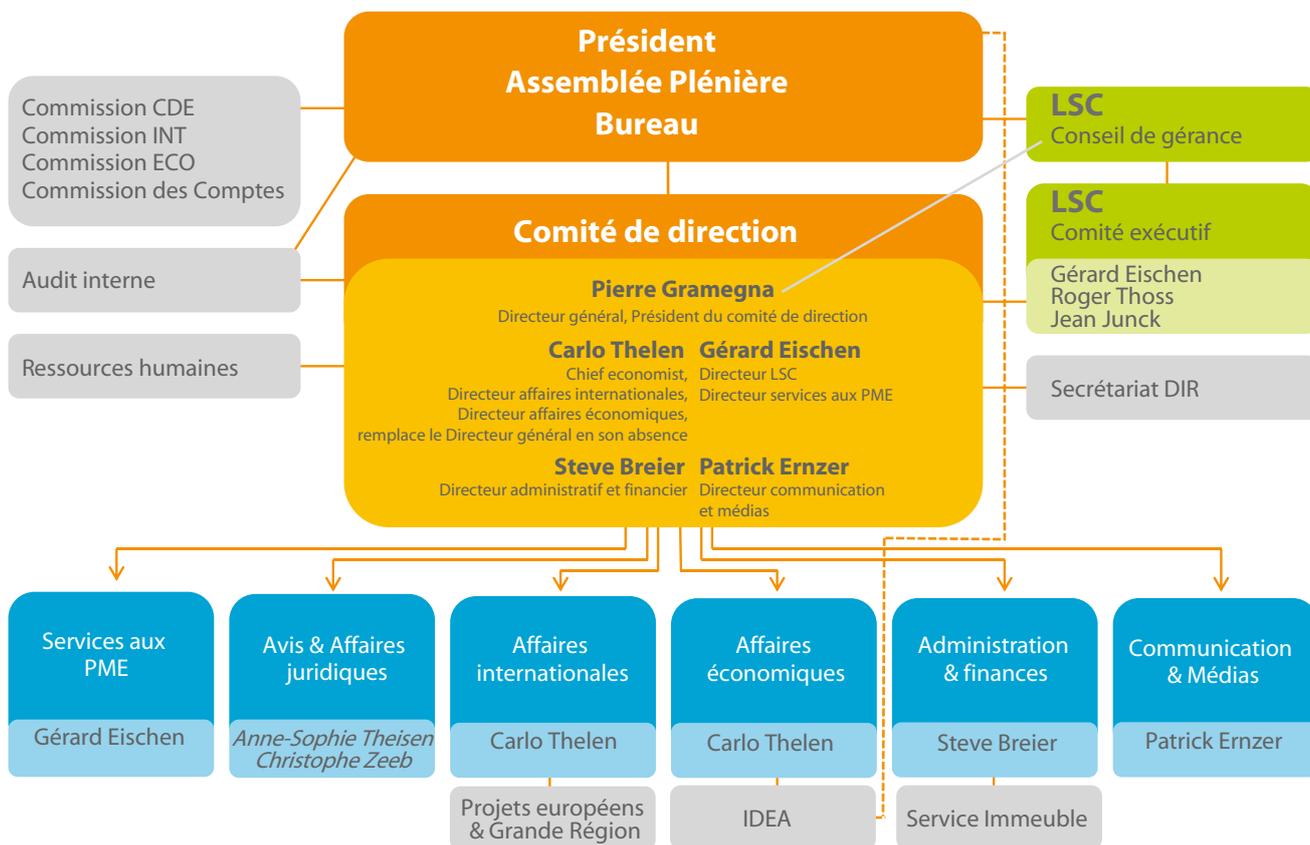
A l'horizon 2020, la Chambre de Commerce souhaite donc être reconstruite comme:

- l'interlocuteur naturel et le partenaire de référence des entreprises luxembourgeoises pour contribuer à leur réussite à travers les services rendus à ses ressortissants et à travers la défense de leurs intérêts par tous moyens dont elle dispose;

- l'interlocuteur de référence et le partenaire crédible des fédérations du patronat et de la Chambre des Métiers;
- l'interlocuteur incontournable et critique du gouvernement et du parlement mais également un partenaire de prédilection pour assurer le développement durable de l'économie luxembourgeoise à l'horizon 2020.

■ **Nouvel organigramme**

Cette vision stratégique est portée et partagée par les membres élus, les ressortissants, les collaborateurs et l'équipe dirigeante de la Chambre de Commerce, qui s'est pour l'occasion dotée d'un nouvel organigramme, qui se présente comme suit:



29. – 30. Januar 2013

Berlin-Brandenburg trifft Luxemburg



(v. l. n. r.) Dr. Norbert Wagener, Wagener & Herbst Management Consultants GmbH; Alain Krecké, Cluster for Logistics Luxembourg; Peter Effenberger, ZukunftsAgentur Brandenburg GmbH und Ralf Behrens, Wagener & Herbst Management Consultants GmbH

Am 29. und 30. Januar 2013 besuchte eine Delegation aus Berlin-Brandenburg auf Einladung des Logistikclusters Luxemburg das Aircargo Center und das Intermodale Terminal in Bettemburg in Luxemburg. Peter Effenberger (ZukunftsAgentur Brandenburg) und Dr. Norbert

Wagener (Wagener & Herbst) stellten Berlin-Brandenburg als Logistikstandort und als Gateway Richtung Osteuropa einem interessierten Fachpublikum vor. Sehr positiv beeindruckt war die Delegation vom weiteren Ausbau des Aircargo Centers, wo ein Freeport für Kunstgegenstände und ein Pharmala-

ger entstehen, sowie vom intermodalen Terminal in Bettemburg.

Am 23. April 2012 war eine Wirtschaftsdelegation, die aus rund 100 Vertretern luxemburgischer Unternehmen bestand, in Berlin angeeignet. Die Hauptstadt Berlin und das benachbarte Bundesland Brandenburg haben in den vergangenen Jahren eine interessante und dynamische Entwicklung in den Sektoren Regenerative Energien, Logistik, Forschung & Medizin und IKT vollzogen, alles Sektoren die ebenfalls für die luxemburgische Wirtschaft eine zentrale Rolle spielen. Anlässlich des Besuchs in Berlin hatte das Logistikcluster Luxemburg mit dem LogistikNetz Berlin-Brandenburg einen Kooperationsvertrag unterschrieben, um zukünftig enger zusammenzuarbeiten. Die Bundeshauptstadt und die umgebende Wirtschaftsregion Brandenburg bilden gemeinsam Deutschlands Hauptstadtregion. Berlin-Brandenburg zählt 6 Millionen Einwohner und ist mit 30.000 km² so groß wie Belgien. ■

5 février 2013

Visite de S.E. Stefano Maria Cacciaguerra Ranghieri, nouvel ambassadeur d'Italie



L'ambassadeur d'Italie accueilli à la Chambre de Commerce par Pierre Gramegna

S.E. Stefano Maria Cacciaguerra Ranghieri vient de prendre ses fonctions d'ambassadeur d'Italie à Luxembourg. Nommé par le conseil des ministres italien, il succède ainsi à Raffaele De Lutio. L'ambassadeur d'Italie a été reçu à la Chambre de Commerce le 5 février dernier pour une entrevue avec Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce. Né en 1952 à Rome et titulaire d'une maîtrise en sciences politiques à l'université de Florence, il a débuté sa carrière diplomatique en 1978. Ses différentes fonctions l'ont mené tour à tour à Newark, Mexico, Caracas et Chicago. Il était attaché à la représentation permanente italienne de l'ONU à New York avant d'être nommé ministre plénipotentiaire, puis ministre conseiller. ■

13 février 2013

Visite de S.E. M. Guy Yelda, nouvel ambassadeur de France

L'ambassadeur de France au Luxembourg, Guy Yelda, a pris la succession de Jean-François Terral au titre d'ambassadeur de France au Luxembourg. Le 13 février dernier, il a été reçu par Pierre Gramagna, directeur général de la Chambre de Commerce, dans le cadre d'une réunion de travail. Agé de 57 ans, cet énarque (diplômé de l'ENA: Ecole Nationale d'Administration) du Quai d'Orsay (ministère des Affaires étrangères) était auparavant en poste en Lituanie, où il a passé quatre ans à Vilnius avant d'arriver à New York. Agé de 57 ans, il a également été consul général de France à Los Angeles de 1996 à 2000, avant de se mettre en disponibilité pour se lancer dans le secteur privé.



L'ambassadeur de France reçu à la Chambre de Commerce

L'objet de cette entrevue était d'explorer ensemble les possibilités de développement de la coopération entre la France et le Luxembourg. ■

FEU VERT POUR L'EFFICIENCE.
**ÉCONOMISEZ
À FOND LA CAISSE.**

Plus il roule, plus il est rentable : le Canter Eco Hybride vous fera réaliser jusqu'à 23 % d'économies de carburant grâce à son système de récupération d'énergie et sa fonction start/stop de série. Vous apprécierez aussi la boîte de vitesses à double embrayage DUONIC®, encore plus économique et

plus confortable. Surtout en ville. Ajoutez-y une charge utile en hausse, un rayon de braquage adapté à la ville, et vous obtenez le mélange idéal de confort, d'efficacité et de rentabilité. Qu'attendez-vous pour le tester ? Au Garage Binsfeld, votre partenaire Fuso.

www.fuso.lu

All for you



Garage Binsfeld
15, rue de Noertzange - L-3860 Schifflange
Tél. 54 50 55-1
www.garage-binsfeld.lu

Jeune Chambre Internationale

Créer du changement positif



Chiara Milani, la nouvelle présidente de la Jeune Chambre Internationale (JCI) entourée de Nicole Avez-Nana, présidente de la JCI Luxembourg (2004) et Harald-Sven Sontag, président de la JCI Luxembourg (2007)

Réunis ce 22 février à la Chambre de Commerce, les présidents européens des Jeunes Chambres Internationales ont fait

connaissance avec leur nouvelle présidente mondiale, Chiara Milani. Cette dernière s'est félicitée de la première contribution de la JCI au B20, le forum

économique du G20. Des forums à travers le monde ont été organisés pour un échange d'idées pour le futur. Ces idées ont été rassemblées dans un rapport qui a été remis à l'attention du B20. Présente dans plus de 100 pays, la JCI compte plus de 200.000 membres âgés de 18 à 40 ans. Au Luxembourg, l'association vise à apporter des changements positifs au sein de la société par l'engagement citoyen de ses membres, selon la devise «Think global, Act local». En marge de ses réunions mensuelles, JCI Luxembourg prépare activement la prochaine édition du concours «Creative Young Entrepreneurs Luxembourg» (CYEL), un projet européen qui récompense la créativité des entrepreneurs âgés de 18 à 40 ans, pour trouver des solutions durables, favoriser l'emploi et contribuer à l'amélioration de la situation économique globale et dont les finalistes luxembourgeois iront se confronter aux finalistes de la JCI issus d'autres pays. ■

www.cyel.lu

25 février 2013

La Chine fête l'année du serpent à la Chambre de Commerce



S. E. Xianqi Zeng, ambassadeur de Chine au Luxembourg; Linda Lai, Représentante spéciale pour les Affaires économiques et commerciales de Hong Kong auprès de l'Union européenne (Hong Kong Economic and Trade Office) et Pierre Gramagna, directeur général de la Chambre de Commerce

La Chambre de Commerce a célébré avec plus d'une centaine d'invités et pour la septième fois consécutive le Nouvel An Chinois lors d'une réception organisée en étroite collaboration avec le Hong Kong Economic and Trade Office. S.E. l'ambassadeur Xianqi Zeng a remercié la Chambre de Commerce et la Représentation de Hong Kong pour leur coopération fructueuse dans l'organisation de cette réception en l'honneur du Nouvel An Chinois qui est désormais devenue une tradition. L'événement a été également l'occasion de marquer le 40^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Luxembourg et la Chine. ■

Speak for success at the Chamber of Commerce

On Monday 18 March, the 2013 Spring Contest of public speaking took place at the Chamber of Commerce. Of the eleven contestants who participated in the competition six came out particularly successful. Judging club members, assisted by two timers, had to rate the speeches according to clearly defined criteria of public speaking such as structure, use of language, vocal expression and many more. Neil Cocker won the Speech Competition, Clare Abbott came 2nd and Christopher Rabotin 3rd. An Evaluation Contest followed the Speech contest. Rob Cockburn gave the target speech entitled “Unexpected Success” and inspired the members of the audience to follow their instinct, grow and fulfil their true vocation. A seasoned public speaker himself, he set a tough task for the five competitors evaluating his excellent speech. Christopher Rabotin came out as the winner of the Evaluation Competition, Neil Cocker came 2nd and Balint Juhasz came 3rd. Winners of Club contests progress to the next level, the Area contest, where members of all Luxembourg clubs compete for the best speaker. The culmination of a Toastmaster career is winning the international speech contest which is held each year with contestants from around the world.

Clear communication is good business! Toastmaster clubs provide the



Stefanie Zutter, President of the Green Heart Club Luxembourg, Marie-Hélène Trouillez, Contest Master and Christine Galello, Chief Judge congratulated all participants on their performance

tools for becoming effective communicators and leaders, and this at a very low cost. Toastmasters improve their communication skills by following a formal program of practicing and receiving feedback on: writing and delivering speeches and presentations, developing impromptu speaking skills, learning to appraise other speakers' strengths effectively. All this is provided in a friendly and supportive environment which makes learning enjoyable.

The Green Heart Club is based at the Chamber of Commerce, where members meet on the first and third Monday of every month. Set up in 1996, the club's name refers to Luxembourg, the Green

Heart of Europe. The club is one of the six Toastmasters clubs in Luxembourg (five English speaking and one French speaking). Such a high concentration of clubs in such a small place is a living proof that Toastmasters is an equally popular and successful way of becoming a better speaker and more confident leader.

The best way to find out more about Toastmasters is to sit in on one of the meetings that are being held twice each month. Meetings are open to everyone. You can come along without any obligations and see for yourself how a typical Toastmasters club meeting works, and find out more about becoming a member of the club. ■

For more information: <http://491.toastmastersclubs.org> and www.district59.eu

POUR MIEUX
COMPRENDRE
L'ÉCONOMIE
LUXEMBOURGEOISE



WWW.CARLOTHELENBLOG.LU

Inspiring Wo-men Awards Ceremony

2^e édition de la Cérémonie de Remise des trophées

Les 7 nominés ont été mis à l'honneur pour leur rôle de femmes et d'hommes modèles au Luxembourg et en Grande Région

Le 5 mars 2013, dans le cadre de l'initiative «Inspiring Woman of the Year», placée sous le patronage de Viviane Reding, vice présidente de la Commission Européenne et sous

le parrainage de Xavier Bettel, Député-Maire de la Ville de Luxembourg, a eu lieu la cérémonie de remise des trophées à l'hôtel Le Royal Luxembourg avec près de 350 invités. Après le discours

de bienvenue prononcé par Marie-Josée Jacobs, ministre de la Famille et de l'Intégration, Clara Moraru, élue «Woman Inspiring Europe» 2013 par l'Institut Européen de l'Égalité des Genres de la Commission Européenne, fondatrice des trophées et présidente du jury «Inspiring Woman of the Year», et Guy de Muysers, maréchal de la cour honoraire grand-ducale et Vice-président du jury ont conduit la cérémonie de remise des prix. L'événement était également l'occasion de fêter la Journée Internationale de la Femme et les 5 ans d'existence de l'initiative Inspiring Wo-men qui a pour vocation de mettre à l'honneur les «role models» de la Grande Région. Pas moins de six trophées ont été décernés dans les catégories suivantes: entrepreneuriat, corporate, éducation, finance, domaine social et communautaire, et enfin, sciences, technologies et recherche. Un septième trophée a été attribué au Inspiring Man of the Year, en récompense de son action en matière d'égalité des genres, menée au sein de son entreprise.

A l'issue de la cérémonie, les participants ont pris part à un *walking dinner* dans une ambiance conviviale, autour d'un Village de la passion sur fond de musique jazz, avant d'assister à un défilé de mode de la jeune créatrice luxembourgeoise, Sandrine Muller. Une tombola est venue clôturer la soirée. Les fonds ainsi récoltés contribueront au financement du projet de construction d'écoles pour les enfants orphelins du Rwanda et continueront d'alimenter les bourses d'excellence «Clara Moraru» offerts depuis 2010 aux meilleurs élèves roumains de la ville de Tecuci. ■

Les gagnants de 2013:

- Inspiring Woman of the Year Award for Entrepreneurship:
Léa Linster of Restaurants Léa Linster, Pavillon Madelaine
- Inspiring Woman of the Year Award for Corporate:
Sophie Mitchell, Deloitte Luxembourg
- Inspiring Woman of the Year Award for Education:
Anita Drohé, Institut Technique d'Arlon
- Inspiring Woman of the Year Award for Finance:
Murielle Antoine, Bank of New York Mellon
- Inspiring Woman of the Year Award for Social and Community Service:
Luisella Moreschi, Femmes Développement
- Inspiring Woman of the Year Award for Science, Technology & Research:
Saskia Van Uffelen, SA Bull NV
- Inspiring Man of the Year Award:
Michel E. Raffoul, Arendt Services

ECONOMIC IDEAS

EUROPEAN ECONOMIC FORUM

1^{ère} SESSION

CCI MEURTHE ET MOSELLE

CHAMBRE DE COMMERCE LUXEMBOURG

Avec **20** EXPERTS ET DIRIGEANTS INTERNATIONAUX



Dont

Gerhard SCHRÖDER (D)

Ancien Chancelier allemand



Robert DENNEWALD (L)

Président de Fedil Business Federation Luxembourg
Vice-Président de la Chambre de Commerce



Philippe MAYSTADT (B)

Président de l'European Policy Centre

et aussi

Jean-Rémi BAUDOT (F)
Journaliste économique, BFM TV

Mel CAPPE (Ca)
Président de l'Institut de Recherche sur les Politiques Publiques

Christian JOURQUIN (B)
Ancien PDG du groupe Solvay

Christian NOYER (F)
Gouverneur de la Banque de France

Richard WEBER (D)
PDG du groupe Carlsberg GMBH

...

Thème 2013

Réussir l'avenir

6 ATELIERS

LES VALEURS

- Le courage de la réforme
- La vérité, la transparence, la gouvernance
- Oser la liberté

LA MÉTHODE

- Les challenges
- Public / privé : déplacer le curseur
- Success Stories : Canada, Lettonie

Vendredi 3 mai

Place Stanislas | Nancy | France

Inscrivez-vous

www.economicideas.eu

Tarifs : Forum 100€ | Dîner de Gala 50€

Partenaires publics



Partenaires privés principaux



Deloitte.

Partenaire privé



Partenaires consulaires



CALENDRIER AVRIL – JUILLET 2013

Avril

8-12	Stand collectif à la Hannover Messe (D)
9-11	Visite accompagnée à la Hannover Messe et événement de matchmaking <i>b2fair</i>
15-17	Visite d'Etat en Autriche (Vienne & Linz)
23-24	Visite accompagnée à la TransRussia à Moscou, Russie

Mai

3-10	Stand de la Chambre de Commerce lors de la Foire de Printemps à Luxembourg
6-8	Mission financière en Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis
6-9	Stand collectif au salon Project Qatar à Doha, Qatar
21-23	Mission officielle en Suède (Stockholm) et Norvège (Oslo)

Juin

3-7	Mission économique en Russie Lipetsk, (Kaluga)
4-7	Stand collectif au salon Project Lebanon à Beyrouth, Liban
4-7	Stand collectif et visite accompagnée à Transport Logisitc à Munich
5	Symposium: Public Private Cooperation in the Fight against corruption
12-13	GR Business Days à Luxembourg
13-14	Mission officielle en Suisse
17-19	Mission officielle en France (Paris, Lyon)
24-28	Mission économique en Afrique du Sud (Johannesburg, Cape Town & Durban)

31 January 2013

European Chamber survey: Chinese investors bullish on European future, but show concern about operating environment

Chinese companies operating in the EU will be increasing their investments and looking to further engage in M&A in order to serve the European market and acquire technology, brands and expertise to improve competitiveness, according to *Chinese Outbound Investment in the European Union*, a survey released by the European Union Chamber of Commerce in China, in cooperation with KPMG and Roland Berger Strategy Consultants.

The EU is perceived by Chinese investors as a stable environment with advanced technologies, skilled labour and a transparent legal environment. In addition, it is perceived as welcoming to foreign investment; with few market access barriers and little history of opposition to Chinese investment on national security grounds.

The European operating environment is not, however, regarded as particularly easy to navigate; with the majority of respondents reporting encountering operational obstacles. The major impediments identified include difficulties in obtaining visas and work permits for Chinese employees, and problems dealing with European labour laws. Understanding the EU market is also a key concern, due to the lack of uniform legislation over the region of 27 member states and 23 official languages.

Recommendations made by Chinese enterprises to European policy makers focus on these operational issues, with notably few making recommendations relating to market access in the EU. This sharply contrasts with the main recommendations of European businesses operating in China as communicated in the European Chamber's annual Position Paper.

Davide Cucino, President of the European Chamber commented, "Greater Chinese investment in the EU is a positive trend and this survey clearly shows that Chinese companies face few regulatory market access barriers in Europe. This contrasts to the situation for European companies in China where a lack of market access massively restricts the areas where EU industry can operate. We look forward to further opening up in China to address this market access asymmetry and to attract more FDI."

Thomas Rodemer, Partner, KPMG stated, "Through its Global China Practice, KPMG has helped several Chinese companies enter, expand, and build a presence in Europe. The study results are in line with KPMG's observations that Chinese companies invest in Europe primarily to sell their goods and services in the EU market. They are confident

Key findings:

Of 74 surveyed Chinese enterprises that have invested in the EU:

- 97% plan to make future additional investments in the EU, with 82% planning to invest higher amounts than their current investments;
- 78% report encountering operational difficulties in the EU, mostly related to issues of bureaucracy and high costs;
- 48% report encountering regulatory approval obstacles in Europe, with these mostly arising at the local level;
- 27% report encountering outbound investment approval processes from within China as an obstacle;
- 85% are in Europe in order to sell their goods and services in the EU market.

about their future in Europe and intend to increase their presence.”

Charles Edouard-Bouée, Member of Global Executive Committee, Pres-

ident of Asia, Roland Berger Strategy Consultants said, “Europe is now a full part of the investment strategy of Chinese companies. Our work with them

demonstrates that this is a top priority for them as well as a true operational challenge.”

About the publication

Chinese Outbound Investment in the European Union is a European Union Chamber of Commerce in China publication that was written in cooperation with KPMG and Roland Berger Strategy Consultants.

The findings are based on a unique questionnaire that was completed by 74 enterprises originating from mainland China who had previously completed at least one investment within the EU.

More details and the full publication can be downloaded using following link:

www.eurochamber.com.cn/en/publications-chinese-outbound-investment-eu-european-union

SAVE THE DATE 2013

Les missions économiques organisées par la Chambre de Commerce en 2013

Afrique du Sud (Johannesburg, Cape Town & Durban)
Colombie (Bogota) et Pérou (Lima)
Taiwan (Taipei) (Joint Business Council)
Australie (Perth, Adelaide, Sydney)

24-28 juin 2013
21-26 octobre 2013
début décembre 2013
fin 2013/début 2014





(de g. à d.) Etienne Schneider, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur du Grand-Duché de Luxembourg; Carlo Thelen, directeur Affaires Internationales et membre du Comité de Direction de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg; S.E.M. Paul Dühr, ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en France

12-15 mars 2013

Le Luxembourg s'affiche sur la scène du MIPIM à Cannes!

Pour la huitième fois consécutive, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg a mis en place un Pavillon National à l'occasion du salon MIPIM⁽¹⁾, Marché International des Professionnels de l'Immobilier, qui s'est déroulé du 12 au 15 mars 2013 à Cannes. 11 sociétés ou institutions luxembourgeoises exposantes⁽²⁾ et quelque 200 visiteurs luxembourgeois et étrangers ont répondu à l'invitation de la Chambre de Commerce. Malgré la crise qui sévit toujours dans de nombreux pays en Europe, les participants, exposants et visiteurs, ont pu découvrir une multitude d'opportunités d'affaires et nouer de nombreux contacts prometteurs. Le stand collectif luxembourgeois a permis de promouvoir le Grand-Duché en tant que site d'investissements et de projets attractifs. Les entreprises et exposants luxembourgeois ont pu entretenir des relations professionnelles existantes et rencontrer de nouveaux investisseurs et partenaires potentiels.

Le salon MIPIM est, avec le salon Expo Real (Munich), l'un des plus grands salons de l'immo-

bilier en Europe, et il a rassemblé cette année quelque 20.000 visiteurs de près de 80 pays sur une surface d'exposi-

tion de plus de 18.000 m²⁽³⁾. Dans le cadre prestigieux du Palais des Festivals de Cannes, la Chambre de Com-

¹ Le MIPIM est le rendez-vous international incontournable des projets immobiliers. Le salon permet de rassembler en un même lieu les utilisateurs finaux (banques, investisseurs institutionnels, conseils en immobilier d'entreprise), les villes et collectivités territoriales, les promoteurs et entreprises de construction, les chaînes hôtelières, ainsi que les divers secteurs complémentaires (avocats, architectes, experts en immobilier, urbanistes, gestionnaires d'actifs immobiliers, comptables, chaînes hôtelières, groupes d'immobilier touristique, etc.).

² Exposants sur le stand: Agora, Banque LBLUX, Compagnie Luxembourgeoise d'Entreprises CLE S.A., Drees & Sommer Luxembourg S.à r.l., DSM – Di Stefano Moysé, ING Luxembourg S.A., Property Partners S.A., SOMACO – Findel Golf Office Park, VALERES Konstruktioun S.A. – Sponsors: Socom S.A. et la Ville de Luxembourg

³ Chaque année, la Chambre de Commerce met en place un stand collectif sur ces deux salons professionnels, permettant aux entreprises ou communes luxembourgeoises d'y présenter leurs services et leurs projets immobiliers et d'aménagement

merce a organisé la traditionnelle Journée Luxembourgeoise réunissant 200 hommes d'affaires issus de nombreux pays. Cette manifestation a été ouverte par Robert Dennewald, Vice-président de la Chambre de Commerce, qui s'est félicité de la huitième participation officielle du Grand-Duché au MIPIM. Il a notamment souligné que le marché de l'immobilier luxembourgeois était en bonne santé par rapport à d'autres marchés européens, avec un taux d'occupation de 6,9 %, un des taux les plus bas d'Europe. Malgré les effets néfastes de la crise qui persistent toujours en Europe, le Grand-Duché reste l'une des économies les plus stables du monde avec un rating triple A et des fondamentaux macro-économiques solides, et ceci en dépit des défis majeurs comme la perte de la compétitivité et la croissance du chômage auxquels le pays doit faire face. Cependant, les perspectives futures s'annoncent prometteuses, notamment grâce à un potentiel de développement des différents secteurs innovants en perpétuelle croissance.

Le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Etienne Schneider, a mis en avant les domaines prioritaires sur lesquels le pays doit se concentrer, comme par exemple les secteurs de la logistique et des TIC, le soutien aux activités de R&D ainsi que la création d'entreprises innovantes (start-ups). Par ailleurs, le ministre a souligné le contexte économique actuel, social et écologique auxquels le Grand-Duché restera confronté au cours des prochaines années, le rythme, l'ampleur et le terrain de croissance du pays devant être anticipés et préparés sans plus attendre. Selon lui, il faut aller chercher la croissance là où elle se trouve, en l'occurrence au travers de la politique, de la recherche et en matière d'enseignement supérieur.



Robert Dennewald, Vice-président de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg



Lydia Mutsch, députée-maire de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Lydia Mutsch, députée-maire de la ville d'Esch-sur-Alzette, a quant à elle mis en avant l'avancement du site de Belval en soulignant l'achèvement de la construction de la Maison de l'Innovation et la finalisation des travaux du quartier général de l'Université de

Luxembourg et de la Maison du Savoir. Ces bâtiments accueilleront prochainement 7.000 étudiants en provenance de plus de 100 pays, ainsi que 3.000 chercheurs et professeurs, ce qui aura un impact économique positif sur toute la région sud du pays ainsi que sur les



régions transfrontalières. L'épisode de la crise financière qui a frappé l'économie mondiale a indubitablement démontré que le pays devait se diversifier davantage afin de rester compétitif sur la scène internationale.

Enfin, dans son mot de clôture, l'Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en France, S.E. Paul Dühr, a mis en avant les arguments

convaincants pour s'intéresser au marché immobilier luxembourgeois. En effet, le pays est situé en plein cœur de l'Europe, à un emplacement stratégique au niveau mondial. Toutefois, un emplacement stratégique ne suffit pas, il faut aussi d'autres atouts dont le Luxembourg dispose déjà, tels que sa stabilité économique, politique et sociale, son multilinguisme et son environne-

ment multiculturel, faisant de ce pays un endroit unique au monde.

L'Agence de développement Luxembourg For Finance, a saisi l'occasion pour organiser un séminaire spécialisé sur la structuration de transactions immobilières à Luxembourg, en marge de la Journée Luxembourgeoise. ■

April 23 – 24, 2013

Meet the Russian transport market: visit the TransRussia trade fair

The Chamber of Commerce of the Grand Duchy of Luxembourg is pleased to invite you to participate in the accompanied visit to the trade fair TransRussia which will take place in Moscow, Russia from April 23 to 24, 2013.

TransRussia is an international exhibition and conference for the transport sector in Russia. It offers visitors the opportunity to meet companies that have already successfully taken a foothold in the Russian trans-

port market. The exhibition provides information about possible gaps in the market and shows the points at which competitors are already established. The trade fair is also the perfect opportunity to meet potential business partners and customers from the transport industry. In the 2012 edition, 523 exhibitors seized the trade show as a presentation platform for their products and services and 15,777 visitors attended TransRussia to inform them-

selves on innovations and trends in their business.

The key focus sectors of the trade show are: Transportation by road, rail, air and sea, intermodal, freight forwarding and logistics services, ports and shipping lines, distribution and storage, warehouses and cargo handling terminals, containers, IT solutions: software, navigation and monitoring equipment, customs services, air cargo. ■

You will find further information concerning TransRussia on the following website: www.transrussia.ru

If you are interested in participating in this visit, please contact: Chamber of Commerce, International Affairs

Contact persons: Diana Rutledge/Anne-Marie Loesch – Tel: (+352) 42 39 39 -335/-312

Fax: (+352) 43 83 26 – E-mail: diana.rutledge@cc.lu/anne-marie.loesch@cc.lu

6-9 mai 2013 et 4-7 juin 2013

Participez aux salons Project Qatar et Project Lebanon spécialisés dans le secteur de la construction

La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur vous invitent à exposer à deux salons dans le cadre d'une participation collective luxembourgeoise.

■ Le salon Project Qatar

Il est proposé d'organiser pour la deuxième fois consécutive une participation officielle au Salon Project Qatar, qui se tiendra à Doha du 6 au 9 mai 2013 (www.projectqatar.com), la manifestation-phare pour l'indus-

trie de la construction de cet émirat. S'appuyant notamment sur ses énormes richesses en hydrocarbures, le Qatar est devenu en 2011 le pays du monde le plus riche en terme de revenu par tête (relation PIB/habitant). L'Emirat peut compter sur une activité économique



EXPORTAWARD

PARTICIPEZ AU CONCOURS
POUR PME EXPORTATRICES

INFORMATIONS

i Export Award est une initiative lancée par la Chambre de Commerce et l'Office du Ducroire qui récompense les PME s'étant distinguées par une réussite remarquable dans leur politique de conquête de marchés étrangers.

Le prix a pour objectif de stimuler le développement des entreprises et l'économie luxembourgeoise en encourageant les PME nationales à promouvoir leurs biens et services vers des marchés à l'étranger.

➔ **Trois prix d'une valeur de 15.000, 10.000 et 5.000 EUR attendent les vainqueurs!**

Les entreprises souhaitant participer au concours ont jusqu'au 1^{er} octobre 2013 pour déposer leur dossier de candidature.



Quatre entreprises ont reçu
l'Export Award en 2011

De g. à dr. :

Robert Thiemann, BPM-Lux,
Francis Timmermans, Fallprotec SA,
Michèle Detaille, Codiprolox SA,
et Pierre Thein, Hein Sàrl

➔ Plus d'informations sur: www.exportaward.lu





Projet Lebanon



Projet Qatar

parmi les plus dynamiques de cette région du Moyen-Orient. Le Qatar s'est doté en 2011 d'un ambitieux programme quinquennal d'investissement public visant à durablement diversifier son économie. L'émirat va ainsi consacrer

jusqu'en 2016, 15 à 18 milliards de dollars par an dans le développement de nouveaux axes économiques. Plusieurs grands projets de construction sont actuellement en cours et l'organisation de la Coupe du monde de foot-

ball en 2022 intensifiera encore davantage les besoins en infrastructures de cet émirat du golfe arabo-persique.

■ Le salon Project Lebanon

Le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur et la Chambre de Commerce aménageront en 2013 pour la quatrième fois consécutive un pavillon luxembourgeois sur ce salon de référence, qui se déroulera à Beyrouth du 4 au 7 juin 2013 (www.projectlebanon.com), dédié au secteur de la construction et des technologies environnementales.

Malgré la situation préoccupante en Syrie, il est prévu de maintenir la présence luxembourgeoise à ce salon. En comptant près de 800 exposants et 22.000 visiteurs en 2012, le Project Lebanon a su retenir son statut de porte d'entrée commerciale attractive pour le marché libanais. La majorité des exposants luxembourgeois ont d'ailleurs su tirer profit de cette initiative et ceci en dépit de la situation syrienne déjà menaçante en 2012.

Nous vous informons qu'exceptionnellement et dans l'objectif de faciliter l'accès aux marchés de grande exportation, le montant de la contribution forfaitaire de participation à ces deux stands collectifs luxembourgeois a été diminué de moitié. Cela étant, ce forfait est fixé à 2000 EUR par participation.

De plus, une première participation officielle au Salon Saudi Build pourrait voir le jour en 2013. La participation à cette foire, qui se tiendra à Riyadh du 4 au 7 novembre 2013, étant actuellement à l'étude, nous ne manquerons pas de vous fournir plus d'informations à ce sujet dans les prochaines semaines. ■

Pour toute information, veuillez contacter:

André Hansen – Attaché de Gouvernement – Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
19-21, boulevard Royal – L-2449 Luxembourg

Tél.: (+352) 247 84131 – Fax: (+352) 22 34 85 – E-mail: andre.hansen@eco.etat.lu

Jean-Claude Vesque – Head of International Trade – Chambre de Commerce
7, rue Alcide de Gasperi – L-2981 Luxembourg

Tél.: (+352) 42 39 39-311 – Fax: (+352) 42 39 39-822 – E-mail: jean-claude.vesque@cc.lu



PROTECT YOUR EXPORTS

OFFICE DU DUCROIRE, THE ONE-STOP SHOP FOR EXPORTERS WWW.ODL.LU
CREDIT INSURANCE, FINANCIAL SUPPORT

21 – 23 mai 2013

Mission officielle en Scandinavie

Du 21 au 23 mai prochain, Luxembourg for Finance et la Chambre de Commerce, organiseront une mission économique et financière en Suède et en Norvège, menée par le ministre des Finances Luc Frieden. Cette mission officielle fait suite aux visites d'Etat qui avaient eu lieu en 2008 en Suède et en 2011 en Norvège. Le déplacement comporte deux étapes: Stockholm, du 21 au 22 mai, ensuite Oslo, du 22 au 23 mai. A chacune de ces destinations auront lieu des séminaires axés sur les fonds d'investissements et la banque privée, des événements de networking et des séances de *matchmaking* pour les entreprises non financières.

Economie ouverte avec une forte composante industrielle, spécialisée notamment dans les biens d'équipement et les automobiles (Volvo, Saab, Electrolux, Ikea, ...), la Suède a été touchée par la crise économique en 2008, pour bénéficier en 2010 du rebond de ses exportations et enregistrer une croissance de 5,6 %. La croissance s'est finalement maintenue en 2011 autour de 4 %

du PIB mais un net ralentissement se confirme pour 2012, avec une croissance de 1 % seulement.

Lors de la visite d'Etat en 2008, plusieurs pistes de coopération entre la Suède et le Grand-Duché avaient pu être explorées. Un accord de coopération entre les deux pays sur les énergies renouvelables avait été annoncé et un séminaire financier avait été organisé par Luxembourg for Finance. Lors de ce dernier, la Suède, qui ambitionne de devenir le premier centre financier pour les pays nordiques, avait été très intéressée par l'expérience du Luxembourg en tant que centre financier international. Aujourd'hui, 7 banques suédoises sont implantées au Luxembourg. L'interconnectivité des centres financiers augmente les possibilités d'affaires et cette mission officielle permettra de renforcer les liens entre les deux centres financiers.

La Norvège est le deuxième pays le plus riche du monde selon le critère du PIB/habitant. Forte d'une croissance de 3,1 % en 2012, son budget est en équilibre et son économie est quasiment en plein-emploi (3 % de chômage). Sixième

exportateur mondial de pétrole, troisième de gaz, la découverte de nouveaux gisements l'année dernière et la conclusion d'un traité avec la Russie sur la délimitation de la frontière maritime lui promettent de nouvelles ressources jusqu'en 2060. Son fonds souverain, le premier au monde (plus de 500 Mds EUR de capitalisation soit 140 % du PIB) a fortement augmenté sur les deux dernières années. Son économie, exclusivement dépendante de la rente pétrolière, est très intégrée au marché européen (l'UE absorbe 81 % de ses exportations et assure 63 % de ses importations). Son lien avec l'Europe se manifeste principalement par l'accord sur l'Espace Economique Européen (EEE), qui lui permet de bénéficier des libertés de circulation en échange de la transposition des directives (taux de transposition de 99,8 %).

Les exportations du Luxembourg à destination de la Norvège sont modestes et les importations, en dehors du secteur de l'énergie, sont minimales. Outre l'intérêt du Luxembourg à collaborer plus étroitement avec la Norvège dans le domaine des énergies renouvelables et de la fourniture de gaz, la visite d'Etat qui avait été organisée en avril 2011 avait permis de faire le point sur la complémentarité entre les deux pays, notamment en ce qui concerne les fonds d'investissement. Le Luxembourg était, quant à lui, fort intéressé à profiter de l'expérience norvégienne en matière de fonds souverain.

Cette mission économique et financière permettra de resserrer les liens entre le Luxembourg et les deux pays scandinaves et de réaffirmer leur volonté commune d'approfondir la coopération dans différents domaines et secteurs, dont notamment le secteur financier. ■



Stockholm est l'une des deux étapes de la mission officielle

Pour participer à la mission officielle ou obtenir de plus amples informations, vous pouvez contacter Luxembourg for Finance (entreprises financières)

Personnes de contact: Edith Stein/Violaine Mathurin

Tél.: (+352) 27 20 21-1 – E-mail: events@lff.lu – www.luxembourgforfinance.lu

ou la Chambre de Commerce (entreprises non financières)

Personnes de contact: Carlo Thelen/Louise Akerblom – E-mail: international@cc.lu

Désir d'investir aux quatre coins du monde ?

Conquérir les marchés internationaux n'est pas une tâche facile. La Chambre de Commerce encourage et soutient concrètement le développement des entreprises luxembourgeoises actives dans le monde entier.

Chambre de Commerce
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
+352 42 39 39 - 360/310
international@cc.lu
www.cc.lu



BOA – Bourse d'Opportunités d'Affaires

En raison de l'internationalisation de l'économie, les PME souhaitant sortir de leurs frontières et conquérir de nouveaux marchés peuvent soit décider de le faire seules, soit de conclure des coopérations avec des PME situées dans les Etats visés. Une entreprise optant pour le partenariat a ainsi le choix entre plusieurs types de partenariats:

- Le partenariat commercial;
- Le partenariat industriel;
- Le partenariat technologique;
- Les formes participatives de partenariat.

Pour faire face à de nouveaux marchés et à la concurrence, le partenariat apparaît comme étant une des solutions pouvant permettre à toute PME/PMI disposant de moyens limités face à de grandes entreprises de devenir une entreprise concurrente non négligeable sur le marché européen, voire mondial.

Il s'agit de réaliser à plusieurs ce qui est plus difficile à faire seul. Etre actif sur le marché international implique qu'une entreprise soit présente sur plusieurs marchés nationaux ne répondant pas forcément aux mêmes règles, et un marché international où les concurrents sont encore plus nombreux que sur le marché national ou européen. Le partenariat permet ainsi aux entreprises de petite et de moyenne taille de diminuer ces risques.

Au vu du nombre d'offres de coopération existantes, Enterprise Europe Network-Luxembourg vous propose la possibilité d'entrer en contact avec des partenaires potentiels, en répondant à une des propositions d'affaires émanant aussi bien d'entreprises luxembourgeoises, de la Grande Région, ou situées dans l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne, dans un pays candidat à l'adhésion ou dans un Etat tiers où le réseau est représenté. Si vous

êtes intéressés par une offre de coopération bien déterminée, vous pouvez recevoir les coordonnées de la société, une description de son offre, ainsi que des informations diverses sur son fonctionnement (capital, chiffre d'affaires, expériences internationales, etc.).

Vous pouvez aussi soumettre une offre de recherche de coopération en contactant Enterprise Europe Network-Luxembourg auprès de la Chambre de Commerce. Une entrevue peut également être arrangée sur simple demande:

Enterprise Europe Network – Luxembourg

Tél.: (+352) 42 39 39-333

Fax: (+352) 43 83 26

E-mail: een@cc.lu

OFFRES DE COOPERATION

- 1 Société grecque, spécialisée dans la fabrication de satellites et de systèmes au sol, recherche des agents et/ou distributeurs pour la commercialisation de ses produits. La société recherche également des activités de sous-traitance (EEN 20130218011)
- 2 Société italienne, spécialisée dans la production d'accessoires audio, diffuseurs sonores et équipements HiFi, recherche des distributeurs en Europe. La société propose des accessoires et des produits faits sur-mesure (EEN 20130215023)
- 3 Société turque, spécialisée dans les aliments et fruits surgelés, recherche des distributeurs en Europe (EEN 20130218023)
- 4 Société russe, active dans le développement de solutions IT dans les télécommunications (CMR, facturation et produits spécialisés) recherche un distributeur (EEN 20130218018)
- 5 Société autrichienne, spécialisée dans le développement d'application web et mobiles, recherche un sous-traitant pour des projets de grande envergure. La société est également disposée à travailler en étroite collaboration avec des partenaires européens pour un échange de savoir-faire et identifier de nouvelles solutions (EEN 20130213033)
- 6 Société italienne, spécialisée dans la production d'accessoires en cuir (sacs et ceintures, en particulier), recherche des distributeurs pour la commercialisation de ses produits et propose également un contrat de franchise (EEN 20130211043)
- 7 Société serbe, spécialisée dans la fourniture de services d'ingénierie et de développement de logiciels, recherche des partenaires pour la création d'une joint-venture. De plus, elle offre et propose des services de sous-traitance. La société recherche également des représentants commerciaux (EEN 20130208035)
- 8 Société polonaise, spécialisée dans la transformation de la pierre naturelle, telle que le granite, le grès, le schiste, les matériaux importés et autres matériaux de construction, recherche des intermédiaires commerciaux (agents ou représentants). Elle offre également ses propres services de logistique et de transport. La société vend des produits standards en pierre (dalles, tuiles, carrelage, etc.) (EEN 20130208028)

BON DE COMMANDE – BOA – Merkur Mars 2013 • à remplir en lettres majuscules (toutes les mentions sont obligatoires)

Entreprise: _____

Numéro au RCS: _____

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal/localité: _____

Téléphone: _____

Fax: _____

E-mail: _____@_____

1 2 3 4

5 6 7 8

Date: _____

Signature: _____

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

Affaires Internationales

Enterprise Europe Network – Luxembourg

L-2981 Luxembourg • Tél.: (+352) 42 39 39-333

Fax: (+352) 43 83 26 • E-mail: een@cc.lu

Quand
je serai grande,
je deviendrai
une belle table



COMED

LAMESCH PREND EN CHARGE VOS DECHETS DE CHANTIER

Pour vos chantiers de tous types et de toutes tailles, LAMESCH vous propose des solutions adaptées pour éliminer vos déchets spéciaux et maximiser la valorisation des fractions recyclables. Les déchets valorisés sont ainsi réintroduits dans le cycle de production sous forme de matières premières secondaires.

Découvrez comment le tri à la source peut diminuer vos coûts de traitement, en toute sécurité et dans le respect des réglementations en vigueur, en contactant nos conseillers au 52 27 27-1 ou sur www.lamesch.lu



LAMESCH

DEPUIS PLUS DE 50 ANS LAMESCH PROMET UN BEL AVENIR A VOS DECHETS

Textes européens publiés du 19 janvier au 27 février 2013

Enterprise Europe Network-Luxembourg vous offre, par le biais du bulletin de la Chambre de Commerce, la possibilité de commander gratuitement des recommandations, communications, décisions, directives et règlements européens.

Vous trouverez ainsi dans chaque édition du *Merkur* une liste référentielle contenant une sélection de ces textes publiés lors de la période précédant sa parution.

Pour obtenir un ou plusieurs des documents listés, il vous suffit de nous retourner le bon de commande en

cochant le numéro du document ainsi que la langue de votre choix. Le(s) document(s) souhaité(s) vous sera/seront transmis gratuitement par courrier normal ou par courrier électronique.

Accords internationaux publiés 19 janvier au 27 février 2013

1	2013/86/UE	Décision du Conseil du 12 février 2013 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques
2	2013/77/UE	Décision du Conseil du 4 février 2013 relative à la signature, au nom de l'Union européenne et la République du Cap-Vert concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier

Recommandations publiées du 19 janvier au 27 février 2013

3	2013/105/CE	Recommandation de la Commission du 9 octobre 2009 sur la mobilisation des technologies de l'information et des communications pour faciliter le passage à une économie à haut rendement énergétique et à faibles émissions de carbone
---	-------------	---

Directives publiées du 19 janvier au 27 février 2013

4	2013/2/UE	Directive de la Commission du 7 février 2013 modifiant l'annexe I de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballage
---	-----------	---

Règlements publiés du 19 janvier au 27 février 2013

5	2013/162/UE	Règlement d'exécution de la Commission du 21 février 2013 modifiant l'annexe du règlement (CE) n° 3199/93 relatif à la reconnaissance mutuelle des procédés pour la dénaturation complète de l'alcool en vue de l'exonération du droit d'accise
6	2013/155/UE	Règlement délégué de la Commission du 18 décembre 2012 établissant les règles relatives à la procédure d'octroi du bénéfice du régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance au titre du règlement (UE) n° 978/2012 du Parlement européen et du Conseil appliquant un schéma de préférences tarifaires généralisées
7	2013/154/UE	Règlement délégué de la Commission du 18 décembre 2012 modifiant l'annexe II du règlement (UE) n° 978/2012 du Parlement européen et du Conseil appliquant un schéma de préférences tarifaires généralisées
8	2013/152/UE	Règlement délégué (UE) de la Commission du 19 décembre 2012 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant les exigences de capital applicables aux contreparties centrales
9	2013/150/UE	Règlement délégué de la Commission du 19 décembre 2012 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux en ce qui concerne les normes techniques de réglementation précisant les détails de la demande d'enregistrement en tant que référentiel central
10	2013/148/UE	Règlement délégué de la Commission du 19 décembre 2012 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux en ce qui concerne les normes techniques de réglementation sur les informations minimales à déclarer aux référentiels centraux
11	2013/114/UE	Règlement délégué de la Commission complétant le règlement (UE) n° 510/2011 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modalités d'introduction de demandes de dérogation aux objectifs d'émissions spécifiques de CO2 pour les véhicules utilitaires légers neufs

BON DE COMMANDE – Textes européens – Merkur Mars 2013 • à remplir en lettres majuscules

Entreprise: _____

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal/localité: _____

Téléphone: _____

Fax: _____

E-mail: _____@_____

Nous souhaitons recevoir les textes législatifs suivants:

en français en allemand

en anglais autre (à préciser) _____

1 2 3 4 5 6
 7 8 9 10 11

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

Affaires Internationales

Enterprise Europe Network – Luxembourg

L-2981 Luxembourg

Tél.: (+352) 42 39 39-333 • Fax: (+352) 43 83 26

E-mail: een@cc.lu

Vous ne ferez plus jamais vos affaires de la même façon !

Secteurs cibles:

Environnement & énergie
Eco-construction & développement durable
Automobile & e-mobilité
Machinerie & métallurgie
Sciences de la vie & biotechnologies
TIC & e-commerce Transport & logistique
Formation & éducation
Marketing & communication
Banques & finances Services aux entreprises

12/13.06.

2013

2^{ème} édition

LUXEMBOURG

Bourse de contacts
b2fair

Planète e-commerce

Ateliers-exposants

Réceptions
de networking

Chambers' academy
Tables rondes

Symposium de la Grande Région

Speed démos - Plateau TV

Conférences interactives

Village des start-ups

Ambassadors'
lounge

Forum des décideurs
MarCom

**Le rendez-vous incontournable
des PME et start-ups innovantes
de la Grande Région**

**Consultez notre plaquette d'invitation jointe
à la présente édition du MERKUR !**



Organisateur:

CHAMBRE DE
COMMERCE
LUXEMBOURG

www.gr-businessdays.com

Lieu:

LUXEXPO
EXHIBITION & CONGRESS CENTER



Photo de famille des lauréats des LSC Spring Awards 2013 (de g. à d.) Gérard Moes Prix de la Meilleure Entreprise formatrice (< 50 salariés), M. Huberty représentant Paul Weber Prix du Formateur FPC, Nathalie Wolf Prix du Formateur FPI, Denise Fletcher Prix du Professeur LBA, Arnesa Muhovic Prix de la Meilleure Apprentie, Stéphane Borres Prix du Meilleur Apprenant, Max Leesch Prix de la Meilleure Entreprise formatrice (> 50 salariés), Christian Cecchini Prix du Meilleur Apprenti et Luis Salerno Prix du Meilleur Etudiant du «Master in Entrepreneurship and Innovation»

Remise de prix

Première édition des LSC Spring Awards: les champions de la formation initiale et continue à l'honneur

Le 21 mars 2013 s'est tenue, au Centre de Conférences de la Chambre de Commerce, la première édition des LSC Spring Awards. A cette occasion, la Luxembourg School for Commerce (LSC), l'organisme de formation de la Chambre de Commerce, a récompensé les personnes et entreprises qui ont démontré un engagement exemplaire à l'égard de la formation professionnelle en matière de formation initiale, continue et universitaire. Devant une salle comble, 10 prix ont été attribués dans 4 catégories.

Promouvoir la formation à travers des réelles «success stories», encourager entreprises et particuliers à s'engager davantage dans la formation et à en récompenser les mérites et les accomplissements, telle était l'intention des premiers LSC Spring Awards. Lors de son discours de bienvenue, Pierre Gramegna, Directeur Général de la Chambre de Commerce,

est revenu sur l'importance de la formation pour les entreprises, mais aussi pour les particuliers. En effet, celle-ci est un ingrédient clé de l'employabilité, de la sécurisation et de l'évolution des parcours professionnels et par conséquent du développement durable de l'économie.

Le Président du jury des LSC Spring Awards, Fernand Ernster, Président

du Conseil de gérance de la LSC, s'est montré satisfait de la qualité des dossiers et des différentes «success stories» des apprentis et apprenants. Selon Fernand Ernster, leurs parcours témoignent de la réelle valeur ajoutée d'une bonne formation initiale, tout comme des atouts de la formation continue, car même dans le cadre d'une activité professionnelle, le fait de continuer à se former

permet d'avancer sur les plans personnel et professionnel.

Au nom du jury qui était constitué de responsables RH d'entreprises et des représentants de la LSC (Chantal Feilen, Marie-Thérèse Ourth, Sylvia Riddlesprige et Iris Hoffelt) Fernand Ernster a félicité tous les nominés et participants pour leur engagement et leurs excellents résultats.

Avant la remise des prix, Michel Lanners, Premier Conseiller de Gouvernement du Ministère de l'Education nationale, et représentant de madame la Ministre Mady Delvaux-Stehres aux LSC Spring Awards, a remercié tous les participants et les organisateurs de cet événement. Il a salué cette initiative unique, qui met en valeur les différents types de formation: initiale, continue et universitaire. Michel Lanners a expliqué que le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle travaille actuellement sur la mise en oeuvre des mesures retenues dans la stratégie pour le «Lifelong Learning» au Luxembourg. La définition de cette dernière constitue un élément essentiel du programme gouvernemental luxembourgeois, et a pour objectif de définir un cadre donnant plus de visibilité et une plus grande efficacité à la formation professionnelle continue tout en associant les différents acteurs, chambres professionnelles et patronales ainsi que ministères concernés à une politique commune.

■ 4 catégories – 10 prix différents

Les 4 catégories dans lesquelles les 10 prix ont été distribués, étaient: «Formation Professionnelle Initiale/apprentissage» (FPI), «Formation Professionnelle Continue» (FPC), «Formation Universitaire» (FUN), ainsi que «Formateurs et Professeurs».

Au niveau de la «Formation Professionnelle Initiale» – domaine de formation reprenant l'apprentissage dual menant au Diplôme d'Aptitude Professionnelle (DAP), Certificat de Capacité Professionnelle (CCP) et Diplôme de Technicien (DT) –, la LSC agit pour la promotion de la formation initiale et des professions représentées par la Chambre de Commerce. Dans cette catégorie 4 prix ont été attribués. Le et la meilleur(e) apprenti(e), du cycle d'apprentissage 2009-2012,



Gérard Eischen, Directeur de la LSC, a félicité et remercié tous les participants

ont été récompensés, mais également les entreprises-formatrices («moins de 50 salariés» et «plus de 50 salariés») qui s'engagent de manière exemplaire dans la formation des jeunes.

Les 2 prix dans la catégorie «Formation Professionnelle Continue» ont mis à l'honneur le meilleur apprenant et la meilleure apprenante des formations continues de la LSC du second semestre 2011 et du premier semestre 2012. Les lauréats ont convaincu les membres du jury à travers un parcours de formation exemplaire qu'ils ont pu mettre à profit dans le cadre de leur évolution

professionnelle. Rappelons que l'offre FPC de la LSC est très diversifiée et reprend tous les domaines en relation avec la création, la gestion et le développement d'entreprises, tout comme des formations soutenant le développement personnel.

La catégorie «Formation Universitaire» a récompensé le meilleur étudiant de la session 2011-2012 du «Master Entrepreneurship and Innovation» que la Chambre de Commerce organise en partenariat avec l'Université du Luxembourg dans le cadre de la «Luxembourg Business Academy».



(de g. à d.) Fred Neuen, qui a animé la soirée; Michel Lanners, Premier conseiller de Gouvernement du ministère de l'Education nationale, et représentant de madame la ministre Mady Delvaux-Stehres; Gérard Moes Prix de la Meilleure Entreprise formatrice (< 50 salariés); Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce; Roger Thoss, membre du comité de direction de la LSC en charge de la Formation professionnelle initiale; Fernand Ernster, président du jury des LSC Spring Awards, président du Conseil de gérance de la LSC

Enfin, la catégorie «Formateurs et Professeurs» a mis en valeur les formateurs qui ont démontré un engagement exceptionnel et des compétences techniques, pédagogiques et didactiques exemplaires. Les formateurs jouent un rôle essentiel dans le succès d'une formation. Parmi les 250 formateurs actifs pour la LSC, un formateur a été récompensé pour chaque pilier de formation, à savoir: FPI, FPC et FUN.

Tous les prix ont notamment été dotés de chèques-formations. Le meilleur étudiant du «Master in Entrepre-

neurship and Innovation» a gagné une bourse pour le «Global Village». Ce dernier est organisé au renommé «Lee Iacocca Institute» à la «Lehigh University» en Pennsylvanie, Etats-Unis. Pendant 5 semaines le gagnant suivra une formation aux techniques de management et leadership.

■ Prochain rendez-vous: 20 mars 2014

Lors de son discours de clôture, Gérard Eischen, Directeur de la LSC, a félicité et remercié tous les partici-

pants. Il a mis en avant le fait que la LSC continue à innover pour promouvoir davantage la formation. Gérard Eischen a donné rendez-vous à tous les participants pour la prochaine édition des LSC Spring Awards qui se déroulera le 20 mars 2014.

La soirée a été animée par Fred Neuen et l'encadrement musical a été assuré par James Borges.

Les lauréats des premiers LSC Spring Awards

1) Formation Professionnelle Initiale

- **Prix de la Meilleure Apprentie**

Arnesa Muhovic

- Apprentissage initial, employée administrative et commerciale
- Patron formateur: Delphi Automotive Systems Luxembourg SA

- **Prix du Meilleur Apprenti**

Christian Cecchini

- Apprentissage adulte, conseiller en vente
- Patron formateur: Darty Luxembourg Sàrl

- **Prix de la Meilleure Entreprise formatrice (< 50 salariés)**

Moes Frères Secs

- **Prix de la Meilleure Entreprise formatrice (> 50 salariés)**

Cactus SA

2) Formation Professionnelle Continue

- **Prix de la Meilleure Apprenante**

Nathalie Peiffer – Formation en gestion des ressources humaines (formation d'initiation et de perfectionnement)

- **Prix du Meilleur Apprenant**

Stéphane Borres – Formation Entrepreneurship – Accès à la profession de commerçant

3) Formation Universitaire

- **Prix du Meilleur Etudiant du «Master in Entrepreneurship and Innovation»**

Luis Salerno – Major de promotion du «Master in Entrepreneurship & Innovation»

4) Formateurs et Professeurs

- **Prix du Formateur – FPI**

Natalie Wolf – Formatrice non-professionnelle

- **Prix du Formateur – FPC**

Inspection du Travail et des Mines (ITM) – Paul Weber, directeur

- **Prix du Professeur – LBA**

Denise Fletcher

VALIDEZ VOS ACQUIS ET DÉVELOPPEZ VOS COMPÉTENCES GRÂCE À NOS MASTERS 2 PROFESSIONNELS !

tudor
PUBLIC RESEARCH CENTRE HENRI TUDOR



Master MIAGE*, spécialité Informatique et Innovation

OBJECTIF

Former de manière très pratique des responsables en management de l'innovation à l'aide d'une formation professionnelle à doubles compétences, mêlant politique IT et management stratégique.

PUBLIC

Informaticien, Responsable IT, Gestionnaire et Chef de projet, Ingénieur IT.

* *Methodes Informatiques Appliquées à la Gestion des Entreprises*

PROGRAMME

- Gouvernance IT
- Alignement Business et concepts des Systèmes d'information
- Méthodologie de développement IT
- Qualité des Systèmes d'Information
- Groupes de travail
- Projet d'innovation (stage et mémoire)



2013-2015

Master en Management de la Sécurité des Systèmes d'Information

Contrôler la sécurité de l'information pour renforcer les activités de votre organisation

OBJECTIF

Apporter à toute personne responsable de la sécurité de l'information, les compétences nouvelles et nécessaires à l'exercice de ce métier.

PUBLIC

RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information), Correspondant de la sécurité de l'information, Informaticien expérimenté, Juriste, Architecte fonctionnel...

Ce Master est soutenu par le CLU de la Sécurité de l'Information - Luxembourg (CLUSIL)

PROGRAMME

- Compréhension des organisations et du management
- Cadres réglementaires
- Gestion de la sécurité de l'information
- Aspects techniques
- Aspects humains
- Projet d'innovation (stage et mémoire)



2013-2015

Master en Management de la Qualité

OBJECTIF

Former des managers ou futurs managers à des techniques et des méthodologies centrées sur la qualité de produit et de service.

PUBLIC

Directeur de PME/PMI, Responsable de département ou de service, Responsable ou Chargé de projet, Consultant en management et qualité

Ce Master est soutenu par le Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité (MLQ)

PROGRAMME

- Management stratégique de l'innovation
- Management de projets innovants et analyse de la valeur
- Relations clients/fournisseurs
- Responsabilité sociale et nouvelles perspectives
- Audit et référentiels normatifs
- Animation-coordination-communication qualité
- Amélioration des processus
- Approche Six Sigma
- Séminaire au Québec
- Projet d'innovation (stage et mémoire)



2013-2015

Master en Management de la Chaîne Logistique

OBJECTIF

Former des cadres et futurs cadres au management d'une équipe logistique et aux concepts, méthodes et outils liés à l'organisation et à l'optimisation d'une chaîne logistique.

PUBLIC

Responsable de département ou de service, Ingénieur ou Chargé de projet, Consultant en management, organisation et/ou logistique.

Ce Master est soutenu par la Luxembourg School for Commerce (LSC)

PROGRAMME

- Management stratégique de l'innovation
- Relations clients/fournisseurs
- Fondamentaux de la Supply Chain
- Technologies de l'information pour la Supply Chain
- Audit et performance
- Management de projets
- Plate-formes logistiques et distribution
- Nouvelles approches du Supply Chain Management
- Projet d'innovation (stage et mémoire)



2013-2015

PORTES OUVERTES MASTERS : 18 avril 2013 à 17h30

au CRP Henri Tudor | 29, avenue John F. Kennedy | L-1855 Luxembourg-Kirchberg

Contact et inscription :

Tél. : +352 42 59 91 - 300 | Fax : +352 42 59 91 - 777 | formation.master@tudor.lu

www.tudor.lu/master

„Luxemburger Erklärung“

Die Handelskammer setzt sich für die dualen Ausbildungsmodelle ein



Die Industrie- und Handels-, Handwerks- und Wirtschaftskammern in Deutschland, Österreich und Luxemburg haben eine Gemeinsame Stellungnahme mit dem Titel „Berufliche Bildung in Europa – Perspektiven für die nächste Generation“ veröffentlicht

Unter dem Titel „Luxemburger Erklärung“ initiiert auf ihrer gemeinsamen Tagung am 22./23. November 2012 in Luxemburg, haben die Industrie- und Handels-, Handwerks- und Wirtschaftskammern in Deutschland, Österreich und Luxemburg, eine Gemeinsame Stellungnahme zum Memorandum der EU-Bildungsminister mit dem Titel „Berufliche Bildung in Europa – Perspektiven für die nächste Generation“ veröffentlicht. Hiermit unterstützen sie die Stärkung dualer Ausbildungsmodelle und Strukturen in Europa nachdrücklich.

Die dramatisch hohe Arbeitslosigkeit vieler Jugendlicher in der EU ist nicht nur auf die Wirtschafts- und Finanzkrise, sondern auch auf ineffektive Bildungssysteme zurückzuführen.

Die berufliche Bildung wird in zahlreichen Mitgliedstaaten derzeit überwiegend durch den Staat in vollzeitschulischer Form organisiert und orientiert sich nicht genügend an den konkreten Bedürfnissen der Unternehmen. Deshalb eröffnet sie ihren Absolventen oftmals auch keine guten Beschäftigungsperspektiven und stellt den Unternehmen zu wenig gut qualifizierte Fachkräfte zur Verfügung.

Diesem Bildungsnotstand muss dringend durch tiefgreifende Reformen ent-

gegengesteuert werden. Die Kammern als Vertreter der Unternehmen und Träger der erfolgreichen dualen Berufsausbildung der EU fordern, dass alle EU-Mitgliedstaaten ihre Bildungssysteme stärker an den tatsächlichen Bedürfnissen der Betriebe ausrichten.

Konkret bedeutet dies:

- Im schulischen Bereich muss es an erster Stelle stehen, die Anzahl der Schulabbrüche signifikant zu vermindern und möglichst alle Schulabgänger für eine Ausbildung zu qualifizieren.
- Der Stellenwert der beruflichen Bildung muss europaweit verstärkt werden, indem sie als gleichwertige Säule zur Allgemeinbildung und zur Hochschulbildung ausgebaut wird. Dazu müssen allerdings ein besseres Image, mehr Praxisanteile und auch Durchlässigkeit zur Hochschule geschaffen werden. Damit verbunden müssen auch hochwertige Abschlüsse der Berufsbildung in die oberen Niveaustufen der Nationalen Qualifikationsrahmen eingeordnet werden.
- Ein Ausbau der beruflichen Bildung und eine Aufwertung des Images muss verbunden sein mit der Möglichkeit flexible Karrierewege realisieren zu können. Für diese Karrierewege über die berufliche Bildung

sollte umfassend bei Schüler/innen, Lehrer/innen und Eltern geworben werden.

- Lern- und Arbeitserfahrung im Ausland bringen den Auszubildenden, ihren Unternehmen und der betrieblichen Ausbildung insgesamt einen hohen Mehrwert. Die Kammern setzen sich deshalb tatkräftig dafür ein, mehr jungen Menschen einen betrieblichen Auslandsaufenthalt zu ermöglichen. Beispielsweise berät und unterstützt das über den ESF geförderte Netzwerk der Mobilitätsberater bei den Industrie- und Handelskammern sowie den Handwerkskammern in Deutschland sowie der von den österreichischen Kammern getragene Verein „Internationaler Fachkräfteaustausch“ insbesondere kleine und mittlere Unternehmen bei der Planung und Organisation von Auslandsaufenthalten während der Ausbildung.
- Eine unverzichtbare Voraussetzung zur europaweiten Aufwertung und Qualitätsverbesserung der beruflichen Bildung ist dabei die stärkere Einbeziehung der Unternehmen und auch von Kammern als Selbstverwaltungsorganen der Wirtschaft. Dies erfordert allerdings auch die klare politische Bereitschaft der Regie-

rungen, sich in Teilbereichen aus der Verantwortung im Bildungsbereich zurückzuziehen – und diese eben Unternehmen und Kammern zu übertragen.

Aufgrund der guten Erfahrungen in Deutschland, Österreich, Luxemburg, – Ländern mit einer praxisorientierten und betrieblichen Ausbildung unter der Ägide von Kammern und mit sehr bzw. relativ geringer Jugendarbeitslosigkeit – sollten auch Betriebe und Kammern in anderen EU-Ländern die Möglichkeit erhalten, sich innerhalb des Systems als institutionalisierte Akteure und „Miteigentümer“ an der betriebli-

chen Ausbildung zu beteiligen. In Ländern mit dualer Berufsausbildung hat sich gezeigt, dass ein Miteinander von Staat, Unternehmen und Kammern ein Erfolgsmodell für die Bekämpfung von Jugendarbeitslosigkeit ist. Ein solcher Schulterschluss muss auch europaweit durch alle Beteiligten erfolgen, damit Bildung und Beschäftigung zu einem gemeinsamen Erfolgsfaktor der EU und ihrer Mitgliedsländer wird.

Die Kammern sprechen sich ebenfalls für eine verstärkte europäische Bildungskooperation in Europa aus und sind bereit, dazu spezifische Eigenbeiträge zu leisten. Erste Beispiele sind der Abschluss von Kooperationsvereinba-

rungen zwischen der deutschen IHK-Organisation und den Kammerdachverbänden in Spanien und Italien in der dualen Berufsausbildung sowie die bildungspolitische Kooperation zwischen den deutschen und französischen Kammerdachverbänden des Handwerks mit einer langjährigen Arbeitsgruppe „deutsch-französische Berufsbildungskooperation“. Eine weitere Intensivierung der europäischen Kammerkooperation ist durch die Gründung einer spezifischen Kammerarbeitsgruppe „Berufliche Bildung“ unter den derzeit acht EU-Mitgliedstaaten mit öffentlich-rechtlichen Kammersystemen erfolgt. ■

Weitere Informationen: info@lsc.lu

LSC

The LSC strengthens its training offer in English language

The Grand-Duchy of Luxembourg is characterised by its cosmopolitan and multilingual population. Considering that 43% of Luxembourg's inhabitants are foreign nationals and that some additional 150,000 commuters cross the border on a daily basis, this is particularly true in the working environment.

According to a survey on the use of working languages in Luxembourg, for 55.8% of companies French is the main working language. Luxembourgish ranks second with 20.0%, followed by English with 17.7% and German with 4.9%. Thus, English is the primary means of communication, correspondence and conversation in one out of five companies in Luxembourg.

Another important outcome of the survey is that many companies regularly use one or more secondary working languages. Up to 70.6% of the 265 interviewed company managers added English as an additional language used in their companies. By combining both figures, namely the 17.7% of the companies using English as a vehicular lan-

guage and the 70.6% of the companies using English as an additional language, the global use of English as a working language in Luxembourg amounts to 88.3%.

Based on these facts and due to ever-growing requests from the local business community, the Luxembourg School for Commerce (LSC), the continuing vocational education and training



English is the primary means of communication, correspondence and conversation in one out of five companies in Luxembourg

department of the Chamber of Commerce, has developed and expanded its training offer in the English language for the year 2013.

In close collaboration with key partners from the political, economic and academic world, the LSC now offers a range of training programmes in the fields of law, economics, international management, as well as accounting and finance, targeting audiences that are either English native speakers or at least fluent in English.

The course instructors are mostly native speakers and experts in the sub-

jects they teach. Furthermore, their thorough field experience gives the participants an introduction to, or a greater understanding of these different areas of knowledge and a proficiency of the technical vocabulary and terminology.

Together with the German private university euFOM, the LSC offers bilingual German and English bachelor programmes in "Banking and Finance", "Business Administration" or "International Management", as well as a master programme in "Business Administration". The unique feature of the programme is that on-campus courses

qualify professionals for management positions without the need to put their careers on hold. Lectures are held in the evenings and on weekends in the study centre.

The team of the recently implemented training counselling office "Pôle Conseil en Formation" within the "Espace Entreprises" of the Chamber of Commerce, is available for all information, assistance and vocational guidance in the process of lifelong learning.

Contact: Olivier LANG – Phone: (+352) 42 39 39-445 – E-mail olivier.lang@lsc.lu

LSC

Luxembourg's economy explained in a new training course



The Luxembourg School for Commerce will be launching a new series of courses held in English on Luxembourg's economy

The Luxembourg School for Commerce (LSC) will be launching a new series of courses held in English on Luxem-

bourg's economy and its institutions. A first series of seven pilot courses will take place on a weekly basis in upcoming April and May 2013. It is espe-

cially targeted at foreign residents and professionals with English as first or second language who are interested in understanding the Luxembourg economy and the national economic news better. Particular emphasis will be put on critically assessing the results, i.e. the outcomes and impact of the national policy-making process. Where possible, considerations as to how the existing democratic gap and the current institutional settings affect policy outcomes in the country will be made.

The course will be led by Ms. Stéphanie Musialski, attachée economist with the Luxembourg Chamber of Commerce, with a five-year experience in policy advisory work in European economic policy and in aid development for international organisations and national governments.

After this training, the trainee will be able to critically reflect on the following topics:

- A history of the Luxembourg economy with a focus on foreigners' con-

1^{er} Salon de la Formation Continue Universitaire

Jeudi 23 mai 2013
12h00 - 20h30

Chambre de Commerce
7 rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg



Rencontrez les experts qui vous feront avancer

Renseignements et programme : www.lsc.lu/salon

Entrée libre

Exposants :

Sous le haut patronage du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

cedies



tribution to its development: issues of voice and accountability.

- A sectoral presentation of Luxembourg's economy (1/2): the ICT, logistics and bio health sectors – where are we heading?
- A sectoral presentation of the Luxembourg economy (2/2): the finan-

cial sector and SME and entrepreneurship policy.

- Luxembourg's competitiveness – international rankings and studies: do they matter?
- Luxembourg's education system and the labour market: the strengths and challenges of trilingualism.

- The national budgetary system and fiscal policy: can the current institutional settings explain the present fiscal situation?
- Panel discussion:

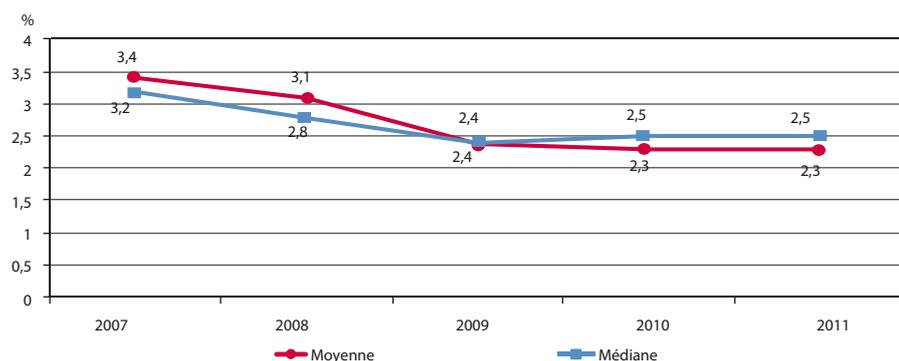
The detailed programme is available on the **website www.lsc.lu**. ■

INFPC

Les entreprises investissent moins dans la formation de leurs salariés

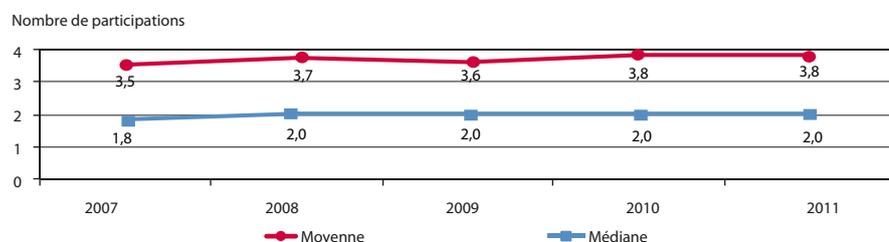


Graphique 1: Evolution du taux de participation financière à la formation – 2007 à 2011



Source : Observatoire de la formation

Graphique 2: Evolution du nombre de participations par salarié – 2007 à 2011



Source : Observatoire de la formation

Effort de formation des entreprises

Entre 2007 et 2011, les entreprises ont notablement réduit leur effort de formation. En effet, les indicateurs moyens qui permettent de mesurer l'ef-

fort de formation (Encadré 1) ont tous diminué pendant cette période.

En 2011, les entreprises investissent 2,3 % de leur masse salariale en formation, contre 3,4 % en 2007. L'investissement moyen par salarié a chuté

de 26 %, passant de 1 600 euros en 2007 à 1 200 euros en 2011. Les salariés peuvent espérer suivre 3 jours de formation en 2011, soit un jour de moins qu'en 2007.

Les baisses les plus importantes ont eu lieu en 2009, au moment où les entreprises ont subi la crise économique de plein fouet. Depuis, ces indicateurs sont plutôt stables.

Les indicateurs médians ont également décliné, entre 2007 et 2011, mais de façon irrégulière. Ceci traduit une différence de comportement entre les entreprises. Les grandes entreprises, avec des investissements et des volumes horaires élevés, influencent la moyenne. Les indicateurs médians dépendent, quant à eux, des entreprises les plus nombreuses: les moyennes et grandes entreprises en 2007 et 2008 (respectivement 57 % et 53 % des entreprises concernées) et à partir de 2009, les petites et les très petites entreprises (51 % en 2009, 54 % en 2010 et 56 % en 2011).

Accès à la formation des salariés

Les entreprises maintiennent la participation de leurs salariés à des formations et réduisent la durée de celles-ci pour en limiter les coûts.

En effet, le nombre moyen de participations à des formations par salarié augmente légèrement entre 2007 et 2011 (de 3,5 à 3,8).

Depuis 2008, le nombre médian de participations est stable: dans la moitié des entreprises, les salariés participent à au moins 2 formations.

Quant à la durée moyenne des formations, elle décroît continuellement sous l'influence des moyennes

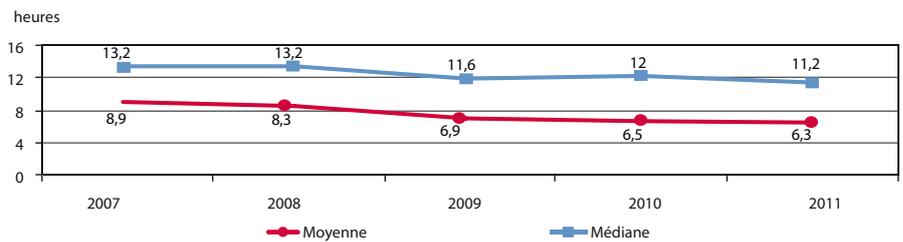
et des grandes entreprises, passant de 8,9 heures en 2007 à 6,3 heures en 2011.

Malgré une légère augmentation en 2010, la durée médiane des formations a également diminué entre 2007 et 2011 (-2 heures).



Source : Observatoire de la formation

Graphique 3: Evolution de la durée moyenne des formations – 2007 à 2011



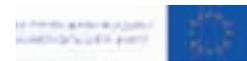
INFPC

Le répertoire des offreurs de formation 2013: guide incontournable pour l'achat de formation



L'INFPC, Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, publie chaque année le répertoire des offreurs de formation. En donnant accès aux coordonnées de 245 prestataires, actifs au Luxembourg, il facilite largement les démarches de choix et d'achat de formation.

Le répertoire 2013 est édité à 6.000 exemplaires. Il peut être commandé gratuitement par email à: repertoire@infpc.lu.



Une version en ligne, actualisée chaque semaine, est également téléchargeable sur le portail www.lifelong-learning.lu.

Um unsere Marktposition weiter auszubauen, suchen wir für Luxemburg einen selbstständigen, in der Industrie eingeführten

HANDELSVERTRETER m/w



TREYER produziert Standard- und Spezialpaletten aus Holz von höchster Qualität mit vollautomatischen und robotergestützten Produktionslinien. TREYER ist PEFC zertifiziert und geht verantwortungsvoll mit der Umwelt um.

Sie haben Erfahrung im Vertrieb und arbeiten mit internationalen Unternehmen zusammen und haben Interesse, unser Produkt in Ihr Verkaufsprogramm aufzunehmen.

Wir bieten eine hohe Kundenzufriedenheit, Einführung durch erfahrene Mitarbeiter und verlässlichen Gebietsschutz.



TREYER
PALLETTS & MORE

Bei Interesse wenden Sie sich bitte an Dirk Hoferer:
Tel. + 49 (0)7806 9888-0 oder E-Mail: dirk.hoferer@treyer.com
TREYER · Stöckmatt 14-17 · D-77740 Bad Peterstal · www.treyer.com



Speed coaching & conférence 1,2,3 GO

«La start-up doit-elle s'occuper de gouvernance?»

Dans le cadre de son parcours interrégional de plan d'affaires 1,2,3 GO, l'a.s.b.l. Business Initiative a organisé une séance de Speed Coaching le jeudi, 31 janvier 2013 à Université Catholique de Louvain en Belgique. L'occasion pour les futurs créateurs d'entreprises innovantes en Grande Région de tester gratuitement leur projet en recevant des avis professionnels d'experts lors de rendez-vous individuels de 3x30 minutes. Par la suite, une conférence sur le thème «La start-up doit-elle s'occuper de gouvernance?» de Karine Cerrada (professeur à la Louvain Management School, UCL), suivie d'un témoignage de Derek d'Ursel sur la création de son entreprise Click Your Car, ont rassemblé les membres du réseau 1,2,3 GO, des entrepreneurs et différentes personnalités du milieu économique et politique en Grande Région. L'événement était parrainé par le ministère de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles de la Région wallonne.

La 13^e édition du parcours interrégional de plan d'affaires 1,2,3 GO est lancée. Comme chaque année, les porteurs de projets inscrits au parcours et remplissant les quatre critères d'accès (voir encadré) avaient l'occasion de participer à une séance de Speed Coaching. Cette année, cette séance a été suivie d'une conférence tenue par Karine Cer-

rada sur le thème de la gouvernance d'entreprise.

■ Qu'est-ce que le «Speed Coaching»?

C'est un concept qui permet aux futurs créateurs d'entreprises innovantes de tester leur projet en temps réel auprès des experts du réseau 1,2,3 GO, gratuitement et en toute confidentialité.

Chaque candidat dispose de 3 fois 30 minutes pour rencontrer individuellement 3 coachs. Les 15 premières minutes lui permettent de présenter les aspects principaux de son projet, à savoir le profil de l'entrepreneur, l'innovation du concept et le marché ciblé. Les 15 minutes restantes sont réservées aux coachs pour donner leur feedback constructif à chacun des candidats.



Karine Cerrada, professeur à la Louvain Management School, UCL

L'objectif de cette action est de permettre aux futurs entrepreneurs de vérifier l'originalité, le potentiel et la faisabilité des projets, de recevoir des conseils de professionnels et de multiplier les contacts professionnels. L'activité constitue une première étape qui a comme objectif d'aider les futurs créateurs à élaborer un plan d'affaires cohérent et de recadrer leurs projets si nécessaire.

En soirée, la partie officielle de l'événement était introduite par Jacques Wenin, directeur du CEI Louvain, suivi d'allocutions de Pascal Renard, représentant de l'AS-E, l'Agence de Stimulation Economique en Wallonie et de Prof. Frank Janssen, MBA, Ph.D., Vice-Doyen aux Affaires Internationales, Louvain School of Management, UCL.

Karine Cerrada a ensuite enchaîné avec sa conférence au sujet «La start-up doit-elle s'occuper de gouvernance?». Après une présentation du concept de gouvernance et de ses différents mécanismes, Karine Cerrada s'est penché sur le conseil d'administration: quels sont ses rôles, sa composition (faut-il des administrateurs externes/indépendants?) et quel est son fonctionnement? Quel est l'apport d'un C.A. pour une start-up? Doit-il évoluer dans sa composition et fonctionnement avec le développement et la croissance de l'entreprise? Présente-t-il vraiment une valeur ajoutée pour une start-up ou seulement des contraintes supplémentaires? A quoi d'autre doit faire attention une start-up en termes de gouvernance? Autant de questions auxquelles



Derek d'Ursel, ingénieur de gestion diplômé à l'UCL et jeune entrepreneur passionné du web et des nouvelles technologies

elle a tenté d'apporter des réponses lors de son discours.

Suite à cette conférence, Derek d'Ursel, ingénieur de gestion diplômé à l'UCL avec une spécialisation en création d'entreprise (CPME) et jeune entrepreneur passionné du web et des nouvelles technologies, a témoigné de la création de son entreprise Click Your Car.

Clickyourcar.be est le premier site d'aide à l'achat de voiture neuve en Belgique. Ce service moderne s'appuie sur les nombreux avantages de l'internet pour faciliter l'entièreté du processus d'achat d'une voiture neuve.

Une séance de questions-réponses avec le public a clôturé les débats. Les discussions pouvaient être prolongées ensuite lors d'un cocktail-networking offert par le CEI Louvain, où les parti-



Workshop et speed-coaching étaient au programme de la journée des nouvelles technologies



cipants avaient l'occasion de s'entretenir avec les orateurs et experts dans une ambiance conviviale.

Jusqu'à présent, 83 projets innovants ont soumis leurs candidatures au

parcours 1,2,3 GO depuis le début de l'édition 2012-2013. 35 projets ont été acceptés pour un accompagnement (15 de Belgique, 9 de Luxembourg, 6 d'Allemagne et 5 de France), couvrant des

secteurs aussi variés que les NTIC, les énergies renouvelables, le commerce, la médecine ou les loisirs.

1,2,3 GO – Business Initiative A.s.b.l.

Créée en 2000 par la Chambre de Commerce Luxembourg, la Fedil Business Federation et Luxinnovation, Business Initiative A.s.b.l. stimule la création d'entreprises innovantes en Grande Région. Business Initiative gère et anime le réseau interrégional 1,2,3 GO composé de 400 experts et entrepreneurs qui accompagnent gratuitement les porteurs de projets innovants dans le cadre du parcours de plans d'affaires 1,2,3 GO.

Pour participer au parcours, les projets doivent remplir 4 critères d'accès: avoir un caractère innovant, être économiquement viables, être établis en Grande Région et ne pas être financés par du capital à risque. En fin de parcours, les meilleurs plans d'affaires sont récompensés par un soutien financier et une visibilité médiatique accrue.

En Grande Région, 1,2,3 GO est représenté depuis 2003 par des relais locaux: Luxinnovation à Luxembourg, la CCI Sarre à Sarrebruck, le Technologie Zentrum à Trèves et le Business Innovation Center à Kaiserslautern en Rhénanie-Palatinat, les 7 CEEI en Belgique francophone, la CCI54 à Nancy et la CCI57 à Metz en Lorraine. Ces relais interviennent pour la prospection et la maturation des projets innovants dans leur région respective et coordonnent la mise en relation des experts avec les porteurs de projets de leur région.

ENTREPRENEURS INNOVANTS EN GRANDE RÉGION :

PARCOURS 1,2,3 GO

DES ENTREPRENEURS AIDENT DES ENTREPRENEURS!

1. Vous avez un **PROJET INNOVANT**
2. Bénéficiez de **COACHING GRATUIT** pour élaborer votre **BUSINESS PLAN**
3. Développez votre **RÉSEAU PROFESSIONNEL**

GO. Créez votre START-UP!

INSCRIPTION GRATUITE & en toute confidentialité sur :
www.123go-networking.org

MERCI À NOS PARTENAIRES!

NOS PARTENAIRES FINANCIERS:

NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS:

NOS PARTENAIRES MÉDIAS:

ORGANISÉ PAR:

LES NOCTURNES de l'Espace Entreprises

**Votre conseil personnalisé gratuit
après les heures de bureau !**

Vous avez besoin de conseils pour votre projet de création, développement ou reprise d'entreprise?

Les conseillers de l'Espace Entreprises vous accueillent deux fois par mois de 17h00 à 20h00 sur rendez-vous!

DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

FISCALITÉ

FINANCEMENT

CRÉATION-TRANSMISSION

ACCOMPAGNEMENT

De 17h00 à 20h00 à la Chambre de Commerce
Inscription obligatoire en ligne sur:
www.espace-entreprises.lu
(rubrique Nocturnes)

ESPACE  **ENTREPRISES**

BusinessMentoring

Associés pour le meilleur ...

Au Luxembourg, les statistiques montrent que la majorité des entreprises sont des S.à r.l. (plus de 50 % de sociétés à responsabilité limitée constituées en 2011¹ contre 22,5 % d'entreprises individuelles), qui présentent avant tout les caractéristiques d'une société de personnes où les risques comme les bénéfices sont partagés. Ainsi, même si l'entrepreneuriat est communément perçu comme une aventure solitaire, de nombreux créateurs choisissent de s'associer dès le départ pour ne pas à avoir à porter seul le poids de leur projet. L'introduction d'associés peut ainsi apporter une vraie valeur ajoutée à une entreprise, en répondant à des besoins financiers ou humains (apport d'une compétence complémentaire, d'une crédibilité accrue, d'une «oreille» attentive...). Le principal écueil réside dans le fait que l'association est une relation humaine complexe qu'aucun business plan ne peut anticiper...et qui peut parfois s'avérer difficile à gérer sur le long terme.

L'association, lorsqu'elle est bien gérée, n'en reste pas moins une formidable aventure humaine, qui permet à

chaque associé de s'enrichir des différences de l'autre. Tout comme dans une relation mentor-mentoré, le succès d'une relation d'associés repose avant tout sur les valeurs partagées par le binôme et est fonction du degré d'implication de chacun dans cette dernière, en vue d'atteindre les objectifs de développement fixés au départ.

Afin d'aider les entrepreneurs-associés à réfléchir aux problématiques relationnelles récurrentes des dirigeants de TPE-PME, qui peuvent être des freins au dialogue et avoir des conséquences immédiates sur le bon fonctionnement ou le développement de leur entreprise, la Chambre de Commerce organisera, dans le cadre du cycle événementiel BusinessMentoring, une conférence intitulée «Bien gérer sa relation d'associés pour durer», animée par les conférenciers Marie-Laure Voisard et Dominique Amblard, spécialistes de la thématique. Celle-ci se tiendra le 18 mars 2013 de 18h30 à 20h00, au centre de conférences de la Chambre de Commerce.

La conférence s'articulera autour de cas pratiques tirés de l'expérience des

deux orateurs – eux-mêmes associés depuis plus de 11 ans et étant intervenus en coaching d'entreprise auprès de nombreux dirigeants, associés et managers – et d'échanges avec le public, via une session interactive de questions/réponses.

Les objectifs de la session seront les suivants:

- faire réfléchir à la nécessité de s'investir dans la relation d'associés autant que dans les autres domaines (innovation, développement, finances, etc.) de l'entreprise pour en assurer la pérennité,
- montrer en quoi la relation d'associés influe sur le développement de l'entreprise: répartition des rôles, partage du pouvoir, communication d'une vision commune, place de l'argent, travail avec des amis ou en famille ...
- identifier quelques bonnes pratiques à mettre en œuvre pour fonctionner en binôme porteur de synergie effective: les techniques de communication interpersonnelle et les techniques de gestion des conflits.

A propos des conférenciers

Dominique Amblard et Marie-Laure Voisard ont à leur actif 25 ans d'expérience en création d'entreprise et postes à responsabilités en PME ou grandes entreprises. Cofondateurs du cabinet de coaching Amvoilure et couple à la ville, ils sont les auteurs du livre «Associés et ... Heureux! Oser tout aborder pour durer» paru en novembre 2011, qui s'adresse aux entrepreneurs et aux professions libérales.

Le 18 mars 2013 de 18h30 à 20h00, à la Chambre de Commerce
7 rue Alcide de Gasperi – L-2981 Kirchberg

Conférence d'accès gratuit, avec inscription en ligne obligatoire

Inscriptions ouvertes jusqu'au 16 mars 2013: www.businessmentoring.lu/inscription

Langue véhiculaire: français

Contact: businessmentoring@cc.lu – Tél.: (+352) 42 39 39-330

¹ Source: STATEC, démographie des entreprises, «Nombre d'entreprises par forme juridique (en % du total) 2009-2010»

**Vous êtes dirigeant d'entreprise?
Avez-vous déjà pensé à vous faire mentorer?**

**REJOIGNEZ LA QUATRIÈME PROMOTION!
DÉPÔT DE DOSSIER JUSQU'AU 15/09/2013**

PARTICIPEZ AU PROGRAMME BUSINESSMENTORING:

- ✓ Apprenez au contact d'un dirigeant expérimenté (mentor)
- ✓ Prenez du recul et développez votre vision d'entreprise
- ✓ Perfectionnez vos compétences managériales
- ✓ Améliorez votre capacité à prendre des décisions

PLUS DE 30 ENTREPRENEURS ACCOMPAGNÉS... POURQUOI PAS VOUS?

Découvrez leurs témoignages sur www.businessmentoring.lu

**PROGRAMME D'ACCÈS GRATUIT, ENCADRÉ PAR DES
RÈGLES D'ÉTHIQUE ET DE CONFIDENTIALITÉ**



MODALITÉS DE PARTICIPATION

Inscription et critères de sélection sur www.businessmentoring.lu
Dépôt de candidature en ligne jusqu'au **15 septembre 2013**

CONTACT

businessmentoring@cc.lu
Rachel Gaessler ou Guylaine Hanus

PARCE QUE RIEN NE PEUT REMPLACER L'EXPÉRIENCE !

BusinessMentoring, un programme piloté par le Business Support G.I.E.,
Certifié ISO 9001

Espace Entreprises

Création d'un «Pôle Conseil en Formation»

La formation continue est un ingrédient clé de l'employabilité, de la sécurisation et de l'évolution des parcours professionnels, et par conséquent, du développement durable de l'économie. Afin d'épauler les entrepreneurs et salariés issus du tissu économique luxembourgeois dans leurs démarches de formation continue, ainsi que dans le développement de leurs compétences professionnelles, la Luxembourg School for Commerce (LSC) et l'Espace Entreprises ont mis en place un «Pôle Conseil en Formation», qui propose la gamme de services suivants:

- conseil gratuit et orientation en matière de formation au sens large,
- renseignements sur les modalités réglementaires, administratives et organisationnelles des formations de la LSC,
- développement de formations intra-entreprises «LSC Inhouse»,
- informations sur les aides étatiques en matière de formation professionnelle continue.

Les intéressés peuvent également recevoir des informations et conseils en matière de formation, orientation et développement professionnel dans

le cadre des «Nocturnes» bimensuelles de l'Espace Entreprises (inscription en ligne requise). Pour rappel, les rendez-vous des Nocturnes consistent en des entretiens personnalisés de 20 à 30 minutes permettant à des porteurs de projets, créateurs, repreneurs et dirigeants d'entreprise de rencontrer des conseillers de l'Espace Entreprises – et éventuellement d'autres partenaires – afin de faire un premier point sur leur situation.

Pour toute information complémentaire sur le «Pôle Conseil en Formation» ou prise de rendez-vous:

Olivier Lang – Tél.: (+352) 42 39 39-445 – E-mail: olivier.lang@lsc.lu (ou info@lsc.lu)

Pour s'inscrire à la prochaine Nocturne:

www.espace-entreprises.lu (Nocturnes > Inscrivez-vous > rubrique dédiée «formation, orientation et développement professionnel»)

Visite «compétitivité»

La Chambre de Commerce reçoit la direction générale Entreprises et Industrie

Le 21 février dernier, la Chambre de Commerce recevait la DG Entreprises et Industrie, représentée par monsieur Gérald Petit et madame Isabelle Augustin, accompagnés des représentants de la Commission européenne au Luxembourg, messieurs Georges Bingen et Guy Berg, de monsieur Luigi Nigri de la Direction Générale pour la Politique Régionale, ainsi que de la Luxembourg SME Envoy, madame Bernadette Friederici-Carabin. La discussion s'est déroulée en présence des responsables des Services PME, Affaires Economiques et de la Luxembourg School for Commerce, ainsi que des représentants de la Fedil –

Business Federation Luxembourg et de Luxinnovation.

Pour la Commission Européenne, cette visite visait avant tout à recueillir les commentaires de ses interlocuteurs luxembourgeois en matière de politiques de soutien à la compétitivité industrielle, en référence notamment aux constats tirés du rapport 2012 sur les performances et les politiques de compétitivité des Etats membres.

L'entretien s'est déroulé autour des cinq priorités de l'Examen Annuel de la Croissance (EAC), avec un accent tout particulier sur les PME, et a notamment permis de parcourir les thèmes suivants:

- Productivité et qualifications,

- Performances à l'exportation,
- Innovation et développement durable,
- Environnement des affaires et infrastructures,
- Administration publique et taxation,
- Accès au financement et investissement.

■ Contexte

Le rapport sur la compétitivité européenne, adopté le 10 octobre 2012 – en même temps que la mise à jour de la communication sur la politique industrielle – analyse les principales tendances observées en matière de mondialisation au cours des 15 dernières

années, les coûts et avantages qui en résultent, de même que les défis à venir pour les entreprises de l'UE. La communication sur la politique industrielle répond quant à elle aux défis importants auxquels l'industrie européenne doit faire face en raison de la crise économique actuelle et présente un certain nombre d'actions prioritaires visant à favoriser la relance à court et moyen terme et à garantir la compétitivité et la viabilité de l'industrie européenne. Elle passe également en revue la situation de l'industrie de l'UE depuis l'adoption, en octobre 2010, de l'initiative phare de la Commission «Une politique industrielle intégrée à l'ère de la mondialisation», dans le cadre de la stratégie Europe 2020.



Le 21 février 2013, la Chambre de Commerce recevait la visite des deux représentants de la DG Entreprises et Industrie, M. Gérald Petit – Analyste des politiques, Unité B2 «Croissance Durable et Union européenne 2020, Département Europe 2020 et politiques de compétitivité nationales» – et Mme Isabelle Augustin, Gestionnaire de programme et Policy Manager, Unité D4 «PME et entrepreneuriat, SME Act et politiques PME»

E-shop

L'ILNAS rend les normes européennes et internationales accessibles à tous!

Le catalogue électronique de normes de l'ILNAS (Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services) facilite la recherche d'informations et l'achat de normes en ligne. Trilingue, l'E-Shop donne la possibilité à tout utilisateur d'accéder de manière simple, rapide et efficace à plus de 90.000 références.

Lancé en septembre dernier, ce catalogue de normes offre à chacun la possibilité d'effectuer une recherche détaillée et d'acheter les normes européennes (CEN et CENELEC) et les normes internationales (ISO, ISO/IEC et IEC) sous format PDF, en licence unique ou licence réseau. Accessible en trois langues (allemand, anglais et français) et pourvu de plus de 90.000 références (normes publiées et projets de normes), cet outil constitue une véritable source d'informations au service des acteurs socio-économiques nationaux. Plusieurs

services sont proposés aux internautes: la recherche simple et avancée de documents normatifs, la prévisualisation des premières pages ainsi que la création de flux RSS et l'achat de normes.

■ Un accès simple, rapide et toujours plus efficace

Développé pour un accès encore plus simple et rapide, la fonction «recherche simple» permet de trouver un document par le numéro de référence ou un mot-clé contenu dans le titre des normes.

Pour une recherche plus approfondie, la «recherche avancée» permet d'élargir la requête suivant plusieurs critères, à savoir: le libellé, l'organisme de normalisation, le comité technique, le domaine ICS (Classification internationale pour les normes), la directive ou la date d'édition. Ensuite, la prévisualisation d'un document permet de parcourir les premières pages sans obligation



d'achat. En outre, des flux RSS peuvent être ajoutés pour suivre, par exemple, l'évolution d'une norme et les activités d'un comité technique. Enfin, la création d'un compte utilisateur permet non seulement d'acheter des normes par carte bancaire mais également de suivre l'ensemble des achats grâce à un historique propre à chaque usager.

Pour plus d'informations: https://ilnas.services-publics.lu/ecnor/home.action?request_locale=fr_FR

EU Projekt PROUD: Innovationen schaffen durch Co-Design

Luxinnovation, die nationale Agentur für Innovation und Forschung, nimmt derzeit an dem Projekt PROUD (People, Researchers, Organisations using Design) teil, das im Rahmen der europäischen Gemeinschaftsinitiative INTERREG IV B Northwest Europe durchgeführt wird. Ziel des Projektes ist es, Unternehmen für das wichtige Thema des „Co-Design“ zu sensibilisieren.

„Design ist Luxus“ – dieser Satz galt früher vielleicht. Heute ist es Luxus, wenn ein Unternehmen glaubt, auf Design verzichten zu können. Besonders in verschärften Wettbewerbssituationen ist Design ein wichtiges Alleinstellungsmerkmal, um sich von der Konkurrenz abzugrenzen und Kauf-

entscheidungen positiv zu beeinflussen. Auch die Vorstellung, dass Design nur unnötige Kosten verursacht, ist heute weitestgehend ad acta gelegt. Im Gegenteil – durch Design können Unternehmen Kosten sparen. So kann die simple Änderung in der Materialwahl oder der Konstruktion eines Produkts entweder Kosten sparen oder aber explodieren lassen, seine Attraktivität steigern oder minimieren.

Design ist unmittelbar mit dem Thema Innovation verknüpft, denn auch hier geht es darum, etwas Neues oder Besseres zu entwickeln. Entscheidend für die mehrwertstiftende Wirkung von Design ist eine effiziente, ganzheitliche Designstrategie, die Design in den gesamten Innovations-

prozess einbindet – von der Konzeption, über die Produktion bis hin zur anschließenden Vermarktung. Dabei orientieren sich die Designer stets an den konkreten Bedürfnissen der Kunden oder versuchen schlummernde Kundenwünsche zu antizipieren oder sogar neue Wünsche zu kreieren.

Hier kommt das Thema „Co-Design“ ins Spiel. Grundlegender Gedanke des Co-Designs ist es, verschiedene Menschen mit unterschiedlichen Sichtweisen und Kompetenzen in den Entstehungsprozess eines Produktes oder einer Dienstleistung einzubinden – Kunden, Entwickler, Forscher und Designer.

Im Rahmen des Projektes PROUD, an dem neben Luxinnovation weitere renommierte Organisationen, wie das Designzentrum Nordrhein-Westfalen (Red Dot Organisation), die Designregion Kortrijk, die Universität Lancaster, Capital D oder die Stadt Eindhoven teilnehmen, werden verschiedene Initiativen zur Förderung des „Co-Design“ unter die Lupe genommen, Instrumente erstellt und best practices ausgetauscht.

In Luxemburg ist das „FabLab“ (Fabrication Laboratory), das kürzlich vom Technoport, dem nationalen Inkubator, eingerichtet wurde, ein gelungenes Beispiel zur Förderung des Co-Designs. Das FabLab versteht sich als offene Plattform zur Schaffung von Prototypen. Hierzu stehen unterschiedliche Werkzeuge zur Verfügung, um die Kreativität zu fördern, wie zum Beispiel 3D Drucker, Laserschneider oder Fräsmaschinen. Getreu der Philosophie eines „Co-Working Place“ öffnet das FabLab seine Türen nicht nur für Designer und Unternehmen, sondern für alle Menschen mit flotten Ideen, vermittelt Kontakte zu Spezialisten und berät in technischen, organisatorischen oder finanziellen Fragestellungen. Das FabLab Luxemburg steht auch Schulen zur Verfügung, um Projekte zu realisieren und Kreativtechniken auszuprobieren. ■



© PROUD

Weitere Informationen:

Projekt PROUD: Jan Glas, Luxinnovation

E-Mail: jan.glas@luxinnovation.lu – www.proudeurope.eu

FabLab Luxembourg: Technoport SA

9, Avenue des Hauts-Fourneaux – L-4362 Esch-sur-Alzette

E-Mail: fablablux@technoport.lu – <http://fablablux.org/>



BUSINESS
MEETS
RESEARCH
2013
FORUM LUXINNOVATION



FORUM LUXINNOVATION:
WHERE COMPANIES AND
RESEARCH ORGANISATIONS
COME TOGETHER

07-08 MAY

LUXEMBOURG - KIRCHBERG
CONFERENCE CENTRE
OF THE CHAMBER OF COMMERCE



IN COLLABORATION WITH:



Prix Luxembourgeois de la Qualité 2013

Les candidatures sont ouvertes!



Le Prix Luxembourgeois pour la Qualité est organisé chaque année par le Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité et est unique en son genre au Luxembourg. Il se distingue clairement des multiples prix existants car il récompense l'excellence.

Pourquoi pas vous? Participer à ce concours est avant tout une occasion pour vous d'améliorer la qualité et la performance de votre entreprise grâce à votre auto-évaluation, ainsi que par le travail des évaluateurs.

C'est aussi la meilleure des publicités qui soit pour votre entreprise aux yeux de la concurrence, ... vu la notoriété de ce prix.

Enfin, c'est un puissant moteur de motivation de votre personnel que de relever ce défi en équipe, ainsi qu'une fameuse récompense si votre entreprise l'emporte! ...

Cette récompense est le reflet effectif du vécu «qualité» quotidien de l'entreprise concernée et ce dans de multiples secteurs comme les résultats financiers, les processus, les clients, la direction et le personnel, l'engagement de la direction, l'environnement et les RSE, la santé et la sécurité ainsi que les achats.

Nous nous réjouissons d'avance de ce nouveau défi que nous lançons avec vous pour 2013. Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information et pour l'enregistrement de votre candidature

Contact: info@mlq.lu ou +352 42 59 91-4582

Les Lauréats 2012:

Muller & Wegener S.à r.l. – *Catégorie petite & moyenne entreprise*

Société Générale Securities Services – *Catégorie grande entreprise*

Doheem Versuergt A.s.b.l. – *Catégorie grand organisme d'utilité publique*

SuperDrecksKëscht

Surfaces commerciales: protéger la nature et le milieu aquatique – éviter les pesticides



Dans les zones industrielles et commerciales modernes, la question des espaces verts et

des parkings sur les aires d'exploitation prend de plus en plus d'importance. Il existe fréquemment des prescriptions relatives à l'imperméabilisation des sols et à la gestion des eaux de surface.

La nature n'a pas sa place sur les surfaces commerciales – c'est ce que l'on pense normalement. Des exemples à l'étranger montrent que ce n'est pas le cas. En Suisse, plus de 300 entreprises ont aménagé leur périmètre d'exploitation selon les critères mis au point par la Fondation Suisse Nature et Economie et les ont fait certifier.

Tous les acteurs en profitent: les aires commerciales et industrielles peuvent servir de refuge à la faune et la flore et contribuer ainsi à protéger la biodiversité.

Par ailleurs, ces surfaces s'intègrent mieux dans le paysage, les populations ne les considèrent plus comme des corps étrangers et les collaborateurs de l'entreprise y séjournent plus volontiers – un plus également en termes de motivation. Enfin, les entreprises font des économies, car l'entretien de ces surfaces est moins onéreux.



Dès la planification de nouvelles entreprises sur ces zones, la réduction des coûts d'entretien des surfaces devrait être pris en compte. En général, il est possible de restaurer des surfaces commerciales existantes.

■ **Eviter les pesticides**

Un autre point important dans l'aménagement naturel de surfaces commerciales consiste, outre la réduction de l'imperméabilisation des surfaces, est de renoncer à l'utilisation de pesticides.

Depuis des années, on relève régulièrement la présence de résidus de pesticides dans les eaux luxembourgeoises, autant dans les nappes phréatiques que

dans les ruisseaux, les rivières et les lacs. Les pesticides présentent des risques pour la nature et l'environnement. Ils peuvent s'accumuler dans la chaîne alimentaire, perturber par là même l'équilibre biologique et entraîner la disparition de nombreuses espèces animales et végétales. Ces impacts négatifs sur la biodiversité débouchent sur une perte de la beauté et de la valeur intrinsèque du milieu naturel dans lequel nous vivons. On observe également de plus en plus des conséquences à long terme pour l'être humain.

Toutes les entreprises disposant d'espaces verts devraient ainsi faire appel à un service compétent capable de les

conseiller en matière d'entretien naturel et sans pesticides de leurs surfaces. Si vous chargez une entreprise spécialisée d'entretenir vos surfaces, demandez-lui de renoncer aux pesticides dans le cadre de cet entretien.

Les entrepreneurs prévoyants identifient les points communs entre leur action commerciale/industrielle et la biodiversité et mettent au point des mesures pour pallier les risques: la gestion du risque est d'actualité et doit naturellement s'accompagner d'un engagement pour le maintien de la biodiversité – un engagement qu'attendent également de plus en plus vos clients. ■

La campagne «Sans pesticides»

La nouvelle édition de la semaine «Sans pesticides» se tiendra du 20 au 30 mars 2013 en Belgique, en France et au Luxembourg. Le Luxembourg participe pour la 4^e fois à cette action.

La campagne nationale «...sans pesticides» est organisée par un grand nombre d'acteurs dans le domaine de l'environnement, parmi lesquels la SuperDrecksKëscht. Elle a pour objectif d'informer le public et les communes des impacts nocifs des pesticides sur le milieu et la santé et de promouvoir des méthodes alternatives d'entretien des surfaces publiques et privées dans les zones urbaines.

La campagne appelle les communes et le public à éviter autant que possible l'utilisation de pesticides, d'accepter une plus grande biodiversité dans les zones urbaines, de favoriser les méthodes d'entretien alternatives et de penser à l'entretien des espaces verts, des axes routiers et autres dès le stade de la conception et de la planification.

Le programme de la semaine et des informations plus détaillées figurent sur le site www.emwelt.lu/sanspesticides.





(de g. à d.) Romain Bausch (directeur général et président du Comité de direction SES), Charles-Louis Ackermann (président Accumalux Group), Michèle Detaille (administrateur délégué No-Nail Boxes et Codipro), Jeannot Krecké (ancien ministre de l'Economie et du Commerce extérieur; Consultant d'entreprise à l'international), Claude Strasser (directeur général P&T Luxembourg), Boris Pfeiffer (directeur général Kabam Europe), René Winkin (secrétaire général Fedil)

Crise en Europe et au Luxembourg: analyses et opportunités

Economistes, entrepreneurs et représentants des pouvoirs publics réunis pour la 7^e édition des Journées de l'Economie

Les 6 et 7 février 2013, les Journées de l'Economie, initiées par le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Fedil, en collaboration avec PwC, ont rassemblé près de 500 personnes à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg. Cette septième édition, dont les droits d'inscription ont été reversés intégralement au profit de l'A.s.b.l. Jonk Entrepreneuren, a réuni entrepreneurs, acteurs politiques et économistes pour débattre de «la crise en Europe et au Luxembourg: analyses et opportunités».

La première demi-journée, axée sur l'analyse de la situation économique au Luxembourg, a permis aux acteurs économiques de s'exprimer sur l'état du pays après cinq années de crise: analyse de la situation actuelle, identification des enjeux et des menaces,

propositions d'actions. Le jeudi 7 février au matin, une mise en perspective européenne de la situation luxembourgeoise a été proposée au travers d'un débat sur la crise de la dette en Europe par deux économistes de renom, Hans-Werner Sinn et Christian de Boissieu.

■ La crise économique au Luxembourg: point de vue des dirigeants sur les défis et les opportunités

La crise économique au Luxembourg, qui s'est traduite par une croissance nulle au cours des cinq dernières années, s'ex-

plique en partie par la crise financière de 2008, mais également par de multiples constats tels que révolution numérique, entrée et impact économique de 12 nouveaux pays dans l'Union européenne en 2004 et 2007 et globalisation des marchés avec le renforcement de la position de la Chine. «Nous devons nous montrer plus offensifs. Il faut aller chercher la croissance où elle se trouve et faire revenir au Luxembourg les entreprises qui ont quitté le pays», a expliqué Etienne Schneider, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur. Les entreprises, qui se sont adaptées rapidement et ont développé leurs activités dans les pays émergents, ont maintenu voire renforcé leur positionnement. «Aujourd'hui, notre regard ne doit pas se porter que sur l'Europe», a ajouté Romain Bausch, directeur général et président du Comité de direction, SES.

Le contexte va continuer d'évoluer rapidement; le Luxembourg doit donc mettre en place les actions nécessaires pour répondre à ces défis. «Le Luxembourg sortira de la crise par le haut. Trois entrepreneurs sur quatre sont non-Luxembourgeois. C'est un atout pour notre pays qui est un véritable laboratoire européen. Les investisseurs viennent au Luxembourg pour sa fiabilité et la prévisibilité de son cadre légal et fiscal» a affirmé Pierre Gramagna, directeur général de la Chambre de Commerce. D'autres enjeux ont également été abordés: développer la productivité, assurer une gouvernance économique, renforcer la situation énergétique du Luxembourg et améliorer l'indépendance financière. Malgré tout, ces points ne doivent pas dissimuler d'autres problématiques telles que l'accessibilité au logement (dont le prix est trop élevé) et la nécessité d'infrastructures de transport adaptées pour faciliter la mobilité des travailleurs.

Une attention particulière a été portée au thème de l'éducation et de la formation. L'ensemble des intervenants s'est entendu sur le rapprochement entre formation et entreprises. «Il est primordial d'améliorer l'apprentissage entrepreneurial dès le plus jeune âge afin de garantir la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) au cours des prochaines années», a souligné Françoise Hetto-Gaasch, ministre des Classes moyennes et du Tourisme



Michel Wurth, président de l'UEL



Hans-Werner Sinn, président de l'Ifo Institut de Munich



L'édition 2013 des Journées de l'économie a réuni près de 500 participants: entrepreneurs, acteurs politiques et économistes



Christian de Boissieu, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne et au Collège d'Europe à Bruges, ancien président du Conseil d'Analyse Economique (2003-2012) et membre du collège de l'AMF et l'économiste Luc Henzig



Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de Commerce; Françoise Hetto-Gaasch, ministre des Classes moyennes et du Tourisme et ministre de l'Égalité des chances; Jeannot Krecké, ancien ministre de l'Économie et du Commerce extérieur qui a animé une table ronde avec des entrepreneurs luxembourgeois et Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg

et ministre de l'Égalité des chances. La ministre a également mentionné l'importance de l'accès au financement et au microcrédit. La création de PME doit être encouragée par un allègement des charges réglementaires.

■ La crise au Luxembourg et dans la zone euro: analyse comparée

Alors que le Luxembourg se distinguait du reste de la zone euro, le pays se retrouve aujourd'hui au milieu du peloton en termes de prévisions de croissance économique. Les questions de la soutenabilité des finances publiques, de la transformation du tissu industriel et de l'emploi sont des enjeux majeurs à aborder.

«Il existe des raisons d'espérer: la stabilité financière est maintenue et le pays reste attractif notamment pour les pays émergents qui tirent la croissance mondiale. En outre, le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication et de la logistique donnent des atouts au Luxembourg pour faire la différence», a affirmé Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg.

Dans une période où il est nécessaire de se poser les questions justes pour préparer l'avenir, Michel Wurth, président de l'UDEL, a présenté «2030. lu- Ambition pour le futur», une initiative citoyenne sur la vision du Luxembourg pour renforcer l'Attractivité, la Compétitivité et l'Efficacité. «La situation actuelle est acceptable mais de nombreux défis se posent. Nous avons

identifié cinq axes essentiels: qualité de vie, diversité, solidarité, indépendance financière et productivité. Ce diagnostic sera complété par une consultation large et ouverte via un portail d'échanges et se conclura par la publication d'un manifeste en automne 2013», a indiqué Michel Wurth.

■ Regards croisés franco-allemands sur l'avenir de l'Europe

La deuxième demi-journée fut aussi l'occasion pour le Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn, directeur du célèbre institut allemand Ifo, et Christian de Boissieu, professeur d'économie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, d'exposer leur différent point de vue sur l'avenir de la zone euro. Le Pr. Dr. Dres. h.c. Sinn est revenu sur la genèse de la crise de la zone euro avant de présenter ses propositions qui contrastent nettement avec la gestion actuelle de la crise. «La crise vient d'une abondance excessive de crédits dans les pays du sud de la zone euro. Cet excès a généré une inflation démesurée au Portugal, en Grèce ou encore en Espagne. Le résultat est qu'aujourd'hui ces pays souffrent d'un manque de compétitivité significatif par rapport à des pays comme l'Allemagne. Après la crise des sub-primes aux États-Unis, les investisseurs privés ont refusé de continuer à financer les dettes des pays considérés à risque dans la zone euro, ceux-ci n'ont dès lors plus su les financer. C'est ainsi que la crise de la

zone euro a démarré», a expliqué Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn. Selon le Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn, la Banque centrale européenne (BCE) a évincé le financement privé. Celle-ci est intervenue de façon croissante jusqu'à acheter elle-même des titres de dette des pays en crise. «La BCE outrepassa ses prérogatives. Elle réalloue la richesse des pays du Nord comme le Luxembourg, l'Allemagne et la Finlande vers les pays du Sud. Il n'y a que deux voies possibles pour restaurer la compétitivité des pays du sud de l'Europe sans provoquer une poussée inflationniste dans les pays du centre de la zone euro: soit les pays affectés sortent de l'union monétaire et dévaluent leurs nouvelles monnaies, soit ils y restent et acceptent de baisser leurs prix. Seule la sortie de l'euro peut être considérée comme une réponse viable. Plus nous attendons, plus les dettes de tous les pays en crise et les pertes des pays du centre de l'Europe augmentent», a-t-il ajouté.

Christian de Boissieu a modéré le discours tranché de son confrère, rappelant d'abord que l'euro n'est pas en crise. La monnaie européenne ne s'est pas dépréciée. Au contraire, elle reste la seconde monnaie de réserve internationale et l'Asie continue à détenir ses réserves en euro. Même s'il s'est accordé sur le fait que la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale et que des problèmes de convergence réelle persistent entre les membres de la zone, la priorité devrait être donnée à la mobilité du travail afin de donner plus de flexibilité à la zone euro. Une deuxième mesure devrait être de reformer le traité de Maastricht afin de ne pas contrôler seulement le niveau d'endettement des États mais aussi la dette privée. Pour Christian de Boissieu, la sortie de certains pays du sud, comme la Grèce ou le Portugal, de la zone euro n'est pas une bonne solution: «En quittant la zone euro, l'État, les entreprises et les ménages devraient rembourser leurs dettes libellées en euro; or la dévaluation de leur monnaie va automatiquement augmenter la charge de la dette, et ce dans des proportions insoutenables si la dévaluation atteint les 50 % comme préconisée par Hans-Werner Sinn. Au final: chute du pouvoir d'achat, récession et taux prohibi-

tifs sur le marché de la dette». La reprise durable de l'économie européenne se fera uniquement via une croissance durable de ces pays. Dans un environnement mondial compétitif, l'UE doit rester ouverte aux marchés et surveiller sa production industrielle, moins concurrentielle de par ses exigences en terme de

standards sociaux et environnementaux. Le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Etienne Schneider, a clôturé ces Journées de l'Economie en soulignant: «2012 a été une période de restructuration pour le Luxembourg. Si les réformes tiennent leur promesse en 2014, le redressement sera plus net.

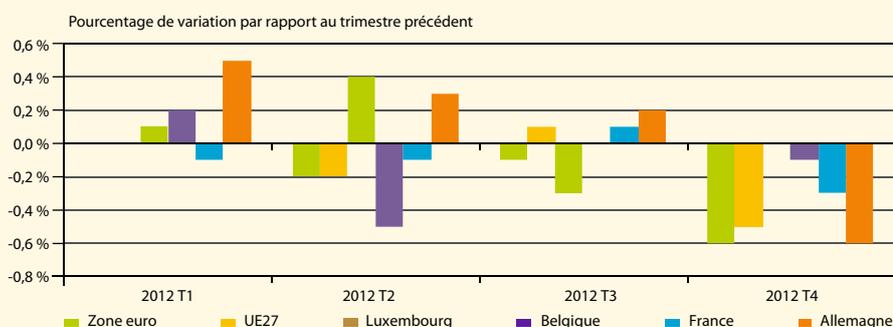
Le pays doit changer s'il veut rester ce qu'il est, et croyez-moi, il va changer.»

*Photos: 2013 Pricewaterhouse-Coopers, Société coopérative.
Tous droits réservés.
Communiqué par PwC*

Eurostat

La zone euro s'enfonce dans la récession

Evolution du PIB en volume basée sur des données corrigées des variations saisonnières



Au cours du quatrième trimestre 2012, le PIB a baissé de 0,6 % dans la zone euro (ZE17) et de 0,5 % dans l'UE27 par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Au cours du troisième trimestre 2012, les taux de croissance avaient été respectivement de -0,1 % et +0,1 %.

En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB corrigé des variations saisonnières a enregistré une baisse de 0,9 % dans la zone euro et de 0,6 % dans l'UE27 au cours du quatrième trimestre 2012, contre respectivement -0,6 % et -0,4 % au trimestre précédent.

Au cours du quatrième trimestre 2012, le PIB des Etats-Unis a été

stable par rapport au trimestre précédent (après +0,8 % au troisième trimestre 2012). Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le PIB des Etats-Unis a augmenté de 1,5 % (après +2,6 % au trimestre précédent).

Sur l'ensemble de l'année 2012, le PIB de la zone euro a diminué de 0,5 % et celui de l'UE27 de 0,3 %.

Le graphique ci-dessus montre l'évolution économique récente au Luxembourg, dans ses trois pays voisins, ainsi qu'en moyenne de la zone euro. En ce qui concerne le Luxembourg, les données relatives au quatrième trimestre ne sont pas encore disponibles. Au troisième trimestre 2012, le PIB luxembourgeois a accusé un repli de -0,3 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Il s'avère que, dans le groupe de comparaison, constitué par les moyennes européenne, celle de la zone euro, ainsi que des trois pays limitrophes, le Luxembourg a enregistré l'évolution la plus défavorable.




Équipements professionnels de nettoyage autotractés ou autoportés:
Autolaveuses, Balayeuses
Balayeuses-Laveuses
Aspirateurs

**SERVICE MULTIMARQUES
PIÈCES DE RECHANGE**

Équipements et matériel de manutention
Équipements de nettoyage
Équipements de traitement de déchets
Systèmes de rayonnages
Batteries et accessoires

Groupe AGRILUX S.A.

122, route de Diekirch • L-7220 Walferdange
Tél. +352 332716-231 • Fax +352 332710
e-mail: contact@agrilux.lu • www.agrilux.lu




**Presses à balles
Systèmes destructeur-presse
PET/UBC-Solutions, Presses à carton
Destructeurs de disques durs**

Blog économique: un an après



Quelque 800 personnes lisent chaque mois le blog du chef économiste de la Chambre de Commerce

Quelle différence existe-t-il entre l'endettement des ménages et l'endettement des Etats? Comment évolue la situation conjoncturelle au Luxembourg? Comment l'Europe a-t-elle pu sombrer dans une crise économique et financière et, surtout, comment peut-elle en sortir? Voici quelques questions auxquelles Carlo Thelen, chef économiste et directeur des Affaires économiques à la Chambre de Commerce, a essayé d'apporter depuis plus d'un an des éléments de réponse dans son blog économique.

Depuis février 2012, les lecteurs ont pu trouver sur www.carlothelenblog.lu des analyses, des réflexions et des informations dans un langage clair et concis qui ouvre le blog à un public qui ne se compose pas exclusivement d'experts en économie, mais bien à toute personne s'intéressant aux grandes questions économiques de notre époque.

Au total, 22 articles ont été publiés sur le blog économique depuis son lance-

ment et ces articles ont suscité 34 commentaires. Carlo Thelen se réjouit surtout de la qualité des commentaires émis en réaction aux articles publiés: «J'ai noté que la majorité des commentaires sur le blog émanait de personnes avisées et étaient très bien argumentés. Ces commentaires exigent évidemment des réponses élaborées, qui demandent parfois un certain temps de préparation. Cet échange avec les lecteurs du blog permet d'approfondir dans la section des commentaires un sujet, qui par définition ne peut l'être dans le corps de l'article, qui lui doit respecter une certaine longueur pour être lu par un maximum de personnes».

Si l'interaction et le dialogue avec le public ont été une des raisons qui ont motivé la décision de lancer un blog, la volonté d'animer le débat public en a été une autre. «Aujourd'hui le public est très bien informé et se pose des questions sur les implications des choix politiques et économiques qui sont pris au

Luxembourg, mais également en Europe et dans le reste du monde. Si l'information sur les questions économiques est omniprésente et facilement accessible, il n'existe malheureusement que peu de plateformes qui permettent de poser directement des questions sur un sujet donné. Avec le blog économique, mon équipe et moi essayons d'apporter une petite pierre dans l'édifice d'un vrai débat économique et politique sur les orientations futures du Luxembourg», explique Carlo Thelen, qui encourage les lecteurs à poser leurs questions et à publier leurs réactions et commentaires sur le blog. Un appel que soutient Patrick Ernzer, directeur communication et médias de la Chambre de Commerce: «Au-delà d'une certaine dimension didactique, qui se manifeste par un effort de vulgarisation des sujets traités, il est important de souligner qu'un blog apporte une liberté rédactionnelle pour discuter de thématiques qui n'entrent pas forcément dans l'activité quotidienne d'une institution comme la Chambre de Commerce. Le blog permet donc d'explorer, avec le public, des thématiques et pistes de réflexion qui peuvent dépasser le cadre parfois confiné des grands sujets traditionnellement discutés par la classe politique luxembourgeoise».

Au-delà de l'information et du dialogue avec les lecteurs, le blog poursuit un troisième objectif, qui est celui de la sensibilisation du public non averti aux grandes questions économiques. «L'idée est d'expliquer régulièrement dans un langage vulgarisé certains concepts et fonctionnements économiques afin de donner au lecteur la possibilité de s'approprier un savoir, qui lui permettra de mieux encore appréhender les grandes questions économiques», explique Carlo Thelen, qui se propose de publier à l'avenir davantage d'articles sur les concepts fondamentaux de l'économie. ■

Plus d'informations sur www.carlothelenblog.lu

Atelier de menuiserie design Constantin Jacques

Passionné par son métier, Constantin Jacques prend les rênes de sa menuiserie à 21 ans. Un pari un peu fou couronné de succès grâce au talent de toute une équipe, à l'esprit d'entreprise et à la volonté d'aller toujours de l'avant.

« Croire en son talent et oser l'innovation. »



L'avènement d'une passion

Lorsqu'il postule en 1994 pour un job d'étudiant à la Schräinerei Olivier Conrardy, Constantin Jacques a 15 ans et n'imagine pas qu'il vit le début d'une passion. La menuiserie est une découverte qui occupe rapidement tout son temps libre. En 1995, il se lance dans l'apprentissage du métier, puis entreprend un brevet de maîtrise en 1998. En 2001, Constantin Jacques a 21 ans et sait ce qu'il veut : se mettre à son compte comme artisan menuisier. Son brevet en poche, il reprend la Schräinerei Olivier Conrardy avec le soutien financier de la BIL.

Développer l'activité et oser l'innovation

Dès 2004, Constantin Jacques reprend la société Woodstock à Dippach. Un choix payant qui lui permet de disposer de la surface d'exposition qui lui manquait et d'enrichir son offre de meuble design avec des marques comme Stokke et Varier.

2009 marque un tournant. Constantin Jacques remet son organisation à plat et ose l'innovation. Avec l'embauche d'une architecte d'intérieur, secondée par un technicien spécialisé, l'entreprise est à même de concevoir, dès la phase de conception, des solutions sur mesure pour ses clients. L'équipe est capable de relever tous les défis et propose des combinaisons originales de matériaux traditionnels et alternatifs (bois, verre, acier, pierre, béton, Corian...).

Pour Constantin Jacques, il s'agit « d'une évolution réussie grâce à l'engagement de toute une équipe, à un esprit d'entreprise et au soutien de partenaires externes qui nous accompagnent et partagent leur expérience en matière de gestion des risques notamment ».

Une étape supplémentaire pour pérenniser l'activité

En 2011, la société se dote d'un nouveau nom à l'occasion de ses 10 ans : l'Atelier de menuiserie design Constantin Jacques.

En 2012, l'entreprise pérennise l'activité en rachetant l'ensemble du hall de production qu'elle louait jusque-là. Une étape cruciale qui a nécessité un accompagnement expert d'un partenaire financier connaissant parfaitement les besoins de l'entreprise et la réalité de son marché local.

Aujourd'hui, la société compte 12 collaborateurs motivés et prêts à relever tous les défis de leurs clients.

atelier de menuiserie design

constantin jacques



« Après avoir rencontré Monsieur Jacques et étudié son projet, nous avons été séduits par sa passion et avons fait confiance à ses capacités techniques et personnelles. Sur cette base, nous l'avons accompagné dans la reprise du fonds de commerce de la menuiserie » explique Michael Teixeira, Conseiller PME de la BIL.



Vous avant tout

Avec l'aide d'experts connaissant parfaitement votre marché, nous nous engageons à concevoir pour vous des produits élaborés et à développer des solutions novatrices répondant aux besoins des Corporates, PME, professions libérales et indépendants.



Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise

Par le biais de cette rubrique «Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise», la Chambre de Commerce souhaite familiariser les lecteurs du *Merkur* à l'évolution des indicateurs macro- et microéconomiques, tout en mettant en évidence le point de vue de ses ressortissants. La première partie de cette rubrique est consacrée aux principaux indicateurs macroéconomiques et aux prévisions qui s'y rattachent. L'évolution d'indicateurs conjoncturels, sur base mensuelle ou trimestrielle selon la disponibilité des données, est ensuite illustrée graphiquement dans une seconde partie. La troisième partie donne la parole à un chef d'entreprise qui présente son point de vue concernant l'environnement macroéconomique, en général, et son secteur d'activité, en particulier.

■ 1. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2010	2011	2012 (p)	2013 (p)
Croissance du PIB à prix constants (% de croissance en volume et montants absolus en millions EUR) ⁽¹⁾	2,9%	1,7%	0,5%	1,0%
	33,2	33,7	33,9	34,2
Taux de chômage	5,8%	5,6%	6,1%	6,5%
Emploi total intérieur (variation annuelle en %)	1,9%	2,9%	2,2%	1,3%
IPCEN (variation annuelle en %)	2,3%	3,4%	2,7%	1,8%
Capacité/besoin de financement (administration publique, % du PIB)	-0,8%	-0,3%	-2,0%	-1,4%

Sources: STATEC, Comptes nationaux/STATEC, Note de conjoncture 3/2012/Calculs Chambre de Commerce.

Remarque: (1) Le PIB à prix constants, réel ou en volume est la valeur du PIB en tenant compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. En effet, on ne peut pas savoir uniquement en observant le PIB nominal (en valeur) si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Votre entreprise au Luxembourg?

Nous avons vos futurs locaux.


RICHET
GESTION IMMOBILIÈRE

Bien s'implanter au Luxembourg



SOLARWIND DISPONIBLE DE SUITE

Surfaces modulables
de 17 à 100 m²

ALTO DISPONIBLE DÈS MARS

Surfaces modulables
de 10 à 200 m²

Tél.: +352 39 59 22-1

DÉCOUVREZ TOUS NOS BÂTIMENTS DE BUREAUX SUR NOTRE SITE INTERNET: WWW.RICHET.LU

RICHET Gestion Immobilière S.A. | 9, route des Trois Cantons | L-8399 WINDHOF | info@richet.lu

2. Repères conjoncturels pour l'économie luxembourgeoise

Graphique 1 – Evolution du cours du baril de Brent à Londres



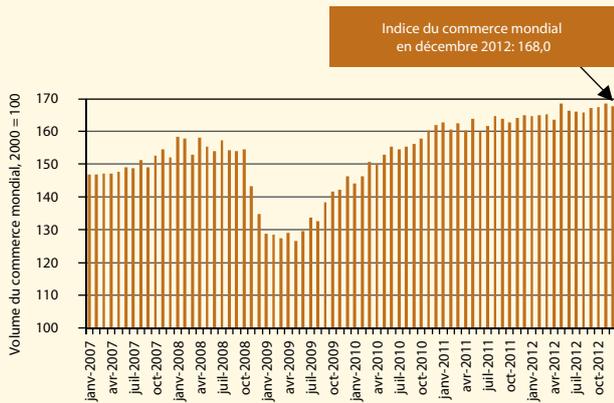
Source: www.zonebourse.com

Graphique 2 – Evolution de la parité EUR/US Dollar



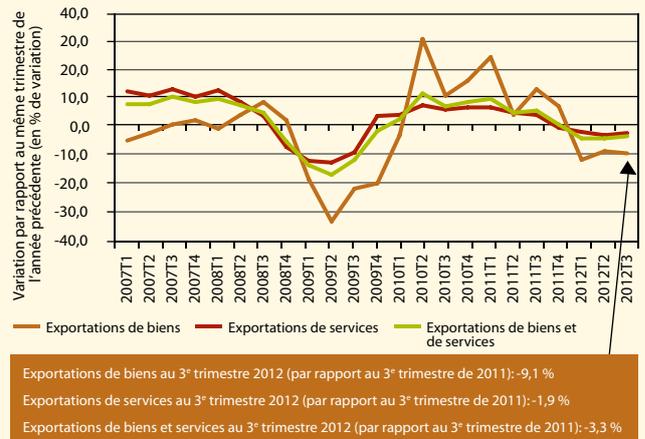
Source: www.zonebourse.com

Graphique 3 – Evolution mensuelle du commerce mondial



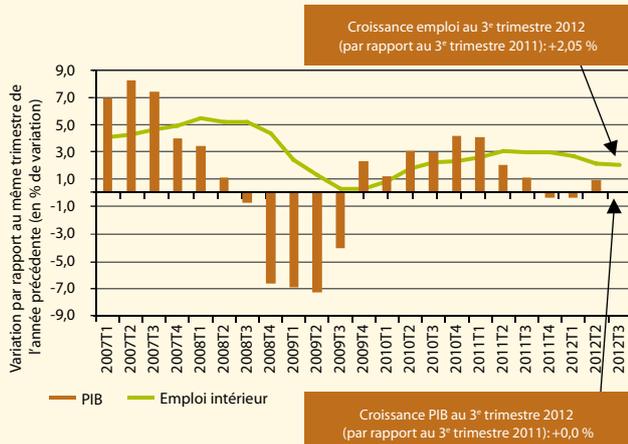
Source: Centraal Planbureau (Pays-Bas)

Graphique 4 – Evolution trimestrielle des exportations de biens et de services



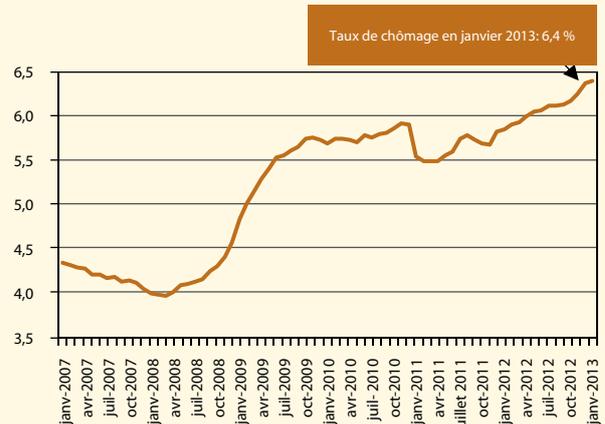
Source: STATEC

Graphique 5 – Evolution trimestrielle du PIB et de l'emploi intérieur



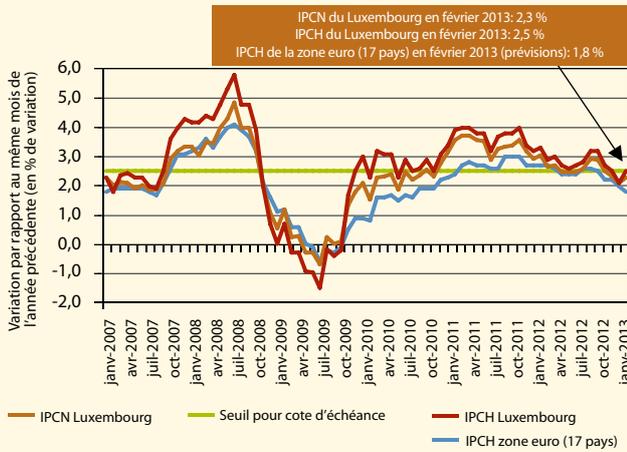
Source: STATEC

Graphique 6 – Evolution mensuelle du taux de chômage (au sens strict désaisonnalisé)



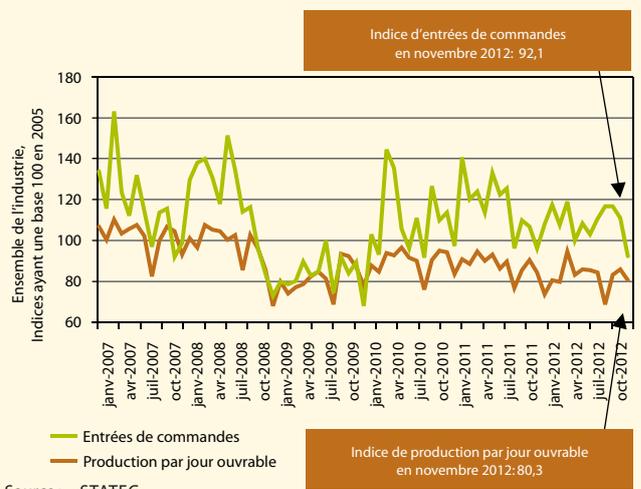
Source: STATEC

Graphique 7 – Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

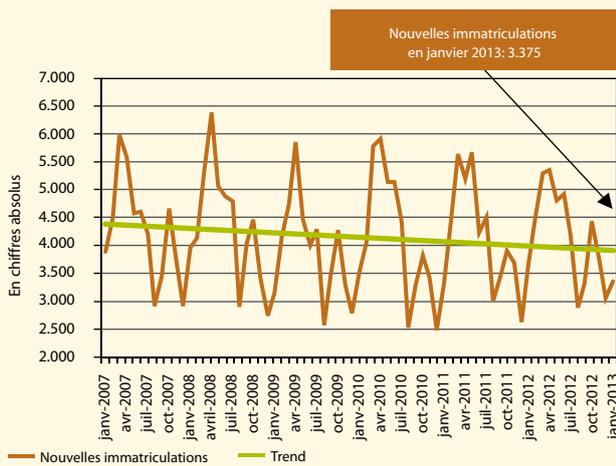


Sources : STATEC, Eurostat

Graphique 8 – Evolution mensuelle de la production industrielle par jour ouvrable et des entrées de commandes

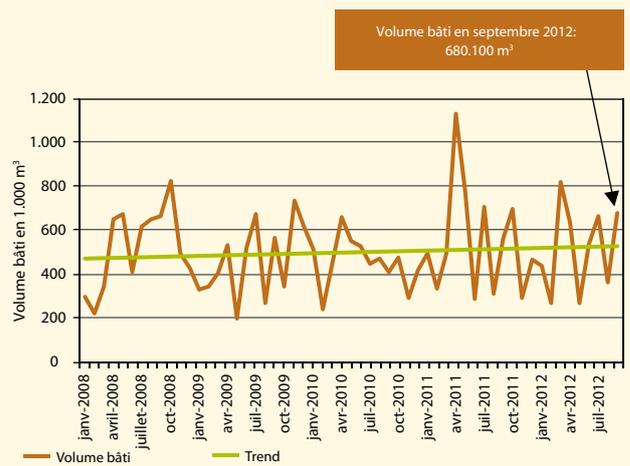


Graphique 9 – Evolution mensuelle des nouvelles immatriculations de voitures particulières et à usage mixte neuves



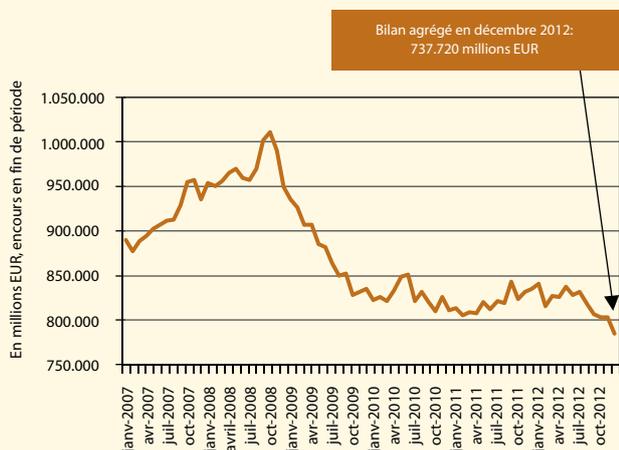
Source : STATEC

Graphique 10 – Evolution mensuelle des autorisations de bâtir



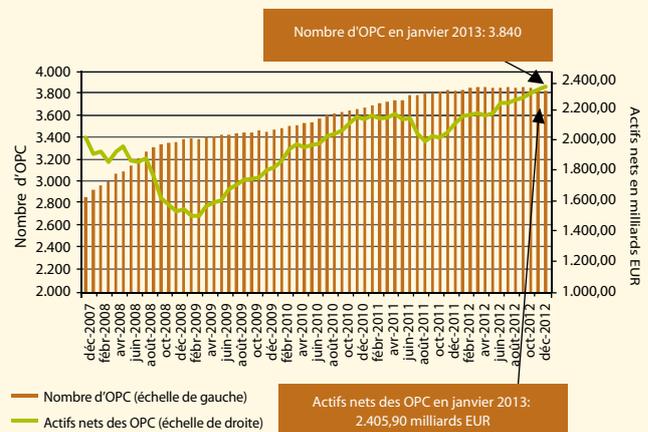
Source : STATEC

Graphique 11 – Evolution mensuelle de la somme bilantaire des établissements de crédit



Source : BCL

Graphique 12 – Evolution mensuelle du nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de leurs actifs nets



Source : CSSF

Parole à un chef d'entreprise: Marianne Welter

■ Focus sur l'appréciation personnelle du chef d'entreprise

Pour chacun des indicateurs, Marianne Welter a précisé, sur une échelle allant de 1 (situation totalement insatisfaisante) à 5 (situation excellente), sa perception des performances actuelles des différents indicateurs sous revue ainsi que ses perspectives en termes d'évolution de la situation conjoncturelle.

■ Focus sur le secteur du transport

La crise économique qui perdure depuis plus de quatre ans n'a pas épargné le secteur du transport de marchandises. Même si des lueurs d'espoir sont apparues durant les deux dernières années, la situation du secteur reste très tendue.

Dans un environnement hautement concurrentiel au niveau international, ce sont les coûts salariaux qui pèsent lourdement sur notre compétitivité, surtout par rapport aux pays de l'est, raison pour laquelle bon nombre d'entreprises délocalisent une grande partie de leurs activités de transport international dans ces pays.

Le prix du carburant reste toujours élevé et la réglementation sociale actuellement en vigueur ne facilite pas la tâche. Les normes environnementales pour le matériel roulant font que le prix d'un camion EURO6 va augmenter de près de 15 % par rapport à la norme précédente. Dans les pays limitrophes, de tels investissements sont subventionnés, mais pour l'instant rien n'est prévu au Luxembourg. De plus, les gouvernements sont très créatifs en ce qui concerne les taxes routières.

Bien que nous connaissions actuellement une certaine stabilité des prix de transport, les frais ne cessent d'augmenter tendanciellement. Ainsi, les marges tendent vers zéro ce qui laisse très peu de possibilités pour de nouveaux investissements, pourtant nécessaires à la survie d'une entreprise.

Il est important pour l'avenir d'avoir une plus grande flexibilité au niveau du droit du travail et une modération salariale pour rétablir la compétitivité de nos entreprises. ■



Viviane et Marianne Welter –
Directrices générales – Arthur Welter Transports

Indicateurs	Situation actuelle	Prévisions
Croissance du PIB	3	2
Taux de chômage	3	2
Emploi total intérieur	3	2
Inflation	3	3

WIRTSCHAFTSAUSKÜNFT FORDERUNGSEINZUG

Unternehmensspezifische
Lösungen für ein
erfolgreiches Risk-
Management

Creditreform Luxembourg SA
Tel. 00 352 263460-1
Fax 00 352 263460-50
e-mail info@creditreform.lu

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX RECouvreMENT DE CRÉANCES

Solutions spécifiques pour améliorer le
risk-management de votre entreprise

seit/depuis 1879

Creditreform

Unternehmen Sie nichts ohne uns



■ Appréciation de la situation conjoncturelle par Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de Commerce



Le contexte macroéconomique international a poursuivi son redressement. La reprise des échanges aux Etats-Unis et au Japon est encourageante, bien que la politique japonaise consistant à relancer son économie en soutenant les exportations par une monnaie dévaluée risque de se faire au détriment des autres pays, qui à leur tour pourraient être amenés à dévaluer leur monnaie. La notion de « guerre des devises généralisée » a été utilisée à plusieurs reprises ces dernières semaines.

L'Europe continue à souffrir des suites de la crise. En 2012, le PIB de la zone euro a reculé de 0,5 %, une piètre performance comparée à l'évolution macroéconomique des autres grands blocs économiques au niveau global. Les résultats des élections législatives italiennes ont également inquiété les marchés financiers. Ces dernières pourraient déboucher sur une nouvelle période d'instabilité politique en Italie et l'agence Fitch a abaissé la notation de l'Italie en conséquence. Le récent abaissement de la note de crédit du Royaume-Uni par Moody's est un autre signe négatif, l'agence évoquant la faiblesse des perspectives de croissance de l'économie britannique à moyen terme. En ce qui concerne la France, ses faibles performances en termes de compétitivité et ses écarts budgétaires inquiètent.

Alors que la production industrielle a augmenté de 0,7 % dans la zone euro en décembre 2012 par rapport au mois de novembre, cette dernière a connu une croissance de 2,4 % au Luxembourg. Or, il est trop tôt pour y voir le signe d'une reprise durable, d'autant plus que la production industrielle a chuté de 5,3 % en 2012. L'enquête de conjoncture menée dans l'industrie au cours du mois de février indique que le carnet de commandes reste globalement insuffisant (selon 67 % des entrepreneurs interrogés).

Le secteur de la construction voit également sa production se réduire de 5,3 % sur l'ensemble de l'année 2012. L'enquête de conjoncture menée dans le secteur de la construction, pour le mois de février 2013, indique que près de la moitié des entrepreneurs interrogés (48 %) estime que l'activité diminue, en raison notamment des conditions climatiques mais également en raison d'une insuffisance de la demande, facteur plus inquiétant. 44 % des chefs d'entreprises estiment que leur carnet de commandes est faible.

S'agissant du secteur financier, alors que le volume des actifs nets des OPC est en augmentation de 14,6 % sur un an au mois de janvier 2013, les primes d'assurance encaissées ont progressé d'environ 40 % sur l'ensemble de l'année 2012. Les perspectives au niveau de la banque privée ne sont pas favorables, dans un contexte marqué par des modifications législatives au niveau européen susceptibles de freiner le développement des places financières.

Bien que la 49^e édition de l'Autofestival se soit achevée avec une légère baisse de fréquentation, le marché automobile semble résister à la crise. 3.072 voitures ont ainsi été immatriculées en décembre 2012, contre 2.642 en décembre 2011, soit une hausse de 16,3 %.

Besoin d'infrastructures pour vos conférences ?

6.500 m² modulables, un véritable espace de travail adaptable à la dimension de vos conférences et réunions. Idéalement placée au Kirchberg, au cœur du quartier d'affaires, la Chambre de Commerce vous offre un cadre prestigieux doté d'outils technologiques récents pour faire de vos événements un véritable succès.

- 4 grandes salles de conférences
- 36 salles de formation
- 650 places de parking privé

Chambre de Commerce
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
Tél.: + 352 42 39 39 - 240
events@cc.lu
www.cc.lu



A community for business angels and entrepreneurs

LOOKING FOR INVESTORS

Claudine, 28, ambitious and creative is looking for serious businessmen or businesswomen to believe in her ideas and to invest and finance her business plan.
Contact: www.lban.lu

LOOKING FOR ENTREPRENEURS

Bernard, 52, a serious businessman with a great reputation is looking for young start-ups who have promising ideas with a well-thought business plan to invest in.
Contact: www.lban.lu

DECHMANCOMMUNICATION

Do you have great business ideas, but not the means to realise them ?
Or are you an investor who has the financial background to help great business ideas become real ?

If so, join the Luxembourg Business Angel Network. LBAN is a non-profit organisation dedicated to promoting angel investing and supporting early-stage investments in Luxembourg. LBAN strives to create an ecosystem that helps support industry by bringing together private investors, early-stage funds and promising entrepreneurial ventures. With its direct links to Government, LBAN ensures that the requirements of companies seeking for early-stage investments are not only heard but acted upon. LBAN is driven by a board of high-calibre individuals from within the industry and is supported by the Luxembourg Chamber of Commerce.



LUXEMBOURG
BUSINESS ANGEL NETWORK

Luxembourg Business Angel Network
 7, rue Alcide de Gasperi
 Luxembourg-Kirchberg
 +352 42 39 39 - 346
 lban@cc.lu - www.lban.lu



Citylogistics: le challenge de demain?



La Chronique d'Alain Krecké, Senior Cluster Manager du Cluster for Logistics

Dans les années 90, toutes les grandes villes européennes avaient déjà des projets pour faciliter les livraisons de marchandises dans les centres-villes. Toutefois, les transporteurs n'étaient pas encore confrontés aux problèmes actuels de congestion des centres-villes, ni aux aspects environnementaux actuels. L'absence de ces deux prémisses de base, couplées au refus de certains transporteurs de participer au modèle optimisé de distribution, impliquait l'échec inévitable du projet. Pourtant, le concept de base était simple: au lieu de livrer individuellement les marchandises dans les villes, chaque transporteur ou société de production groupe leurs envois dans un centre de cross-dock appelé «Cityterminal». Ces produits sont ensuite acheminés dans le cadre de tournées de livraison optimisées. Ainsi, les marchandises de tous les producteurs et transporteurs sont regroupées selon un plan de transport permettant de réduire le nombre total de véhicules utilisés.

Malgré des subventionnements financiers étatiques ou locaux, la majeure partie du projet a été abandonnée en raison de bilans financiers négatifs. Les synergies dégagées par la consolidation du fret ne compensaient pas les coûts supplémentaires induits par le groupage et dégroupage au «Cityterminal» et ne permettaient pas de développer un système économique viable. Le manque de vision à long terme des opérateurs logistiques et une concurrence sur la livraison à l'intérieur des villes en étaient la cause.

Aujourd'hui, les problèmes croissants de congestion dans les villes et les contraintes environnementales posés par la livraison terminale en centre-ville, obligent les villes et les opérateurs logistiques à reconsidérer leur stratégie à long terme. En même temps, la structure du commerce de détail a fortement évolué. De plus en plus de commandes sont passées via Internet et les stocks des maga-

sins de détails sont souvent limités en raison du coût élevé des baux de commerce. La logistique urbaine est très complexe et évolue rapidement. Les fonctions de la distribution doivent être identifiées sous des perspectives géographiques, politiques et logistiques.

Perspectives géographiques:

Au milieu des années 90, la population mondiale comptait environ 5 milliards d'habitants, contre 7 milliards aujourd'hui et 9 milliards en 2050, selon les prévisions. Actuellement 50 % de la population mondiale vit dans vingt mégapoles, dont une dizaine se trouve en Asie. En 2050, 6,3 milliards de personnes, soit 70 % de la population mondiale, vivront dans les grandes agglomérations mondiales. Les problèmes environnementaux dus aux émissions de gaz toxiques seront inévitables. Par ailleurs, suite à la congestion des voies de circulation avec un nombre croissant de véhicules qui induira des coûts financiers importants et une qualité de vie moindre, la mobilité urbaine s'en trouvera fortement réduite. Cette vision alarmante est-elle inévitable ou est-ce l'indication d'une mauvaise gestion de la planification urbaine? Une logistique urbaine intelligente peut mener à réduire l'impact de nuisance et accroître la qualité de vie urbaine.

Perspectives politiques:

Contrairement aux années 90, la notion de développement durable devient de plus en plus importante non seulement aux yeux des consommateurs, mais également dans le choix des prestataires logistiques par les industriels. Les autorités politiques demandent aux opérateurs logistiques de revoir leur mix de transport et demandent aux transporteurs de réduire leurs émissions de CO₂ dans un concept global de mobilité. Cette mobilité sera cruciale pour le développement des agglomérations, car sans celle-ci, un développement des centres d'affaires dans les villes sera impossible, surtout dans le contexte d'une société plus orientée vers les services que vers l'industrie, notamment en Europe.

Le Luxembourg accueille tous les jours quelque 150.000 frontaliers et est évidemment très sensible aux problématiques liées à la mobilité. La compétitivité et le bien-être du pays dépendent largement d'un système de mobilité permettant aux personnes et aux marchandises de circuler aisément tout en évitant une congestion des voies d'accès dans les centres-villes. Nous voulons tous bénéficier d'une mobilité sans limite, commander des biens en ligne et être livrés dans les meilleurs délais. Dans un contexte de croissance des activités professionnelles et commerciales, il faudra faire des choix pour faire coexister le trafic de personnes et le trafic des biens sur les mêmes infrastructures.

Perspectives logistiques:

En tenant compte des données logistiques de bases ci-dessous, il devient vite évident qu'il faudra trouver des solutions alternatives aux systèmes de livraison actuels:

Modal split EU 27	Trafic %
Route	90,5 %
Rail	8,7 %
Navigation fluviale	0,7 %
Voie aérienne	0,1 %

Source: eurostat

Distance	Trafic %
0-50 km	57 %
51-100 km	13 %
101-150 km	7 %
151-500 km	18 %
> 500 km	5 %

Source: bmvbs.de

Il apparaît clairement qu'il n'y a pas de vraie alternative à la livraison par route des marchandises sur le trajet des *last miles*, notamment dans les centres-villes. Ainsi les pouvoirs publics doivent préparer avec les opérateurs logistiques des concepts futurs, afin de réduire la nuisance induite par l'accroissement du trafic des marchandises, et augmenter ainsi la qualité de vie dans les villes.

Les problèmes liés à la distribution urbaine sont clairement indentifiables:

- Le volume des livraisons en ville tend à augmenter:
 - Augmentation des activités de services,
 - Réduction du volume moyen des livraisons,
 - Réduction des surfaces de stockage,
 - Augmentation du E-commerce.
- Concurrence sur les infrastructures:
 - Avec le trafic professionnel,
 - Embouteillages et manque d'espaces de stationnement pour les livraisons,
 - Nuisances environnementales dues au bruit et aux émissions.
- Inefficacité des livraisons actuelles:
 - Taux de remplissage moyen insuffisant des camions,
 - Contraintes temporelles de livraison de plus en plus limitées,
 - Attentes des livraisons suite aux livraisons multiples,
 - Présence d'acteurs nationaux et internationaux multiples.

Un concept de logistique urbaine, avec un centre de *cross-dock* à la périphérie des villes et un réseau de distribution commun avec des véhicules hybrides et/ou électriques, permettrait certainement d'améliorer les problèmes ci-dessus, mais demandera également de revoir toute la chaîne logistique de distribution urbaine en intégrant:

- les contraintes politiques
- des systèmes de transports intelligents
- de nouveaux concepts opérationnels

Contraintes politiques:

Plus les risques de congestion urbaine seront élevés, plus les autorités locales seront dans l'obligation d'implémenter des mesures visant à réduire le nombre de véhicules sur les routes, en particulier durant les heures de pointe. Il faudra que les pouvoirs publics incitent les différents acteurs à collaborer et soutiennent ces derniers dans la mise en place d'une logistique urbaine respectueuse de l'environnement. Ceci notamment en matière d'énergie alternative par le biais de l'utilisation de camions électriques ou fonctionnant au *LNG* à l'instar de ce qui se passe dans le domaine des transports publics de personnes.

Systèmes de transport intelligent:

Des systèmes de transport intelligents devront être développés pour faire face à l'augmentation du trafic des personnes et des marchandises. Des mesures de gestion dynamique du trafic devront être mises en œuvre: régulation dynamique des vitesses (qui permet d'optimiser les débits écoulés sur l'infrastructure), interdiction de dépassement sur l'autoroute pour les poids lourds en fonction de la densité de la circulation, utilisation de la bande d'arrêt d'urgence sur les autoroutes durant les heures de pointe, information en temps réel aux utilisateurs des infrastructures avec des solutions alternatives pour éviter les bouchons.

Concepts opérationnels:

La pierre angulaire du succès d'un concept de distribution urbaine viable est le volume des livraisons à effectuer dans le centre-ville des zones urbaines. Le volume permettra d'optimiser les tournées et donc de réduire les coûts de transport, afin de couvrir les frais supplémentaires induits par le terminal centralisé de livraison urbaine. De même, ce volume définira la réduction du niveau de nuisance induit par les véhicules de livraison actuellement utilisés.

A cet effet, tous les acteurs effectuant des livraisons urbaines doivent être impliqués dans les concepts de distribution urbaine: le commerce de détail pour les livraisons dans leurs magasins, les distributeurs de paquets et les transporteurs effectuant des tournées urbaines pour le compte de leurs clients nationaux et internationaux. Les réseaux de distribution de paquets joueront un rôle de plus en plus important dans la distribution urbaine. Ce phénomène est lié au changement de comportement

d'achat des consommateurs qui effectuent spontanément leurs achats en ligne et demandent des livraisons en petites quantités dans des délais de plus en plus courts.

Par ailleurs, les prestataires logistiques retenus par les grands expéditeurs sont sélectionnés en fonction de leur possibilité à présenter un bilan carbone en accord avec les objectifs politiques définis par les autorités. Les opérateurs se refusant à intégrer des projets logistiques urbains risquent de se voir pénalisés par leurs clients, suite à une détérioration du bilan carbone de ces derniers.

Certes, le Luxembourg n'est pas une mégalopole et est loin de le devenir. Toutefois, la situation particulière du Luxembourg comme pays de transit et comme pays ayant un grand flux de frontaliers venant travailler au Luxembourg demanderont à revoir le concept de livraisons

urbaines. Le centre logistique Bettembourg-Dudelange à équidistance entre les deux villes principales luxembourgeoises, Luxembourg et Esch-Alzette, pourrait être utilisé comme «Cityterminal» pour les envois destinés à ces deux villes. Un tel terminal pourrait être opéré par les transporteurs locaux et s'ouvrir aux transporteurs régionaux et aux transporteurs en transit, afin de capter des volumes destinés aux centres-villes et éviter ainsi à un nombre important de camions d'entrer dans les villes pour effectuer leurs livraisons.

Une coopération entre les pouvoirs publics et les opérateurs du terminal permettrait de réduire les nuisances dues aux livraisons en centre-ville et d'optimiser l'utilisation des infrastructures tout en augmentant la qualité de vie et en créant de nouveaux emplois. ■

GLOSSAIRE:

- (1) **Cross docking** (ou transbordement): Plate-forme de groupage-dégroupage sans vocation de stockage qui fonctionne en général sur des fenêtres horaires réduites: arrivées de marchandises des points fournisseurs, regroupement des différentes composantes destinées à un client et expédition des commandes complètes quelques heures plus tard.
- (2) **Last mile** (ou logistique du dernier kilomètre): Ce terme définit dans le domaine du commerce électronique la problématique de la distribution à domicile.
- (3) **LNG** (liquefied natural gas) (ou GNL: gaz naturel liquéfié): Le GNL désigne le gaz naturel transformé sous forme liquide. Cet état est atteint lorsque le gaz est refroidi à une température d'environ -161°C à pression atmosphérique. Après traitement, la liquéfaction permet de condenser le gaz naturel en GNL en réduisant son volume d'un facteur de près de 600 pour un même pouvoir calorifique, ce qui facilite son transport par voie maritime. Le GNL est essentiellement constitué de méthane (à plus de 90 %). C'est un liquide inodore, sans couleur, non corrosif et non toxique. ■

Save the date

Logistics Business Forum 2013:

Monday, May 13th 2013 from 10 a.m. until 7 p.m.

The Logistics Business Forum 2013, a fully customer-oriented event with an emphasis in the logistics for the development of Luxembourg as a logistics hub will be hosted at the Chamber of Commerce in Luxembourg-Kirchberg (indoor parking facilities) and will take place within one day.

The concept of this annual event is constantly evolving to make the Logistics Business Forum 2013 even more attractive to skilled professionals issued from the logistics sector and to make it a true place of exchange between operators and shippers.

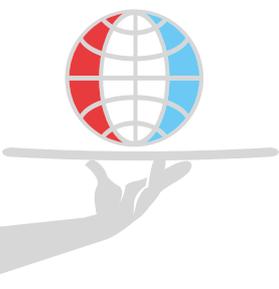
Conferences will cover major international logistics topics.

Throughout the day, counters will be provided for members of both clusters to allow meetings with their visitors. A list of all attending members will be communicated to the visitors to allow them to set individual appointments.

And as always, a major emphasis will be placed on networking!

The finalized program will be available soon on www.cc.lu, www.clusterforlogistics.lu and www.cluster-maritime.lu. ■

Luxembourg : when location matters



**Global logistics.
Tailor-made solutions.**



www.clusterforlogistics.lu



www.cluster-maritime.lu

Projets soumis pour avis à la Chambre de Commerce

Nous reproduisons en annexe les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux dont la Chambre de Commerce a été saisie pour avis. Une copie intégrale des projets sous rubrique peut être obtenue sur simple demande auprès de la Chambre de Commerce, tél.: (+352) 42 39 39-354/332 et peut être téléchargée sur le site www.cc.lu (rubrique «Avis»).

■ Ministère du Développement durable et des Infrastructures – Département de l'Environnement

Projet de loi

- a) relative aux émissions industrielles
- b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 portant application de la directive 2001/80/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion.

Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 4 juin 2001 portant

- application de la directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations
- modification du règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés.

Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 19 décembre 1989 relatif aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane.

Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2002 concernant l'incinération des déchets. (4083WMMR/MST)

■ Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur

Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers. (4084WMMR)

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifiée du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins. (4088AAN)

Projet de loi relatif à l'archivage électronique et modifiant la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

Projet de règlement grand-ducal relatif à la dématérialisation et à la conservation de documents. (4089ZCH)

■ Ministère des Finances

Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. (4085ZCH/AAN)

Projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises en exécution de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit. (4100AAN)

■ Ministère d'Etat

Projet de loi relative à l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration. (4090SBE)

Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social. (4102ZCH)

■ Ministère de l'Intérieur et de la Grande Région

Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1^{ère} phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3. (4093MST)

Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schiffange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'Etat à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration. (4094MST)

■ Ministère du Travail et de l'Emploi

Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises. (4092SBE)

■ Ministère de la Justice

Projet de loi relative au droit de la faillite. (4095TAN)

■ Ministère d'Etat – Médias et Communications

Projet de loi 6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

- 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
- 2) la loi modifiée du 136 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel. (4096WMMR/EPT)

Projet de loi 6534 portant approbation de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le gouvernement de la Confédération Suisse» et de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le gouvernement de la République d'Irlande». (4097WMMR/EPT)

■ Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Projet de règlement grand-ducal ayant pour objet

1. de fixer le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours d'intérêt général organisé par le Service de la formation des adultes et
2. de modifier le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2000 ayant pour objet
 - 1) de fixer les modalités des contrats conventionnant des cours pour adultes et les conditions d'obtention d'un label de qualité et d'une subvention
 - 2) de créer une Commission Consultative à l'Education des Adultes. (4098HIR/TRO)

■ Ministère du Logement

Projet de loi portant modification d'une subvention de loyer et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. (4099CCH)

■ Ministère de la Sécurité sociale

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension. (4101SBE)



A la recherche de réponses ?

Le Portail Entreprises vous offre des informations complètes sur la création et la gestion courante des entreprises au Luxembourg, ainsi qu'un accès en ligne aux démarches administratives.





15 mars-15 avril: Mois de la prévention de l'arnaque

Votre signature peut vous coûter cher!

Comme chaque année, à cette époque, le Grand-Duché de Luxembourg participe au mois de prévention de l'arnaque, opération de sensibilisation menée au même moment dans plus de quarante pays. Participez activement à la prévention de l'arnaque en échangeant avec d'autres vos bonnes ou mauvaises expériences.

Combien d'argent êtes-vous prêt à perdre cette année par manque de vigilance lors de la signature d'un document que vous n'aurez pas lu entièrement? Malgré les mises en garde répétées, un grand nombre de personnes qui résident ou travaillent sur notre territoire sont encore victimes d'arnaques.

Parmi les tentatives d'arnaques et arnaques qui ont touché le Luxembourg en 2012, il faut signaler outre les lettres dites kenyanes ou nigériennes, les gains à de fausses loteries et les courriers relatifs à de faux héritages:

L'arnaque au répertoire professionnel qui consiste en une invitation à mettre à jour ou à insérer ses données dans un

annuaire professionnel. L'engagement à payer des frais d'inscription prohibitifs sur plusieurs années (le coût moyen dépasse souvent 4.000 euros) figure le plus souvent en petits caractères en bas de page. C'est l'arnaque qui suscite le plus de plaintes ou de demandes d'informations et qui a fait, au cours des années, des centaines de victimes sur notre territoire. Elle peut se présenter sous différentes formes (répertoire papier ou répertoire électronique) et n'en finit pas de se perfectionner. La présentation ambiguë de certaines sollicitations peut laisser croire qu'il s'agit d'une simple vérification d'adresse ou même dans certains cas d'une résiliation de contrat alors qu'en fait le professionnel est amené à signer

une commande ferme. Ces contrats sont souvent assortis d'une clause de tacite reconduction, à défaut de manifester sa volonté de mettre fin au contrat dans un délai donné.

La fausse facture prend l'apparence d'une première facture ou d'un rappel laissant supposer l'existence d'un contrat inexistant. Le paiement de cette facture entraîne l'acceptation de l'offre. La facture fantôme en est une variante, elle consiste en une offre déguisée sous forme de facture avec la mention en petits caractères: «ceci n'est pas une facture mais une proposition». Elle se rapporte à des services ou des biens qui n'ont jamais été fournis. L'escroc espère que cette facture sera payée par mégarde par

le service administratif ou comptable de l'entreprise, ce qui arrive régulièrement.

Le phishing est une tentative de dérober les mots de passe de comptes bancaires ou numéros de cartes de crédit pour détourner des fonds en se faisant passer pour votre banque ou pour un organisme bien connu.

Le slamming ou arnaque au nom de domaine se pratique par le biais d'un faux avis de renouvellement d'enregistrement du nom de domaine, par la vente de noms de domaine, par l'inscription dans un faux registre ou annuaire. L'escroc qui a repéré les noms de domaine qui arrivent prochainement à expiration incite les détenteurs à renouveler leurs abonnements auprès de son entreprise, sous peine de voir disparaître les noms de domaine concernés. Les montants réclamés sont très importants.

Le faux enregistrement de marques, dessins et modèles se pratique par une invitation à acquitter un montant souvent démesuré pour l'enregistrement ou le renouvellement d'une marque, d'un dessin ou d'un modèle. Comme les registres reprenant ces informations sont publiques, certains prestataires/escrocs proposent l'inscription dans des registres privés par le biais de messages non sollicités ou de fausses factures aux titulaires des droits. Cette inscription n'est toutefois nullement liée aux services officiels fournis par des organismes publics.

Pour obtenir votre signature immédiate, il peut être fait recours à un harcèlement téléphonique plus ou moins intensif. En cas de non paiement, des pressions peuvent être exercées sous forme de mise en demeure soit par l'entreprise arnaqueuse, soit par une entreprise spécialisée dans le recouvrement de créances.

Dans certains cas, il est proposé à la victime de sortir du contrat en échange d'un montant forfaitaire souvent élevé.

■ **Soyez prudents et attentifs!**

Vérifiez toujours l'identité exacte de votre correspondant, coordonnées comprises! Stoppez immédiatement tout entretien qui vous met mal à l'aise! En général, abstenez-vous de discuter avec des inconnus qui tentent de vous vendre des biens ou des services dont vous ne voulez pas, car ils ont suivi des cours pour apprendre à vaincre vos réticences!

Avant de signer quoi que ce soit, lisez l'entièreté du document et ne vous fiez pas à la présentation qui vous en a été faite oralement!

Évaluez l'intérêt de la proposition, faites un rapide calcul coût/bénéfice!

Ne communiquez pas vos données personnelles ou bancaires à des inconnus, surtout s'ils insistent pour que vous le fassiez en vue d'obtenir un éventuel gain!

Prenez le temps de réfléchir; plus le vendeur est pressant, plus l'affaire devient louche!

Si vous êtes consommateur:

N'acceptez pas les sollicitations de commandes ou le colportage! Les arnaqueurs ne sont pas prêts à appliquer les délais de rétractation et les garanties prévus dans différentes lois; ils encaissent et disparaissent, ou refusent tout autre contact avec leur victime.

N'hésitez pas à signaler toutes les arnaques et tentatives d'arnaques à la police ou à porter plainte auprès du Parquet!

Informez-vous auprès de l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) pour les arnaques ou tentatives

d'arnaque en provenance du Luxembourg et auprès du

Centre européen des consommateurs (CEC) pour les arnaques ou tentatives d'arnaque venant de l'étranger!

Si vous êtes professionnel:

Sachez que les commerçants, artisans et professions libérales restent la cible privilégiée d'arnaques de différentes natures et qu'il est donc impératif de savoir reconnaître une tentative d'arnaque et de porter plainte si nécessaire!

Rappelez-vous, cependant, que la jurisprudence luxembourgeoise fait une différence entre «des consommateurs peu avertis du monde du commerce» et des professionnels! Ce qui peut être qualifié d'escroquerie ou de tentative d'escroquerie vis-à-vis d'un consommateur ne le sera pas nécessairement si c'est vous, le professionnel, qui vous en déclarez victime.

Pour toute tentative d'arnaque ou arnaque, ou en cas de doute, adressez-vous à votre Chambre ou Fédération professionnelle ou au Service des pratiques commerciales du ministère des Classes moyennes et du Tourisme pour être conseillé! Le réseau ICPEN-RICCP et le Parquet seront tenus informés des nouveaux cas afin de pouvoir prendre d'éventuelles mesures.

L'ICPEN-RICPC (Réseau International de Contrôle et de Protection des Consommateurs), dont fait partie le Luxembourg depuis sa création en 1992, concentre, depuis huit ans déjà, ses efforts sur la prévention des arnaques, en sensibilisant le public au même moment dans plus de quarante pays répartis sur les cinq continents.



Avez-vous des difficultés pour introduire la déclaration à la TVA en Belgique ou en Allemagne?
Profitez de notre service fiscal Premium

AHK debelux <http://debelux.ahk.org>

Personne de contact: Marco De Cesare,
T: +32 (0) 2 206 67 57, tva@debelux.org

debelux AHK

Deutsch-Belgisch-Luxemburgische Handelskammer
Belgisch-Luxemburgs-Duitse Kamer van Koophandel
Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise-Allemande

Démarches administratives

guichet.lu fait peau neuve!



guichet.lu, le portail de l'Etat luxembourgeois consacré aux démarches administratives pour les entreprises et citoyens, change de look et s'enrichit de nouvelles fonctionnalités. Le site, qui recense quelques 800 fiches informa-

tives, dispose désormais d'une toute nouvelle page d'accueil et d'un nouveau design, plus ergonomique.

D'un point de vue technique, le site met en œuvre les dernières technologies, dont le responsive design, offrant une consultation optimisée sur PC, tablettes

numériques ou smartphones. Un nouveau moteur de recherche devrait également aider les utilisateurs à trouver encore plus facilement les informations qui les intéressent.

Cette refonte du site va de pair avec le lancement de «MyGuichet», un tout nouvel espace transactionnel qui facilite l'accomplissement des démarches en ligne. Disponible en français, allemand et anglais, MyGuichet permet aux entreprises et citoyens d'effectuer de nombreuses démarches administratives en ligne, sans devoir se déplacer, ceci en toute simplicité et en toute sécurité.

Pour toute information relative à la nouvelle version du Guichet
(volet entreprises): Robert Kummer
Tél.: (+352) 42 39 39-355 – E-mail: robert.kummer@cc.lu

Retrouvez régulièrement les
chroniques juridiques
de la Chambre de Commerce

www.cc.lu/services/publications



VOTRE PARTENAIRE POUR LA RÉUSSITE
www.cc.lu



SAVE THE DATE

PUBLIC-PRIVATE COOPERATION IN THE FIGHT AGAINST CORRUPTION

Symposium at the Chamber of Commerce, Luxembourg
Wednesday 5 June 2013



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice



Business Support of Your Doorstep



INTERNATIONAL
ANTI-CORRUPTION
ACADEMY

-
- 2.00 pm – 4.00 pm > Workshop: Integrity and competitiveness - What can businesses do?
What should be the role of the public sector?
-
- 4.00 pm – 6.00 pm > Workshop: Rule of law and deregulation - What can the government do?
What should be the role of the private sector?
-
- 6.30 pm > High-level segment: Public-private cooperation - Vision or reality?
Enriched by the presence of Mr. François Biltgen, Minister of Justice,
Mr. Michel Wurth, President of the Chamber of Commerce,
Mr. Martin Kreutner, Dean of the International Anti-Corruption Academy (IACA) and
Mrs. Viviane Reding, Vice-President, European Commission
-
- 7.30 pm > Networking dinner
-

French/English with simultaneous translation



Campagne «Trajet, sécurisons-le!»

Les deux-roues motorisés: comment réduire les risques d'accidents



L'U.E.L, en partenariat avec l'Association d'assurance accident et forte de la participation d'acteurs nationaux, a lancé une nouvelle version de l'action «Trajet, sécurisons-le!» à l'occasion du 6^e Forum de la sécurité et de la santé au travail qui s'est déroulé le 24 avril 2012 à Luxexpo. Le but de la campagne est de sensibiliser les entreprises et leurs salariés à l'adoption d'un comportement responsable et préventif en circulation routière.

La campagne offre 12 modules regroupant différents thèmes pouvant utilement être promus au sein des entreprises à raison d'un module par trimestre par exemple ou selon un rythme choisi par l'entreprise. Ces modules peuvent être téléchargés du site www.securite-sante.lu.

95 % des accidents de la route sont causés par un mauvais comportement du conducteur. Le plus grand risque pour le motard, c'est le motard lui-même.

Ce huitième module «les deux-roues motorisés» donne ainsi des conseils non

seulement sur les éléments de base à respecter par le motocycliste et le cyclo-motard, comme par exemple la tenue vestimentaire, le port du casque, mais également sur la technique de conduite que le motard doit adopter selon les différentes situations auxquelles il pourra être confronté.

■ Quelques conseils

La tenue vestimentaire

- Choisir des vêtements recouvrant chaque partie du corps, en cuir ou en textile anti-abrasion munis de protection aux zones du corps les plus exposées en cas de chute.
- Choisir un blouson équipé d'une protection dorsale et de renforts au niveau des coudes et des épaules.
- Opter pour des gants en cuir renforcés aux articulations et à la paume et pourvus de patte de serrage permettant un bon maintien en cas de glissade.

- Préférer des chaussures montantes ou des bottes spécifiques à la moto, suffisamment souples pour bien sentir les commandes et munies de renforts pour protéger les chevilles.

Le casque

- Opter pour un casque neuf et vérifier qu'il est bien homologué aux normes européennes. Le port du casque est obligatoire et la jugulaire doit être fermée.
- Préférer un casque intégral à un casque jet, il offre un meilleur niveau de protection, notamment du visage et de la mâchoire
- Changer de casque après une chute ou un accident. En effet, sa structure intérieure risque d'être détériorée sans que cela ne soit visible à l'œil nu. Pour cette raison, il ne faut jamais acheter un casque d'occasion.

L'importance du regard

- Le regard est fondamental dans la conduite d'une moto car il détermine la trajectoire. Se déplacer en sécurité exige, en outre, d'être en permanence aux aguets pour ne pas être pris au dépourvu.
- En cas d'obstacle, il vaut mieux se concentrer sur l'endroit libre où on veut passer. Car fixer l'obstacle est le meilleur moyen de rentrer dedans.
- Analyser en permanence qui est autour (les mouvements des autres usagers, l'état de la chaussée, ...) afin d'adapter son comportement à la situation.

La position de conduite

- Une bonne position de conduite permet d'intervenir rapidement et avec précision sur les commandes, de diminuer les effets de la fatigue et de mieux maîtriser l'équilibre à basse vitesse.
- S'asseoir le plus près possible du réservoir (afin que le centre de gravité colle à celui de la moto), garder les bras et les épaules souples, les bras légèrement fléchis, les genoux serrés sur le réservoir, le dos droit, légèrement incliné vers l'avant.



Prochain module: «Les usagers vulnérables»

Pour plus d'informations: www.trajet.lu – E-mail: trajet@uel.lu

- Dans les virages, la tête ne doit pas suivre l'inclinaison du corps.

La maîtrise du freinage

- Un bon freinage s'effectue en actionnant les deux freins (avant et arrière) en même temps. Il faut doser la pression exercée sur les commandes (le levier et la pédale) pour ne pas bloquer les roues.
- Sur chaussée mouillée, le blocage des roues apparaît plus tôt. La glissade est garantie en cas de freinage sur les marquages au sol.

Le transport d'un passager

Pour pouvoir transporter un passager, la moto doit être équipée:

- de repose-pieds
- d'un siège différent de celui du conducteur (selle double) et muni d'une poignée de maintien.

Exposé aux mêmes risques que le motard, le passager doit être correctement équipé (casque, vêtements robustes, etc.). Le passager doit respecter quelques règles de sécurité:

- s'asseoir le plus près possible du conducteur de la moto
- ne pas poser les pieds par terre à l'arrêt
- éviter tout geste brusque et accompagner le motard dans ses mouvements.

La moto

- Opter pour une moto adaptée à son style de conduite et convenant à sa taille/poids.

- Ajuster et régler les pédales, le siège, le rétroviseur, etc.

Attention aux pièges

- Des voitures en stationnement: une portière peut s'ouvrir à tout moment.
- Les nids de poules ou la déformation de la chaussée.
- Les insectes volant qui risquent d'entrer dans la manche du blouson, dans le col ouvert ou par l'écran entrouvert du casque.

Communiqué par l'UEL
www.uel.lu ■

Boîte à outils – Présentation du Centre de Formation pour conducteurs
(www.securite-sante.lu/images/stories/trajet2012/trajet_module_8_presentation_cfc.versfr.pdf)

clc

La Commission vient au secours du commerce luxembourgeois

Le secteur du commerce de détail et de gros représente un des piliers de l'économie et doit pouvoir contribuer à la croissance et à la création d'emplois dans l'Union européenne. Dans sa démarche en faveur du commerce qui vient de se concrétiser dans l'adoption du Plan d'action européen pour le commerce de détail, la Commission reconnaît qu'un certain nombre d'obstacles entravent le fonctionnement d'un marché unique du commerce de détail efficient et concurrentiel, qui tout en garantissant aux fournisseurs des prix justes, fera bénéficier les consommateurs de tous les Etats membres de prix compétitifs.

La clc se bat depuis des années pour un libre accès de maints détaillants et grossistes luxembourgeois aux plateformes de distribution de leur choix. Dans presque toutes les branches, l'approvisionnement transfrontalier est handicapé par des prix surfaits et une restriction de l'offre. Malgré des taux de TVA moins élevés, de nombreux professionnels doivent sacrifier une partie de leurs marges pour pouvoir s'aligner sur les prix de leurs concurrents à l'étranger.

La clc se félicite que ses nombreux échanges avec les services de la Commission européenne, en collaboration avec les représentants de notre pays à Bruxelles, ainsi que nos ministères concernés, se soient enfin avérés fructueux. Dans le cadre de ce plan d'action européen, la Commission lance une consultation sur les pratiques commerciales déloyales, dont notamment les restrictions territoriales.

La clc profitera de cette opportunité pour soumettre aux services de la Commission une nouvelle fois son argumentaire étoffé d'exemples concrets de multinationales qui pratiquent des politiques d'approvisionnement pénalisant sérieusement le Luxembourg.

Communiqué par la clc ■



Plus d'informations: http://ec.europa.eu/internal_market/retail/index_fr.htm#maincontentSec1

FFCEL

La fédération des femmes cheffes d'entreprise a élu son nouveau conseil d'administration



Christiane Wickler (au centre) entourée des membres du bureau du conseil d'administration de la FFCEL pour la mandature 2013 – 2015

La nouvelle mandature de la Fédération des femmes cheffes d'entreprise au Luxembourg (FFCEL) a débuté ce mercredi avec l'assemblée générale annuelle et l'élection du conseil d'administration pour la période 2013 – 2015. Depuis septembre dernier, Christiane Wickler assurait avec succès la présidence intérimaire de la FFCEL. L'Assemblée générale a prolongé son mandat pour que la fédération continue de briller par son engagement dans le paysage économique et politique luxembourgeois. Promouvoir l'accession des femmes aux fonctions dirigeantes est une des priorités de la FFCEL. Actuellement, seulement 27 % des chefs d'entreprises sont des femmes. Association d'entrepreneures, la fédération veut participer au développement économique du Luxembourg. «En temps de réajuste-

ment économique, plus que jamais, il faut mobiliser les forces vives de l'entrepreneuriat», a insisté Christiane Wickler dans son mot d'ouverture. Pour défendre les intérêts des entrepreneures, la fédération développera sa visibilité. «Nous regroupons 180 femmes, et nous comptons grandir encore. Pas pour les statistiques, mais pour être écoutées et participer au débat politique», a rappelé la présidente. Dans cette optique, elle s'est réjouie qu'autant d'intéressées se soient présentées à l'élection du conseil d'administration de la Fédération. «C'est la preuve de la motivation et l'engagement de nos membres», a-t-elle souligné.

■ Un bilan très positif

Au-delà des tribunes et des médias luxembourgeois, où elles ont fréquemment représenté leurs intérêts, les femmes

de la Fédération étaient présentes aux grands rendez-vous économiques, notamment au Congrès mondial des femmes cheffes d'entreprise à Berlin (FCEM) et au Women's Forum de Deauville. «Cette orientation internationale se poursuivra durant la prochaine mandature», a assuré Béatrice Martin, Vice-présidente de la FFCEL. «Nous approfondirons notre collaboration dans la Grande Région avec les fédérations sœurs des pays voisins», a-t-elle précisé en présentant le rapport d'activités de l'année 2012. La Vice-présidente a aussi rappelé le succès des deux conférences organisées cet automne sur la construction durable et le micro-crédit. En initiant une réflexion nationale sur le micro-crédit, absent du cadre légal au Grand-Duché, la FFCEL a mis en exergue les difficultés de financement des petites entreprises.

«Nous défendons une autre vision de l'entreprise, a affirmé Béatrice Martin. Une vision économique, certes, mais aussi sociale et environnementale.»

Pendant la nouvelle mandature, la fédération continuera d'organiser des conférences et des séminaires à l'attention des entrepreneures. Le 7 mars prochain, en collaboration avec d'autres associations féminines, la FFCEL a invité Abdu Gnaba, docteur en anthropologie et sociologie comparative, à s'exprimer sur «Les différences, sources d'innovation».

Le poste de responsable du réseau d'ambadrices de l'entrepreneuriat Female Entrepreneurship Ambassadors Luxembourg (FEALU) incombe désormais à Ludivine Plessy qui remplace Tizama Telou au poste de coordinatrice et devient la personne de référence. Cette initiative de soutien, initiée par la FFCEL en étroite collaboration avec la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg, soutenue par le ministère des Classes moyennes et du Tourisme, le ministère de l'Égalité des chances et le ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, a été mise en place dans l'objectif de promouvoir l'entrepreneuriat féminin au Luxembourg.

Les membres du bureau du conseil d'administration de la FFCEL pour la mandature 2013 – 2015 sont:

Christiane Wickler, présidente (Pall Center, Exploitation SA); Béatrice Martin, Vice-présidente (Kids Care S.à r.l.); Lut Laget, trésorière (VGD Luxembourg S.A.); Aurélie Feltz, secrétaire générale (Nosbusch – Feltz – Greden); Alexandra Kerckhof, secrétaire (Editions 9 S.à r.l.); Véronique Coulon, responsable admissions (Lux Decor Peinture S.A.); Netty Thines (Médiation S.A.); Christine Statucki (Betavi sàrl); Dominique Nemery (Excellia Consult S.à r.l.); Sonia Hoffmann (Darjeeling Consulting S.à r.l.); Isabelle Leg (Leglux S.à r.l.); Claudine Schmitt (Wellbeing At Work S.à r.l.); Patricia Sciotti (Alinéa Editions & Communication S.à r.l.) ■

Communiqué par la FFCEL ■



**Sécurité
& santé
au travail**
www.securite-sante.lu

7^e FORUM DE LA SÉCURITÉ & DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

**les 24 et 25 avril 2013
à la Chambre de Commerce**

Les organisateurs et partenaires du Forum de la sécurité et de la santé au travail ont le plaisir de vous inviter à son édition 2013 allégée les mercredi 24 et jeudi 25 avril à la Chambre de Commerce, Luxembourg-Kirchberg.

Organisé dans le cadre de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, le forum s'articulera cette année autour d'une **conférence internationale sur la gestion de la sécurité et de la santé au travail**. À cette occasion, une table ronde renseignera sur les démarches et normes existantes au Luxembourg en termes de sécurité et de santé sur le lieu du travail et notamment en termes de responsabilité sociale des entreprises. À nouveau, le forum offrira une plateforme unique aux entreprises souhaitant s'informer des pratiques en matière de prévention des risques.

Pour la deuxième fois consécutive, une **remise des certificats de réussite** relatifs aux formations en matière de sécurité et de santé au travail, sera organisée par la Luxembourg School for Commerce, la Chambre des Métiers, l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment et l'Association pour la Santé au Travail du secteur financier.

La formule du forum grand format comprenant des stands d'exposition et des workshops thématiques sera reprise en 2014 à Luxexpo.

Le programme détaillé des 24 et 25 avril 2013 est disponible sur le site Internet où les **inscriptions** sont également ouvertes et seront acceptées dans la limite des places disponibles:

www.securite-sante.lu



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES



ASSOCIATION
D'ASSURANCE ACCIDENT



ArcelorMittal



d'Assurance / **nei erfannen**



INSTITUT DE FORMATION SECTORIEL DU BÂTIMENT



INSTITUT NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES



Femmes Leaders du Luxembourg et la Fédération des Femmes Cheffes d'entreprise

Les différences, sources d'innovation



Femmes Leaders du Luxembourg et la Fédération des Femmes Cheffes d'entreprise du Luxembourg, en collaboration avec la Banque de Luxembourg, The Network, Lucilivines et African Women Movement ont organisé une conférence-débat sur: «Les différences, sources d'innovation»

L'association Femmes Leaders du Luxembourg et la Fédération des Femmes Cheffes d'entreprise du Luxembourg, en collaboration avec la Banque de Luxembourg, The Network, Lucilivines et African Women Movement ont organisé ce jeudi 7 mars 2013 une conférence-débat à l'occasion de la journée de la femme sur le sujet: «Les différences, sources d'innovation».

L'ouverture de la soirée par les deux présidentes Christine Wickler, présidente de la FFCEL et Eliane Fuchs, présidente de Femmes Leaders, montre la volonté des femmes d'œuvrer toutes ensemble pour l'enrichissement de notre pays.

La présidente de la Fédération des Femmes Cheffes d'entreprise s'est réjouit de ce rassemblement: «Ce sont ces moments les vrais cadeaux de la vie: cette diversité dans cette salle qui est la photo du Grand-Duché et pour les femmes entrepreneures une source d'énergie et d'inspiration. La FFCEL veut contribuer à l'architecture future de notre pays dans lequel il fait encore toujours très bon vivre et ceci aussi pour les générations futures. Soyons des acteurs et pas seulement des consommateurs. Notre conférencier nous donne l'une ou l'autre carte en main et je dirai plus c'est un Joker.»

La Présidente de l'association Femmes Leaders du Luxembourg, Eliane Fuchs a, quant à elle souligné que: «plus que jamais, nous devons nous unir pour relever les défis qui sont devant notre porte, défis lourds, mais ô combien intéressants, voire passionnants! Défis qui nous obligent tous à reconsidérer et repenser notre façon d'être, de vivre, de travailler. Nous sommes tous différents, chacune des associations ici présente est différente, ses objectifs, sa raison d'être, ses caractéristiques. Tant mieux! Car c'est notre diversité qui nous enrichit, qui permet d'aller de l'avant, pourvu que nous soyons dans une dynamique de rassemblement, d'intelligence collective, car la synergie créée par la collaboration fait émerger des facultés de représentation, de création et d'apprentissage supérieurs à celles des individus ou groupes isolés. Je suis fière, en tant que Présidente de l'association des Femmes Leaders du Luxembourg, de pouvoir participer à ce rassemblement; un leader se doit d'être créatif, visionnaire, courageux, enthousiaste, passionné, caractéristiques que j'aimerais partager avec vous ce soir.»

Les 200 invités présents, femmes et hommes, ont pu partager avec l'intervenant, Abdu Gnaba, docteur en anthropologie et sociologie comparative et fondateur de l'institut socilab, quelques idées sur les différences qui peuvent être sources d'innovation.

Pour plus d'informations sur les organisatrices:

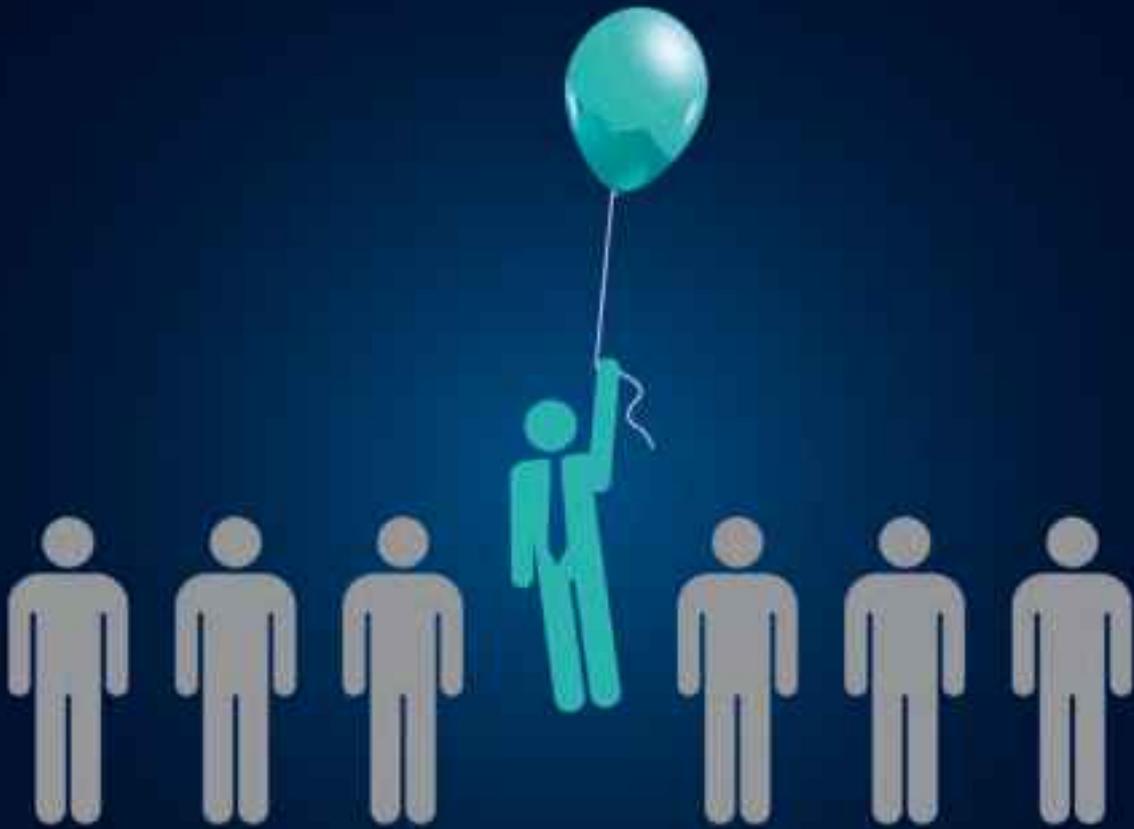
Femmes Leaders du Luxembourg: www.femmesleaders.eu

Fédération des Femmes Cheffes d'Entreprise du Luxembourg: www.ffcel.lu

The Network: www.the-network.com

Lucilivines: lucilivines@pt.lu

Women African Movement – Femmes & Patrimoine Banque de Luxembourg:
www.femmesetpatrimoine.lu/femmes/



Assurez votre capital humain, le plus précieux de votre entreprise

advantis Votre assurance Vie Groupe

Foyer Vie, véritable partenaire de votre entreprise, vous propose sa gamme de solutions et de services pour la mise en place d'un régime complémentaire de pension.

Nous construisons pour vous des solutions sur mesure adaptées à votre politique salariale et modulées au gré des besoins complémentaires d'épargne et de prévoyance de vos salariés.

Avec **advantis**, votre entreprise est unique. www.advantis.lu



Äert Vertrauen a sécheren Hänn



Rita Knott, Director of the Female Board Pool Initiative in Luxembourg and President of Maison du Coaching, Mentoring et Consulting A.s.b.l.

American Chamber of Commerce in Luxembourg

“I agree very much with Viviane Reding’s statement, – I don’t like quotas, but I like what they do – ”

Rita Knott is the Director of the Female Board Pool Initiative in Luxembourg and President of Maison du Coaching, Mentoring et Consulting A.s.b.l. She is also the Managing Partner of Rita Knott – Coaching Mentoring Consulting, her own company. In 2011, she launched the Luxembourg version of the Female Board Pool Seminar which just celebrated its two-year anniversary on March 8.

How was the Female Board Pool seminar and database established, and are women coming on their own initiative?

The Female Board Seminar comes from the Center for Corporate Governance of the University of St. Gallen in Switzerland, where it has existed for eight years. We started the initiative in Luxembourg two years ago, and it consists of two aspects: the one-day Female Board Pool seminar for board-ready or board-active women, and the Female Board Pool database, where women can register after the seminar. This is a confidential database based on the Diversity Optimum competence wheel from the University of St. Gallen. I promote this database in Luxembourg to interested parties who have vacancies for board positions – these can be

NGOs, family-owned businesses, SMEs or listed companies. About a third of the women are sent from their companies, and a larger percentage of women register themselves. Many women are interested in independent board mandates. If they have a very experienced profile, they don’t need to participate in the seminar day, but they can still meet with me and register in our database.

How have you seen the dynamic for the seminar change over the last few years, if at all?

The dynamic has certainly changed since the publication of Viviane Reding’s proposal in 2012 about quotas in the EU. There is more interest – we’ve had about 250 participants since the start. The quota issue is hotly discussed, and I agree very much with Viviane

Reding’s statement, ‘I don’t like quotas, but I like what they do’. For the last several months, we have seen higher interest in the female board side, with organizations wanting to be matched with women in the database, although this process is happening slowly.

How do you measure success?

The database has only been operational since summer of 2012, so we’ve only had two requests so far, although I expect this figure to grow. So although I haven’t seen a trend in terms of numbers yet, I have had some great discussions with those seeking executives at the board level, and I hope to serve as an intermediary between these searches and candidates in our database. It’s important to mention that the searches we perform to match candidates with

vacancies are free of charge. Any company is free to contact me if they have such a need. If the match works very well, the company can opt to make a donation to the NGO, part of which goes back to the University of St. Gallen, but this isn't a requirement. We do all of this free of charge as an NGO, non-commercially.

How does the Diversity Optimum tool work?

The tool was developed by Prof. Martin Hilb, Managing Partner of the Center for Corporate Governance at the University of St. Gallen. It's a wheel of different competencies, roles and know-how. If I am asked to provide a profile, I first check the existing competencies and goals of the board members and then, based on the strategic goals and challenges of the business, I see which competencies are still missing. Based on this profile I can run the database to filter out some profiles. Women registering through our database do, of course, have to provide documentation on their competencies through their own career and education backgrounds. Many companies are now including diversity in their reporting, but this diversity isn't just based on gender – there are many different elements which are included in this wheel: junior-senior, physical handicaps, and more.

Are there any additional challenges or opportunities in a place as multiculturally diverse as Luxembourg?

Our track record is quite short compared with other countries. In Switzerland, the Female Board Pool initiative has been in place now for eight years. In Belgium, it has been under a year, so it's difficult to see the trends. However, in Luxembourg, with about 43% of the population being foreigners, in addition to the 150,000 or so *frontaliers*, we are living diversity in terms of locals and foreigners. When I compare our initiative with similar initiatives in Germany, for example, I think Luxembourg is an easier candidate for successfully implementing diversity as a country because we are indeed so used to it already.

I can't necessarily talk about infrastructure, apart from the lack of quick rail connections to Brussels and Frankfurt, but I think a lot is done in terms of connecting businesses through trade missions and more. But the top three obstacles I hear cited concerning gender diversity in companies are that women aren't interested, there aren't enough competent women, and that finding such women is too expensive. In our board pool, we had 250 participants register for our seminar since its start. The women in our database have a range of competencies; it is just a matter of finding the right competencies to match the open position. And finally, our initiative is done on a volunteer basis. This is why I wanted the Female Board Pool initiative here: in my experience, those three cited obstacles simply do not hold up.

Is there any highlight to the program that particularly stands out in your mind?

I believe in building bridges, and through this initiative we have had great mentoring relationships develop. One woman, for example, wanted to prepare for getting independent board mandates, and Robert Dennewald agreed to do a pilot for mentoring. They finished the process just over a month ago. When it comes to a one-to-one, face-to-



face relationship, there is a lot of support and the exchange is rich for both parties. I even heard Mr. Dennewald say that he learned as much from his mentee as his mentee learned from him!

*Interview:
Natalie Gerhardstein, AMCHAM*

*Photos of Rita Knott:
Stephen Roberts*

*Photo of Female Board Pool:
Stéphanie Spies*



Mr. Robert Dennewald, President of the Luxembourg Business Association; Ms. Daniela Klasen-Martin, Managing Director, Dominion Corporate Group, Luxembourg; Ms. Mimi Manor Topaz, Vice Chairman, Manor Automotive Group (MAG), Luxembourg; Ms. Brigitte Pochon, Managing Partner, Pochon Lawyers & Associates, Luxembourg; Ms. Supreetee Saddul, Independent Director in Boards, Luxembourg

AMCHAM Luxembourg has been a proud partner of the Female Board Pool since its start in 2011.
Interested in joining AMCHAM? Visit www.amcham.lu or call (+352) 43 17 56

EN BREF



Munhowen
Un nouveau DrinX à Esch-sur-Alzette

Munhowen a ouvert un tout nouveau DrinX à Esch-sur-Alzette, 9, Place de Sacrifiés 1940. Sur une surface de 240 m², ce nouveau point de vente répond aux attentes des consommateurs des environs de Esch-sur-Alzette, avec une offre sur mesure, des produits et des services de qualité à des prix compétitifs. DrinX illustre la volonté de l'enseigne de créer des magasins modernes et sur mesure avec une offre adaptée aux spécificités de sa clientèle et de sa zone d'implantation. Ce DrinX propose une large sélection de produits alcoolisés et non alcoolisés, avec près de 1.200 références uniquement en boissons. Les produits haut de gamme y sont largement favorisés: whiskey, gin, vodka mais aussi produits locaux sont mis à l'honneur avec 50 références, comme par exemple la bière Battin ou encore les vins et crémants de la maison Bernard Massard. Un espace «cave» propose avec un large assortiment de 120 vins, animée par de véritables professionnels.



Banque Raiffeisen
Cactus@home
Gute Zusammenarbeit der beiden Partner

Zum 1. Geburtstag von Cactus@home, dem Serviceangebot der Cactus-Gruppe, bei dem die Kunden online in den Cactus-Supermärkten erhältliche Einkaufswaren bestellen können, ihnen dann nach Hause geliefert werden, hatten die Banque Raiffeisen und Cactus ein großes Gewinnspiel organisiert. Gleichzeitig wollten die beiden Partner Raiffeisen und Cactus mit dieser Aktion auch ihre gute Zusammenarbeit im Dienst und zum Nutzen ihrer Kunden unterstreichen und würdigen. Jeder, der vom 1. bis zum 31. November seine auf der Internet-Seite www.cactusathome.lu bestellten Einkäufe mit einer Raiffeisen-Kreditkarte bezahlte, hatte die Chance, ein hochwertiges LED TV-Gerät von Philips (1. Preis), ein Notebook von Toshiba (2. Preis), einen Samsung – Tablet Computer (3. Preis) oder einen Cactus@home-Einkaufsgutschein im Wert von 50 EUR (4.-10. Preis) zu gewinnen. Im Rahmen einer sympathischen Feier am Hauptsitz der Banque Raiffeisen wurden den durch Los ermittelten Hauptgewinnern Marlyse Koch aus Dalheim, Barbara Da Silva Catarino aus Wellenstein und Joséé Nickels-Walisch aus Eschdorf ihre Preise überreicht.



BGL BNP Paribas
Soutien à l'Association
Luxembourg Alzheimer

Les départements Banque des Entreprises et Corporate & Investment Banking (Trésorerie) de BGL BNP Paribas ont décidé de soutenir l'Association Luxembourg Alzheimer par un don commun en remplacement des cadeaux de fin d'année. Deux chèques d'une valeur totale de 10.000 euros ont ainsi été remis aux responsables de l'association en présence des représentants de ces départements. Grâce à son expérience de 25 ans, l'Association Luxembourg Alzheimer, une association au service des personnes souffrant de démence pathologique, assure un concept global de soins et d'assistance aux patients et peut se prévaloir de connaissances étendues dans ce domaine. Six centres de jour (Esch/Alzette, Rumelange, Dudelange, Bonnevoie, Dommeldange et Dahl) et, depuis juillet 2007, la maison de soins «Beim Goldknapp» à Erpeldange/Ettelbruck, sont spécialisés dans une assistance physique et psychique de personnes souffrant de démence et notamment d'Alzheimer. En 2010, le nombre de personnes atteint de cette pathologie a été estimé à 35,6 millions au niveau mondial.



Kinua
Une nouvelle société de conseils en gestion des risques d'entreprise

Kinua a été créée par deux personnes ayant une longue expérience dans des sociétés commerciales et industrielles multinationales. Kinua innove: elle s'adresse exclusivement aux sociétés commerciales, aux industries et aux associations, elle s'at-

Media Awards 2013

Le meilleur de la création publicitaire



Il s'agissait de 800 professionnels de la communication, annonceurs et agences, à s'être réunis à la Rockhal pour la cérémonie de remise des Media Awards 2013, fin février.

Ce concours est issu de la fusion entre le Grand Prix paperJam – Communication, Marketing, Design, et les RTL Media Awards. Maison Moderne et RTL ont uni leurs forces pour proposer un concours permettant de récompenser les meilleures créations publicitaires luxembourgeoises de l'année passée. Les agences de communication, ainsi que leurs clients, ont ainsi pu prendre part à une compétition organisée en cinq catégories: Internet, Presse, Presse B2B, Radio et TV/Cinéma.

Ce choix a été guidé par les spécificités de chaque média, qui impose ses limites et propose des espaces de liberté – et donc de créativité. La qualité des campagnes est le reflet de la coopération entre les annonceurs et les professionnels de la communication qui, en travaillant de concert, réussissent à trouver le meilleur équilibre, et le meilleur résultat.

Ce sont ces efforts que le jury, composé d'experts nationaux et internationaux, des Media Awards 2013 a voulu récompenser, à l'issue d'un processus en cinq étapes. Tout d'abord, les candidats ont envoyé leurs dossiers aux organisateurs du concours. Ensuite, le 5 décembre, le jury s'est rassemblé en session plénière pour constituer le palmarès. Les nominés ont alors été annoncés au public et aux entreprises concernées. C'est en janvier que les votes

ont été ouverts au grand public pour qu'il désigne les Prix du Public dans les catégories Internet, Presse, Radio et TV/Cinéma. Le résultat final a donc, pour sa part, été révélé à l'occasion de la Media Awards Night – soirée produite par l'agence Toolbox et ses partenaires Rockhal, Steffen Traiteur, Codex et Design4Rent.

Dans leur dossier de candidature, les participants devaient renseigner un certain nombre de détails sur les campagnes soumises à l'appréciation du jury. Il fallait notamment exposer le briefing du client, la nature de la solution proposée par l'agence, ainsi que les résultats obtenus. Toutes ces données ont permis aux jurés d'alimenter leurs débats avec des éléments à même de les éclairer sur le contexte des projets, au-delà de la simple appréciation créative ou esthétique.

La cérémonie, animée par Nathalie Reuter (RTL) et Jean-Michel Gaudron (*paperJam*), a été marquée par quelques temps forts, dont l'hommage rendu à Claude Moes et Tom Gloesener, deux grands professionnels luxembourgeois de la communication et du design décédés en 2012. Dans un registre plus léger, d'anciennes publicités diffusées il y a plus de 30 ans sur RTL ont permis de (re)découvrir la manière dont la publicité était faite au tournant des années 80. Enfin, Freddy Tougaux a été l'invité artistique surprise de la soirée. Il a été révélé au grand public par l'émission *La France a un incroyable talent*, diffusée sur M6 l'année dernière, avec sa chanson 'Ça va d'aller', qui l'a emmené

jusqu'en demi-finale. La popularité qu'il y a gagnée est confirmée en ligne, ses vidéos et clips ayant été visionnés plus de 1,5 million de fois sur YouTube. Les Media Awards 2013 sont réalisés en col-

laboration avec la Chambre de Commerce et avec l'appui de l'Imprimerie Faber, D'CO, l'Office Freylinger et le groupe Utopia. ■

Le palmarès

Le palmarès de la catégorie Internet:

- Silver: Campagne «Tout ne peut pas être vite fait», par l'agence Vous pour ING Luxembourg
- Bronze: Campagne «Comme1lundi – Saison 1», par l'agence Vous pour BGL BNP Paribas Luxembourg
- Bronze et Prix du Public: Campagne «Recrutement», par IPNEWMEDIA pour Luxembourg Air Rescue

Le palmarès de la catégorie Presse:

- Gold: Campagne «Vous l'apprendrez par L'Essentiel», par Comed pour L'Essentiel
- Silver: Campagne «Raiffeisen Prévoyance», par Dechmann Communication pour la Banque Raiffeisen
- Bronze: Campagne «Building our future», par Lola Communication pour la Ville de Luxembourg
- Prix du public: Campagne «Pneus hiver», par Mikado pour le Ministère du Développement durable

Le palmarès de la catégorie Presse B2B:

- Silver: Campagne «Make sure it's RAK», par Dechmann Communication pour RAK Porcelain Europe
- Bronze: Campagne «Horesca», par Dechmann Communication pour les Sources Rosport
- Bronze: Campagne «Horse stalls», par Comed pour Cargolux

Le palmarès de la catégorie Radio:

- Gold et Prix du Public: Campagne «Yellow Coupons & Rating», par Moskito pour Yellow.lu
- Bronze: Campagne «Mitsubishi Outlander», par Comed pour Beherman Motors
- Bronze: Campagne «1,50 €», par Comed pour la Communauté des Transports

Le palmarès de la catégorie TV/Cinéma:

- Gold et Prix du Public: Campagne «Sensibilisation Alzheimer», par IP(!)PRODUCTIONS pour l'Association Luxembourg Alzheimer
- Silver: Campagne «Les victimes des victimes», par Mikado pour le Ministère du Développement durable
- Bronze: Campagne «Prévention des risques psychosociaux en entreprise», par Mediation et IP(!)PRODUCTIONS pour l'Inspection du Travail et des Mines ■

Le jury

Le jury était présidé par Fred Bouchar, directeur de Media Marketing. Les autres membres étaient Jean-Paul Lefebvre (*creative director* d'Abacadabra), Luc Bieber (*managing director* de TNS-ILReS), Fernand Ernster (CEO des Librairies Ernster), Patrick Ernzer (responsable communication de la Chambre de Commerce), Olivier Mores (responsable communication de l'Entreprise des P&T), Bernard Michaux (CEO de Lucil Film) et Raymond Schadeck (administrateur indépendant). ■

EN BREF

tache à identifier les risques négatifs (dangers) et positifs (opportunités) encourus par les sociétés, elle offre une approche intégrée en matière de gestion de risques. Tous les risques de la société sont pris en compte et tous les services de la société sont concernés. Une gestion intégrée des risques permet de considérer toutes les formes d'éventualités qui pourraient avoir un impact sur l'atteinte des objectifs de la société. Bien que les effets des différents risques ne puissent pas toujours être contrôlés, leurs causes peuvent souvent être atténuées ou exploitées en fonction des objectifs globaux de l'entreprise. Plus de détails: www.kinua.eu.

Belle Etoile Ouverture d'un nouveau Benetton

Un tout nouveau United Colors of Benetton Kids a ouvert ses portes à la Belle Etoile. Situé désormais côté C-Inn, face à Hifi International, c'est l'endroit rêvé pour habiller les bambins de tout âge, mais aussi les plus grands. Parallèlement aux accessoires et petits ensembles craquants destinés aux 0-12 mois, on retrouve l'incorruptible rayon aux couleurs et à l'esprit Benetton pour les 1 à 5 ans. Enfin, les plus grands seront comblés par les modèles Sisley, la marque glamour du groupe, suivant de près les tendances de la mode.



7 Camicie L'univers de la chemise

Depuis quelques semaines, 7 Camicie a également rejoint la galerie marchande de la Belle Etoile. Une boutique totalement dédiée à la chemise. Classiques, habillées, sportives, à fines rayures, ... elles ont toutes comme point commun cette élégance absolue et cette qualité de tissus qui en font des produits haut de gamme. Déclinées dans tous les styles, tant pour les hommes que pour les femmes, la boutique dispose d'une grande diversité de choix qui inclut aussi cravates, bretelles, pinces à cravates, pullover, costumes hommes et boutons de manchettes. Installée au 1^{er} étage, face à la librairie Ernster, cette maison romaine a pu rester fidèle à son concept, tout en s'adaptant à l'évolution de la mode.



Foyer 48 nouveaux agents

A l'occasion d'une réception donnée dans les locaux du Groupe Foyer, la Direction a eu le plaisir de féliciter ses nouveaux agents et de leur remettre leur agrément. Grâce à ces nouvelles nominations, Foyer compte à ce jour pas moins de 700 agents répartis sur l'ensemble du territoire luxembourgeois. En devenant agent Foyer, les titulaires choisissent d'entreprendre une carrière évolutive en tant qu'indépendant au sein d'un groupe solide et renommé. Foyer soutient pleinement son réseau d'agents en proposant une formation continue permettant à l'agent nouvellement agréé d'acquérir rapidement un maximum de connaissances et un appui privilégié dans tous les domaines liés à son activité.



VALORLUX A.s.b.l. Reconduction du titre d'organisme agréé

Le ministère du Développement durable et des infrastructures a renouvelé l'agrément ministériel de VALORLUX pour une période de 5 années. L'A.s.b.l. VALORLUX est agréée depuis l'an 2000. L'agrément détermine le cadre dans lequel VALORLUX est habilitée à prendre en charge les obligations pour le compte des Responsables d'emballages mettant des emballages sur le marché luxembourgeois. Par ce nouvel agrément, le ministre de tutelle, entend augmenter les standards de protection de l'environnement et insiste sur la transparence du système VALORLUX, qui remplit d'une certaine manière une mission de service public. De plus, il veut garantir un service de collecte des emballages cohérent et uniforme auprès des consommateurs. L'agrément stipule que VALORLUX doit remplir pour le compte de ces membres les obligations suivantes: obligation d'atteindre les taux de valorisation et de recyclage déterminés par le règlement grand-ducal, obligation de prévention des emballages, obligation d'information des utilisateurs d'emballages, du consommateur, des communes et syndicats et de l'Administration de l'environnement.



CSR Performance, accompagner les clients dans leur démarche RSE



Premier cabinet de consultance RSE à s'installer au Luxembourg, CSR Performance regroupe les diverses compétences de la RSE et mise sur son expertise pour accompagner ses clients dans leur démarche RSE.

La mission de CSR Performance: initier une dynamique RSE créatrice de valeur durable pour l'entreprise et la société dans son ensemble. CSR Performance accompagne tant les Comités de Direction dans la définition de leur stratégie RSE que les équipes dans la mise en œuvre de ces stratégies et l'élaboration du reporting. CSR Performance propose une méthodologie personnalisée et des outils éprouvés adaptés aux contraintes et contextes

spécifiques de ses clients. Ainsi, son offre est aussi bien adaptée aux exigences des PME que des grands groupes internationaux ou encore des filiales de grands groupes.

Le monde dans lequel nous évoluons subit de profondes mutations sociétales, il va devenir compliqué. Nous allons tous devoir composer avec les changements climatiques, la raréfaction des ressources naturelles, la perte de la biodiversité, les atteintes aux droits de l'Homme, les affaires de corruption ou de mauvaise gouvernance. CSR Performance est là pour rendre ce monde plus simple pour les entreprises, parce qu'elles y trouveront des experts particulièrement motivés à l'idée de progresser sur des problèmes

inédits avec une volonté, des méthodes et des outils originaux. Le choix des outils proposés par CSR performance s'adaptent parfaitement à la démarche développée par le cabinet. Historiquement le développement durable et la responsabilité sociétale des entreprises étaient abordés concrètement par les normes de management ISO en qualité, environnement puis santé sécurité au travail. Puis ces systèmes de management sont devenus souvent intégrés, que ce soit dans les grandes entreprises ou PME. Dans le cadre de son offre en Communication Responsable, le cabinet entend valoriser, sensibiliser, mobiliser, engager.

Pour plus d'informations: www.csrluxembourg.lu

L'Arocs. Une nouvelle force sur les chantiers.

Découvrez la puissance à l'état pur au volant du nouvel Arocs. Grâce à sa chaîne cinématique novatrice garantissant une puissance moteur maximale et une transmission optimale de la force motrice, ce nouveau camion trace sa route sans fléchir, même sur les terrains les plus difficiles. Par sa conception unique, son cadre robuste offre une excellente aptitude à la déformation et supporte sans peine les charges les plus lourdes. Venez vous en convaincre vous-même – chez votre distributeur Mercedes-Benz et sur le site www.mercedes-benz.lu/le-nouvel-arocs



Une marque du groupe Daimler



Mercedes-Benz
Trucks you can trust

Mercedes-Benz Luxembourg S.A.

Mercedes-Benz Leudelange – 3, rue Nicolas Brosius, L-3372 Leudelange, Tél.: 26 37 26-1 (Vente et Service)

Mercedes-Benz Roost – 2, route de Cruchten, L-7759 Roost, Tél.: 26 80 85-1 (Service)

Europe

EuroCloud Europe: new headquarters in Luxembourg



At its first general assembly last month, EuroCloud Europe decided to re-establish its headquarters in Luxembourg as part of an ambitious plan to expand and strengthen its activities. The federal organization of all 21 national EuroCloud associations in Europe is now operating from the new location thanks to the active support of the Luxembourg Ministry of State, Media and Communications Department, the Ministry of

the Economy and Foreign Trade and Fedil-Business Federation Luxembourg. "Luxembourg is very well situated in the ICT and cloud environment. We have access to location and network benefits that will take forward our work on behalf of the cloud services industry in Europe", said Bernd Becker, the newly elected President of EuroCloud Europe at last week's meeting. Since its inception in Paris in 2010, EuroCloud Europe has held its

annual member Congresses in Luxembourg. It will now expand its work from the new headquarters, implementing growth plans initiated by the executive board elected last week. It was agreed that companies in the European market that are already members in one of the local EuroCloud organizations will become eligible for special benefits if they sign up as a "Supporting Member" of EuroCloud Europe.

The new Executive Board of EuroCloud Europe consists of Bernd Becker (President, DE) and six Vice Presidents: Amal Choury (LU), Tobias Höllwarth (AT), Phil Wainwright (UK), Paulo Calçada (PT), Dalibor Baškovč (SI) and Michael Abrahamsson (SE). The new Managing Director is Andreas Weiss. The founder and former president of EuroCloud Europe, Pierre-José Billotte, was unanimously elected as Honorary President and will continue to play an active role for France within EuroCloud Europe. ■

Further information on local EuroCloud: www.eurocloud.lu

Ecologie

Enovos Luxembourg et City Mov' lancent le premier service luxembourgeois de car-sharing

Actif dans le domaine de la mobilité écologique depuis près d'une décennie, Enovos Luxembourg s'associe à la jeune entreprise City Mov' pour proposer aux clients professionnels et municipaux une nouvelle génération de systèmes d'auto-partage.

Une technologie de pointe et des outils innovants permettent une gestion «intelligente» automatisée d'un pool de véhicules électriques, hybrides ou thermiques. Le système Enovos-City

Mov' offre à ce jour un service de mobilité intégrant l'auto-partage avec réservation, approvisionnement en énergie, assurances, révisions et toutes autres dépenses liées à la maintenance d'une voiture personnelle et la gestion de celle-ci en tant que partie intégrante d'un parc automobile d'entreprise.

Ces outils comprennent des véhicules de dernière génération mettant l'accent sur les technologies «propres» telles que les véhicules électriques ou à gaz naturel, mais aussi les voitures

thermiques classiques ou encore un système de gestion informatique performant permettant de gérer la totalité des informations y transmises en temps réel par les boîtiers GPS intégrés.

Les impacts sont nombreux tant sur le plan économique, qu'environnemental: la connaissance précise de l'usage de chacun des véhicules, les économies réalisées sur le carburant, la mutualisation des coûts entre plusieurs utilisateurs, l'optimisation du volume et du profil du parc automobile d'entreprise,

l'utilisation de véhicules respectueux de l'environnement, une diminution du stress au volant, un suivi précis de la flotte pour l'entreprise.

Après une première phase test au courant des derniers mois, plusieurs projets sont actuellement en cours de réalisation sur le territoire du Grand-Duché et seront lancés dans le courant du premier semestre 2013.

Le système Enovos-City Mov' peut être visité sur 3 sites au Luxembourg et des tests sous conditions réelles peuvent être organisés en entreprise/administration communale.



Pour plus d'informations: www.enovos.eu; www.citymov.lu

Résultats 2012

Belle performance pour ING Luxembourg

Dans un contexte économique et financier toujours difficile pour le secteur bancaire, le bénéfice net d'ING Luxembourg pour l'année 2012 a atteint 120,9 millions EUR, permettant à la banque de réaliser une belle performance, de confirmer le développement de ses activités et de continuer à participer activement au financement de l'économie luxembourgeoise.

Cette année encore, tous les métiers d'ING Luxembourg ont contribué à la performance. Malgré une année 2012 impactée par la crise de la dette en Europe, par le ralentissement de l'économie et par toute une série de réglementations nouvelles, le segment Private Banking a délivré une solide performance et termine l'année avec une hausse de ses revenus (+8 %).

Quant au Retail Banking, il apporte une contribution toujours croissante au résultat global de la banque. Réorganisé en 2012 pour mieux servir le client, ce segment a été marqué par une croissance significative du nombre de clients (+16,7 %). Une hausse de 16,9 % des crédits aux particuliers et aux entreprises locales est également à souligner pour l'année 2012. Aussi, on

constate également un élargissement de la gamme des services online ainsi qu'une belle progression du nombre d'ING Orange Account, le compte online gratuit d'ING Luxembourg.

Le Commercial Banking – Entreprises a non seulement enregistré une hausse significative de ses résultats (+14,4 %) mais a également connu une croissance record du nombre de clients (+26,9 %). En outre, une enquête de satisfaction NPS portant sur l'appréciation des clients sur les services d'ING Luxembourg a été organisée en 2012 par le Département Corporate & Institutional Banking. Le feedback positif et constructif recueilli suite à cette enquête sera utilisé en 2013 pour améliorer encore le service aux entreprises.

Au sein du Commercial Banking – Financial Markets, on a connu une excellente année 2012, avec un niveau de revenus qui a considérablement dépassé les attentes (+24,6 %). Une croissance dans l'acquisition de clients a été notée, ainsi qu'un renforcement de la confiance qu'ils accordent à ING pour leurs opérations. Celle-ci s'explique notamment par une activité d'intermédiation en progression et une



Luc Verbeken a intégré l'entité luxembourgeoise ce mois de mars en tant que CEO d'ING Luxembourg

solide gestion de bilan. L'exercice 2012 d'ING Lease a quant à lui été marqué par une hausse des volumes (+9 %) et par la réalisation de plusieurs projets innovants visant à simplifier l'accès des entreprises aux solutions de leasing

qu'offre ING. Cette année encore, la filiale d'ING Luxembourg a également participé avec succès au programme d'aide aux PME lancé par la Banque Européenne d'Investissement et a ainsi fortement soutenu l'investissement productif national.

Lors de la conférence de presse, Rik Vandenberghe, CEO d'ING Luxembourg, a commenté: «Mal-

gré un contexte particulièrement difficile pour le secteur bancaire luxembourgeois, nous pouvons, cette année encore, être très fiers du développement qu'ont connu nos activités. En 2012, ING Luxembourg a ainsi pu, par exemple, à nouveau augmenter ses effectifs et encore engager 40 collaborateurs. Cette volonté de nous ancrer davantage au Grand-duché de Luxembourg a d'ail-

leurs été récemment confirmée par l'annonce de l'implantation de notre futur siège central au cœur de la capitale, à la place de l'actuelle Galerie Kons située Place de la Gare.» Rik Vandenberghe a également profité de la présentation des résultats 2012 d'ING Luxembourg pour présenter son successeur Luc Verbeken, qui a déclaré être ravi d'intégrer l'entité luxembourgeoise en mars. ■

Certification

Editus obtient la labellisation SuperDrecksKëscht



(de g. à d.) monsieur Langlet, directeur général Editus et monsieur Guetti, responsable SuperDrecksKëscht

Gâce à la gestion responsable de ses déchets, Editus est certifiée SDK, SuperDrecksKëscht fir Betriber, depuis le 13 février 2013. Ce label est décerné par l'Administration de l'Environnement et la Chambre des Métiers du Luxembourg à toutes les entreprises qui respectent intégralement la norme ISO 14024:2000 en matière de gestion écologique des déchets. Il s'agit d'une marque de qualité délivrée aux entreprises qui gèrent leurs déchets de façon responsable et qui, de ce fait, prennent énergiquement part dans la protection de l'environnement.

Les critères pour se voir attribuer un tel label sont précis. Il faut, par exemple, que tous les acteurs d'une même entreprise s'engagent et res-

pectent le processus de gestion «verte» des déchets, que des mesures de prévention aient été mises en place, que la politique de recyclage soit totalement transparente ou encore que les stations de collectes soient bien visibles et accessibles pour tous.

Chaque année, Editus s'engage pour gérer sa consommation de papier de manière responsable et limiter son impact sur l'environnement, en ajustant la production de ses annuaires papiers en fonction des besoins recensés l'année précédente. Les annuaires sont imprimés chez Mohn Media, un partenaire certifié FSC depuis 2003 et le fournisseur, Stora Enso, exploite des forêts FSC. Ainsi, le papier utilisé pour la fabrication des annuaires provient à 100 % de forêts gérées de manière res-

ponsable. De plus, Editus détient son propre label FSC, garantie supplémentaire d'une production écologique.

Editus est une entreprise engagée écologiquement depuis maintenant près de 2 ans, date d'arrivée dans ses nouveaux locaux à Kayl. Le bâtiment détient la certification GOLD de la DGNB (Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen) grâce à la réflexion écologique dont il a bénéficié avant sa construction. Il a été réalisé avec le double objectif d'utiliser le moins de ressources possibles et de limiter au maximum son impact sur l'environnement.

C'est dans cette logique et dans le cadre d'un engagement profond en faveur de l'environnement, qu'Editus a mis en place, en interne, un projet responsable nommé: Green Reflex @ Kayl.

Ce projet s'inscrit dans la déclinaison de sa stratégie collaborative et démontre une volonté éco citoyenne de la part de l'ensemble d'Editus. Il incite concrètement tous les acteurs de l'entreprise à s'investir en faveur d'une gestion responsable de leurs déchets.

Mais ce n'est pas tout! Green Reflex @ Kayl c'est aussi d'autres nombreuses actions en faveur de l'environnement. Par exemple: le retrait dans l'entreprise de tous les gobelets en plastique, la mise à disposition de vélos pour les salariés ou encore la valorisation du covoiturage.

Avec la labellisation SuperDrecksKëscht fir Betriber, Editus appuie encore davantage son engagement environnemental et démontre qu'elle promeut et maîtrise la gestion écologique de l'ensemble de son entreprise. ■



**ENTREPRISE
SOCIALEMENT
RESPONSABLE**



LES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES S'ENGAGENT. ET VOUS ?

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises, à travers son institut INDR, se propose d'accompagner les entreprises dans leur développement de Responsabilité Sociale des Entreprises dans les 3 domaines d'intervention qui sont le social, l'environnement et la gouvernance.

Pour ce faire, l'INDR a créé le label ESR – Entreprise Socialement Responsable - qui permet aux entreprises de formaliser leurs efforts en la matière et de communiquer leurs réussites vis-à-vis de leurs salariés et du monde extérieur.

Suivez le mouvement de la responsabilité sociale des entreprises ! Pour plus d'informations : www.indr.lu

INDR

INSTITUT NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Le présent label est soutenu par le programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013), le Ministère de la Famille et de l'Intégration et a été réalisé en collaboration avec Deloitte.





Promotion touristique

L'ONT au diapason: les actions de sensibilisation pour 2013

Dans son plan d'actions marketing «Masterplan 2013», l'Office National du Tourisme planifie un certain nombre d'actions de sensibilisations dans des endroits ciblés, ainsi que dans des entreprises ou institutions employant un nombre élevé d'étrangers. A l'ONT depuis 1983, Georges Gitzinger bénéficie d'une longue expérience dans le relationnel, tant avec les clients, que le grand public ou les professionnels. Il s'est d'abord chargé de la promotion sur les foires et salons, des contacts avec les revendeurs de voyages, les marchés lointains, puis il a rejoint le département Incoming et sensibilisation.

Que faut-il entendre par «action de sensibilisation»? Quel est le public cible? Comment celui-ci est-il touché?

Les actions de sensibilisation sont des actions promotionnelles qui visent le grand public. Nous allons directement à la rencontre des clients, dans des supermarchés, des gares, des zones piétonnes, nous participons à des fêtes locales de grande envergure, comme, par exemple, la fête de la Mirabelle à Metz. Ces actions de sensibilisation ont lieu dans la Grande Région ou au-delà. Si le déplacement du client dépasse deux

heures de voyage, les chances d'obtenir des clients de séjour, en plus des excursionnistes, sont beaucoup plus élevées.

Nous allons à la rencontre du touriste en exploitant un thème majeur, notamment axé sur les vacances sportives et la gastronomie. Les offres plutôt axées sur la culture ou le shopping sont promues de façon complémentaire. Le site retenu pour faire la promotion est choisi suivant la cible de clients que nous recherchons et dont nous savons qu'elle est profitable à notre destination. Nous nous présentons sur un stand qui

décline nos campagnes publicitaires. Nous mettons à disposition de la clientèle toute la gamme de prospectus éditées par l'ONT, les ORT, le ministère du Tourisme toujours en fonction de la cible visée. Nous sommes présents pour fournir des informations précises aux questions formulées.

Qui pourrait s'associer à ces actions?

Généralement l'ONT est seul présent à ces actions. Des partenaires tels que les Offices Régionaux du Tourisme ou le Luxembourg City Tourist

Office, un groupement d'hôteliers ou de musées, la Commission des Vins et Crémants ou d'autres prestataires touristiques peuvent se joindre à l'action. Les ORT représentent les partenaires touristiques de leurs régions respectives. La participation est gratuite et il est préférable que l'acteur qui se joint à l'action puisse aussi être physiquement présent.

Est-il possible d'en évaluer le succès?

Le succès de l'action se mesure au nombre brochures distribuées, à l'affluence au stand, aux types d'informations demandées, au coût information/client. Notre présence permet d'apprendre directement de la part du client, ses attentes, ses besoins, ses rêves de séjour, mais également d'évaluer son degré de connaissance de notre destination. L'ensemble de ces informations permet de décider si l'action pourra être reconduite ou pas.

Quelle en est la différence par rapport à une foire grand public?

Lors des foires grand public, nous sommes en concurrence avec d'autres destinations, alors que les actions de sensibilisation permettent d'aller directement à l'encontre des clients, qui nous découvrent au hasard. Nous disposons ainsi d'un droit de présentation quasi exclusif. La question du bon emplacement est primordiale. Avant de nous déplacer, nous choisissons le site de promotion en fonction de son chiffre d'affaires, son attrait sur une clientèle à pouvoir d'achat élevé et la distance par rapport à notre destination qui doit jouer en faveur de nuitées.

Nous profitons de l'occasion pour attirer les clients suivant des thèmes d'actualités, les accroches thématiques de l'année. Alors que les foires grand public se tiennent dans une ville déterminée, nous sommes libres de choisir le site, d'établir des synergies lorsque nous menons ces actions de sensibilisation. A titre d'exemple, citons une promotion à la gare de l'Est à Paris, pour sensibiliser les voyageurs-randonneurs sur les avantages d'un déplacement en TGV vers Luxembourg. Nous serons présents dans

de grands magasins spécialisés dans les vêtements outdoor pour nous adresser plus précisément aux randonneurs. Participer au «Deutscher Wandertag» c'est toucher directement une clientèle bien précise, bien ciblée, à laquelle nous présentons des produits adaptés, tels que les chemins de randonnées, les trails. Nous renforcerons nos contacts avec les associations et fédérations nationales et internationales pour promouvoir des offres qui les intéressent directement.

Pourriez-vous nous donner quelques exemples d'actions phares prévues pour 2013?

Nous participerons aux «Reisebörsen» dans les shoppingmalls de Neuss (Düsseldorf) et de Viernheim (Hesse) et de la Trier Galerie. Nous serons également présents avec un stand, à Luxembourg, à l'occasion des Jeux sportifs des petits Etats membres de l'Union européenne, ainsi qu'à la ADAC MOTO CLASSIC à Clervaux, au concours international des vins et crémants.

Pourquoi sensibiliser la clientèle étrangère résidente et frontalière?

43 % de la population résidente nationale et 65 % de la population de la capitale sont d'origines étrangères. 150.000 navetteurs quotidiens viennent travailler quotidiennement au Luxembourg. Pour nous, il importe de les sensibiliser à leur environnement qu'il concerne les loisirs, les achats ou les aspects culturels. C'est un moyen d'intégration sociale, mais aussi une recherche de clients potentiels pour notre économie. Il nous importe de les informer sur les nombreuses facettes du Luxembourg et d'augmenter leur qualité de vie. Ainsi, nous serons présents au Interinstitutional Newcomer's Day à Luxembourg pour accueillir les nouveaux fonctionnaires européens venant s'installer au Grand-Duché. Nous sommes également à la disposition d'importantes firmes au Luxembourg qui emploient un nombre élevé d'expatriés.



Georges Gitzinger, département Incoming et sensibilisation de l'Office National du Tourisme

Contact: Office National du Tourisme

Georges Gitzinger – Tél.: (+352) 42 82 82 26 – Fax: (+352) 42 82 82 38 – E-mail: georges.gitzinger@ont.lu



Votre partenaire pour la réussite

Chaque mois, *Merkur* vous présente sur cette page deux collaborateurs/-trices de la Chambre de Commerce. L'idée de cette page est de **rendre encore plus transparents les services et les activités de la Chambre de Commerce** et de **vous permettre de mieux connaître vos interlocuteurs** auprès des différents services.



■ Joëlle Benguigui

Attachée auprès du Service des Affaires internationales

Juriste de formation, Joëlle est attachée au sein du Service des Affaires internationales depuis mars 2012, suite à une mutation du Service Avis et Affaires juridiques, auprès duquel elle a collaboré pendant 7 ans. Le Service des Affaires internationales a créé la Division «Services Européens et Grande

Région». Cette nouvelle entité vise à mieux faire connaître les objectifs et principales missions conduits par la Commission européenne en Grande Région afin de rapprocher les institutions politiques nationales luxembourgeoises et leurs homologues dans les Etats membres frontaliers, des préoccupations des PME/PMI. Il s'agit de mieux soutenir les entreprises dans leur démarche d'internationalisation, de dynamiser la coopération régionale inter-institutionnelle et de développer des synergies dans des domaines à forte valeur ajoutée. Les principales activités de Joëlle consistent à soutenir les PME en leur fournissant un service de conseil et de réglementaire en droit européen. Elle assure l'interface avec les autorités publiques dans le but de promouvoir activement le développement économique des PME et PMI au Luxembourg et en Grande Région. Au quotidien, Joëlle traite les demandes portant sur des thématiques communautaires ou des projets de lancement d'activités transfrontalières au Grand-Duché ou à l'étranger. Elle est également en charge de l'accompagnement juridique d'entreprises nationales et européennes et intervient dans le cadre du

réseau Entreprise Europe Network-Luxembourg. Par ailleurs, elle soutient l'action de la Commission européenne en lançant des consultations publiques auprès des PME/PMI sur des thèmes d'importance significative pour elles et participe à l'organisation de conférences sur des thématiques liées au droit européen. Ce que Joëlle apprécie le plus dans sa fonction est l'aspect «éducatif» et de sensibilisation du public que mène la Chambre de Commerce en tant que courroie de transmission dans le cadre de la démarche institutionnelle des autorités européennes et nationales à travers leur mission «normative» d'une part, et l'action des entreprises aux prises avec la réalité du terrain. D'autre part, il s'agit de rendre un environnement souvent opaque plus accessible et de permettre d'initier des processus simples et compréhensibles pour les acteurs que sont les ressortissants de la Chambre de Commerce. Question loisirs, Joëlle voue une passion pour la sophrologie. Elle aime le cinéma d'auteur, le théâtre, la cuisine des terroirs, les bons vins à partager entre amis et la marche pour sa proximité avec la nature. Une manière aussi de se retrouver soi-même. ■



■ Robert Kummer

Chargé de mission auprès du Service aux PME, Espace Entreprises

En tant que chargé de mission auprès du Service aux PME, Robert est responsable du Service «Services structurés et Guichet unique» au sein de l'Espace Entreprises, le guichet unique physique de la Chambre de Commerce. Ce guichet a une mission de conseil et d'assistance aux créateurs ou repreneurs d'entreprises. Le Service «Services structurés» assiste les entreprises dans la réalisation de différentes formalités nécessaires à leur bon développement. Il délivre entre autres, les documents d'accompagnement des marchandises (certificats d'origine), les carnets A.T.A. pour une simplification des opérations douanières des marchandises et une réduction des coûts ou encore les certificats LuxTrust, une autorité de certification électronique d'un haut niveau de sécurité qui compte la Chambre

de Commerce parmi ses actionnaires. En tant que responsable du Guichet unique physique, Robert intervient en particulier dans la gestion du flux de la clientèle, le conseil aux entreprises et les demandes en obtention d'autorisations d'établissement. Il est également la personne de contact auprès du ministère de l'Economie pour les besoins du Guichet virtuel étatique.

La diversité combinée avec l'apprentissage au quotidien, le fait de pouvoir «faire bouger des choses» et le contact direct avec la clientèle et les acteurs économiques et politiques, sont autant de facteurs motivants pour Robert. Au-delà de ses activités professionnelles, Robert est un fervent amateur de navigation fluviale et hauturière. Il aime la nature, les voyages et part volontiers à la découverte d'autres cultures. ■

A pig is standing on the moon's surface, sniffing the ground. To its left, a blue flag on a wooden pole reads "MADE IN FAR FAR AWAY". In the background, the Earth is visible in the dark sky above the lunar horizon.

MADE IN
FAR FAR AWAY

Labélisez vos produits et services
d'origine luxembourgeoise !



Dans un monde globalisé, l'information sur l'origine d'un produit ou d'une offre de services devient un élément déterminant des choix en matière de consommation. Affichez l'origine de votre savoir-faire. Demandez les labels !

Renseignements : +352 42 39 39 - 310 international@cc.lu www.cc.lu
Une initiative du Ministère des Affaires étrangères, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers

SpeedBoost

Le Très Haut Débit Mobile. **Pour tous.**



LUXGSM